

CONSEIL COMMUNAL DU 17 NOVEMBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 17 NOVEMBER 2025REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Vincent De Wolf, *Le Bourgmestre-Président/De Burgemeester-Voorzitter* ;
Patrick Lenaers, Rachid Madrane, Frank Van Bockstal, Colette Njomgang, Maryam Matin Far, André du Bus, Aziz Es, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Arnaud Van Praet, Caroline Joway, Audrey Petit, Anne Vandersande, Laure-Mélanie Defèche, Ethel Savelkoul, Lucien Rigaux, Louise-Marie Bataille, Pieterjan Vanden Boer, Thibault Deleixhe, Fridoline Ebongo, Cyril Savéant Vanséveren, Sacha Moëns, Jean-Sébastien Lemaire, Lise Ottinger, Olivia de Callataÿ, Stéphanie Ngalula Mbuyi Kapinga, Olivier Coppens, Delphine Cordier, Sylvie Vandecruys, Sana Aissaoui, Athenais Cazalis de Fondouce, Helena Ruiz Fabra, Laurent Vleminckx, Yasin Tatou, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Annick Petit, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Eliane Paulissen, Zacharia Moktar, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:45
Opening van de zitting om 20:45

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Monsieur Laurent Vleminckx vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.

De heer Laurent Vleminckx wordt de eerste stemmer bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

L'urgence est adoptée à l'unanimité pour les points suivants : 9, 18, 20, 39, 64 & 65.

De dringendheid van de volgende punten wordt unaniem goedgekeurd : 9, 18, 20, 39, 64 & 65.

Secrétariat - Secretariaat

17.11.2025/A/0001 **Interpellation citoyenne : Protégeons la population de notre commune contre la pollution de l'air par le chauffage au bois**

Le contexte

Le chauffage au bois a gagné en popularité ces dernières années, notamment suite à la pandémie du Covid, mais aussi à la guerre en Ukraine et de la hausse des prix du gaz et de l'électricité qui en a résulté. Cela peut se constater dans notre commune à en juger par des smogs et odeurs de plus en plus fréquents. Ces fumées ne sont pourtant pas à banaliser car elles contiennent de nombreuses particules fines et des substances nocives et cancérigènes.

En particulier, le chauffage au bois émet de grandes quantités de particules fines PM2.5. En

suspension dans l'air, ces particules de moins de 2,5 micromètres de diamètre, pénètrent profondément dans les poumons et le sang, et provoquent des troubles respiratoires, cardiovasculaires et un risque accru de mortalité prématurée.

Selon Bruxelles Environnement, [Le chauffage au bois représentait 17% des émissions totales de particules fines PM2.5 en Région Bruxelloise en 2023, alors qu'il n'était utilisé, à titre de chauffage principal, que par moins d'1% des bâtiments résidentiels et tertiaires. Ce type de chauffage pollue donc de manière disproportionnée et émet presque qu'autant de particules fines, au niveau régional, que le trafic routier \(22%\)](#) [Bxl Env, 07/2025]. De plus, le chauffage au bois contribue aux pics de pollution qui sont plus fréquents et plus intenses en hiver.

[L'Agence Européenne pour l'Environnement nous rappelle pourtant qu'au moins 239 000 décès dans l'UE en 2022 étaient imputables à des niveaux de particules fines \(PM2.5\) dépassant les valeurs fixées par l'OMS en 2021](#) [EEA, 2024]. Les niveaux de pollution en Région de Bruxelles sont bien au-delà de ces valeurs.

Bruxelles Environnement souligne que les foyers ouverts, inserts et poêles à bois représentent la grande majorité des systèmes de chauffage au bois en Région Bruxelloise. Souvent utilisés comme chauffage d'appoint ou d'agrément, ces appareils figurent parmi les moins performants et les plus polluants. En raison de leurs émissions particulièrement élevées, Bruxelles Environnement a d'ailleurs recommandé à la Région Bruxelloise d'en interdire une partie [Bxl Env, 2023].

A titre d'exemple, une [vidéo de sensibilisation](#) [Milieu, 2024] produite par la Fondation Milieu Centraal aux Pays-Bas permet de souligner qu'un poêle à bois peut, en une seule heure de fonctionnement, émettre autant de particules fines qu'un véhicule diesel Euro 6 parcourant 1 000 km.

Le chauffage au bois est polluant à trois niveaux : à l'intérieur de l'habitation où il est utilisé ([augmentant, par exemple, les risques de cancer de 43%](#)) [dsawsp, 1], dans le voisinage directement exposé aux fumées et, plus généralement, au niveau de la Région Bruxelloise (mesurable par les stations de Bruxelles Environnement).

A l'occasion d'une audition au Parlement Bruxellois, qui s'est tenue le 22 octobre dernier devant la Commission Energie et Environnement, et qui faisait suite à une pétition, la majorité des partis a reconnu que la réglementation bruxelloise a largement sous-estimé cette problématique. Le chauffage au bois représente un problème de santé publique, est incompatible avec les ambitions d'amélioration des performances énergétique du bâti, et n'est pas approprié en milieu urbain. La commission a également reconnu la nécessité de renforcer la communication/sensibilisation des citoyens, au niveau régional et communal [BRUZZ, 10/2025].

Nous nous adressons donc aujourd'hui aux autorités d'Etterbeek pour sensibiliser et protéger les habitants de la commune.

Les demandes adressées au conseil communal

1. Les campagnes de mesure de la qualité de l'air, selon la note d'orientation politique 2025-2027

Selon « [La note d'orientation politique 2025-2027](#) » [Ett, 2025], la commune d'Etterbeek accorde une attention particulière à la qualité de l'air respiré par les plus jeunes. Des campagnes de mesure des polluants aux abords des écoles sont menées en collaboration avec Les Chercheurs d'Air.

Quelques questions se posent :

- Les Chercheurs d'Air cesseront probablement une grande partie des campagnes menées en Région Bruxelloise à l'avenir, faute de financement. Qu'en est-il d'Etterbeek ?
- A-t-on pu mettre en évidence la part des émissions liées au chauffage au bois dans les concentrations de particules fines PM2.5 qui auraient été mesurées récemment ?
- Les rues scolaires sont une mesure proposée par « Les chercheurs d'air » pour diminuer le NO2 dans les rues adjacentes aux écoles [CdA, 2023]. Quelles mesures ont été mises en place pour réduire l'exposition des enfants aux particules fines PM2.5 ?

2. Sensibilisation des habitants de la commune

Nous demandons de mettre en œuvre des campagnes d'information et de sensibilisation, notamment :

- **Rappeler les obligations** des utilisateurs de systèmes de chauffage au bois, qui découlent de [l'arrêté du gouvernement bruxellois d'application depuis le 01/01/2025](#) [Bxl Env, 03/2025];
- **Inform**er les habitants des problèmes de santé publique que représente le chauffage au bois, aussi bien à l'intérieur de l'habitation (pollution aux PM, risque d'intoxication au CO, risques accrus de cancers et de problèmes respiratoires), que dans le voisinage direct ;
- **Sensibiliser** les habitants à l'importance de minimiser les smogs en adoptant de [bonnes pratiques](#) [Maîtrise du Feu] ;
- Joindre une **fiche explicative** de manière ciblée **aux permis d'urbanisme** sur les risques de se chauffer au bois (pollution intérieure, nécessité d'une ventilation suffisante pour les risques d'intoxication au CO, **distance à respecter avec les prises d'air**, obligation de faire installer par un professionnel, etc.). Voir à ce propos les recommandations de Bruxelles Environnement [Bxl Env, 2023].
- **Inform**er/relayer (sur be-Alert, par exemple) [l'interdiction de se chauffer au bois durant les pics de pollution](#) [Ejustice, 2018] ;

Il est important de sensibiliser les habitants avant l'arrivée de l'hiver et des pics de pollution.

3. Participation/financement de campagnes de type « science citoyenne » pour mesurer les particules fines (PM 2.5).

Différentes options sont possibles et combinables :

- Participer au réseau de mesures <https://aqicn.org/city/brussels>
- Organiser une campagne active et subsidiée par la commune de mesures volontaires, en collaboration avec CurieuzenAir, le Bral ou les Chercheurs d'Air ;
- Mettre à disposition des citoyens qui le souhaitent, [un appareil de mesure de pollution](#) [Vito] intérieur et les sensibiliser ainsi, de manière volontaire, aux dangers de ce type de chauffage. [Une expérience de ce type existe à Gent](#) [Ghent, 2025]

4. Une collaboration/communication plus étroite avec les autorités régionales, Bruxelles Environnement, et les autres communes, afin d'assurer une politique locale cohérente et complémentaire.

Sources et liens

[Bxl Env, 07/2025] : <https://environnement.brussels/citoyen/documentation-et-outils/etat-des-lieux-de-lenvironnement/emissions-de-polluants#les-inventaires-des-emissions-dans-lair-une-source-dinformations-precieuse>

[EEA, 2024] : <https://www.eea.europa.eu/en/analysis/publications/harm-to-human-health-from-air-pollution-2024>;

[Bxl Env, 2023] : https://document.environnement.brussels/opac_css/electfile/RAP_20230526_Rapport_syntese_benchmarking_chauffage_bois_clean.docx

[BRUZZ, 10/2025] : <https://www.bruzz.be/actua/gezondheid/verbod-op-houtverwarming-krijgt-bijval-parlement-beleid-liet-steken-vallen-2025-10>

[Ett, 2025]: https://etterbeek.brussels/sites/default/files/publications/pdf/2025-08/20250525_note-d-orientation-politique-2025.pdf

[dsawsp, 1]: <https://www.dsawsp.org/health/health-effects>

[dsawsp, 2]: <https://www.dsawsp.org/health/children-and-wood-smoke>;

[Milieu, 2024] : <https://www.youtube.com/watch?v=gZdohg3e0G0>

[Bxl Env, 03/2025] : <https://environnement.brussels/citoyen/news/2025/chauffage-au-bois-bruxelles-nouvelles-regles-pour-une-meilleure-qualite-de-lair>

[Maitrise du Feu] : <http://lamaitrisedufeu.be/bonnes-pratiques>

[Ejustice, 2018] : <https://www.ejustice.just.fgov.be/eli/arrete/2018/05/31/2018031386/moniteur>;

[Vito]: <https://emis.vito.be/nl/tools/keuzetool-sensorboxen/sensorboxen>;

[Ghent, 2025]: <https://stad.gent/nl/groen-milieu/klimaat/hoe-gezond-onze-gentse-lucht/burgeronderzoek-luchtmeters>

[CdA, 2023] : <https://www.leschercheursdair.be/2023/11/08/pres-de-400-ecoles-bruxelloises-bientot-en-rue-scolaire>

Le point est reporté.

Burgerinterpellatie: Bescherm de bevolking van onze gemeente tegen luchtvervuiling door houtverwarming

Context

Verwarmen met hout heeft de afgelopen jaren aan populariteit gewonnen, met name sinds de coronapandemie, maar ook door de oorlog in Oekraïne en de daaruit voortvloeiende stijging van de gas- en elektriciteitsprijzen. Dit valt ook in onze gemeente waar te nemen, te oordelen naar de steeds vaker voorkomende smog en geuren. Deze rook mag echter niet worden gebagatelliseerd, want ze bevat talrijke fijnstofdeeltjes en schadelijke, kankerverwekkende stoffen.

Voorals houtverwarming stoot grote hoeveelheden fijnstof PM_{2,5} uit. Deze deeltjes, kleiner dan 2,5 micrometer in diameter, blijven zweven in de lucht, dringen diep door in de longen en het bloed, en veroorzaken ademhalingsproblemen, hart- en vaatziekten en een verhoogd risico op vroegtijdige sterfte.

Volgens Leefmilieu Brussel [vertegenwoordigde houtverwarming in 2023 maar liefst 17% van de totale uitstoot van fijnstof PM_{2,5} in het Brussels Gewest, terwijl het als hoofdverwarming werd gebruikt door minder dan 1% van de residentiële en tertiaire gebouwen. Dit type verwarming vervuult dus op een disproportionele manier en stoot op](#)

[gewestelijk niveau bijna evenveel fijnstof uit als het wegverkeer \(22%\)](#) [Leefmilieu Brussel, 07/2025]. Bovendien draagt houtverwarming bij aan vervuilingsspieken die in de winter frequenter en intenser zijn.

[Het Europees Milieugentschap herinnert ons eraan dat in 2022 minstens 239.000 sterfgevallen in de EU te wijten waren aan fijnstofniveaus \(PM2.5\) die de door de WHO in 2021 vastgestelde waarden overschreden](#) [EEA, 2024]. De vervuilingsniveaus in het Brussels Gewest liggen ruim boven deze waarden.

Leefmilieu Brussel benadrukt dat open haarden, inzethaarden en houtkachels de grote meerderheid vormen van de houtverwarmingssystemen in het Brussels Gewest. Vaak worden deze toestellen gebruikt als bij- of sfeerverwarming, maar ze behoren tot de minst efficiënte en meest vervuilende. Vanwege hun bijzonder hoge uitstoot heeft Leefmilieu Brussel de Brusselse overheid zelfs aanbevolen een deel ervan te verbieden [Leefmilieu Brussel, 2023].

Bijvoorbeeld: een [sensibiliseringsvideo](#) [Milieu, 2024] van de Stichting Milieu Centraal in Nederland toont aan dat een houtkachel in slechts één uur werking evenveel fijnstof kan uitstoten als een Euro 6-dieselveertuig dat 1.000 km aflegt.

Houtverwarming vervuult op drie niveaus: binnen de woning waar ze wordt gebruikt ([waarbij bijvoorbeeld het kankerrisico met 43% toeneemt](#)) [dsawsp, 1], in de directe omgeving die aan de rook wordt blootgesteld, en meer algemeen op het niveau van het Brussels Gewest (meetbaar via de stations van Leefmilieu Brussel).

Tijdens een hoorzitting in het Brussels Parlement, die op 22 oktober jl. plaatsvond voor de commissie Energie en Leefmilieu en volgde op een petitie, erkende de meerderheid van de partijen dat de Brusselse regelgeving dit probleem sterk heeft onderschat. Houtverwarming vormt een probleem voor de volksgezondheid, is onverenigbaar met de ambities om de energieprestaties van gebouwen te verbeteren en is niet geschikt in een stedelijke omgeving. De commissie erkende bovendien de noodzaak om de communicatie en sensibilisering van de burgers, zowel op gewestelijk als op gemeentelijk niveau, te versterken [BRUZZ, 10/2025].

Wij richten ons vandaag dan ook tot de autoriteiten van Etterbeek om de inwoners van de gemeente te sensibiliseren en te beschermen.

De vragen voor de gemeenteraad

1. De meetcampagnes van de luchtkwaliteit, volgens de beleidsnota 2025-2027 van de gemeente Etterbeek

Volgens "[De beleidsnota 2025-2027](#)" [Ett, 2025] besteedt de gemeente Etterbeek bijzondere aandacht aan de kwaliteit van de lucht die de jongsten inademen. Er worden campagnes georganiseerd om vervuilende stoffen te meten in de omgeving van scholen, in samenwerking met "Les Chercheurs d'Air".

Er rijzen enkele vragen:

"Les Chercheurs d'Air" zullen in de toekomst waarschijnlijk een groot deel van hun campagnes in het Brussels Gewest stopzetten bij gebrek aan financiering. Hoe zit het met Etterbeek?

Kon het aandeel van de uitstoot door houtverwarming in de recent gemeten concentraties van fijnstof PM_{2,5} worden aangetoond?

Schoolstraten zijn een maatregel die door "Les Chercheurs d'Air" wordt voorgesteld om de

NO₂-concentratie in de straten rond scholen te verminderen [CdA, 2023]. Welke maatregelen zijn er genomen om de blootstelling van kinderen aan fijnstof PM_{2,5} te verminderen?

2. Sensibilisering van de inwoners van de gemeente

We vragen om informatie- en sensibiliseringscampagnes te organiseren, met name:

- **De verplichtingen** voor gebruikers van houtverwarmingssystemen herhalen, die voortvloeien uit het [besluit van de Brusselse Regering dat sinds 01/01/2025 van kracht is](#) [Leefmilieu Brussel, 03/2025];
- De inwoners informeren over de problemen voor de volksgezondheid die houtverwarming met zich meebrengt, zowel binnen de woning (vervuiling door fijnstof, risico op CO-vergiftiging, verhoogd risico op kanker en ademhalingsproblemen) als in de directe omgeving;
- De inwoners **bewustmaken** van het belang van het minimaliseren van smog door [goede praktijken](#) toe te passen [Maitrise du Feu];
- Een **fiche met uitleg** bij de **stedenbouwkundige vergunningen** voegen over de risico's van houtverwarming (vervuiling binnenshuis, noodzaak van voldoende ventilatie om CO-vergiftiging te voorkomen, **afstand tot luchtinlaten**, verplichting om de installatie door een vakman te laten uitvoeren, enz.). Zie hierover de aanbevelingen van Leefmilieu Brussel [Leefmilieu Brussel, 2023].
- **Informeren/doorgeven** (bijvoorbeeld via be-Alert) over het [verbod op houtverwarming tijdens pieken in de vervuiling](#) [Ejustice, 2018];

Het is belangrijk om de inwoners te sensibiliseren voor de start van de winter en de vervuilingpieken.

3. Deelname aan en financiering van het type “burgerwetenschap” om fijne deeltjes (PM 2.5° te meten.

Er zijn verschillende opties, die te combineren zijn:

- Deelnemen aan het meetnetwerk <https://aqicn.org/city/brussels>
- Een actieve, door de gemeente gesubsidieerde campagne met vrijwillige metingen organiseren, in samenwerking met CurieuzenAir, Bral of Chercheurs d'Air;
- Aan burgers die dat willen [een apparaat geven om de vervuiling binnenshuis te meten](#) [Vito] en hen zo op vrijwillige basis bewustmaken van de gevaren van dit type verwarming. [Er bestaat zo'n experiment in Gent](#) [Gent, 2025]

4. Een nauwere samenwerking/communicatie met de gewestelijke overheid, Leefmilieu Brussel en andere gemeenten voor een samenhangend en complementair lokaal beleid.

Bronnen en links

[Leefmilieu Brussel, 07/2025]: <https://leefmilieu.brussels/burgers/documentatie-en-tools/leefmilieu-stand-van-zaken/emissies-van-verontreinigende-stoffen>

[EEA, 2024]: <https://www.eea.europa.eu/en/analysis/publications/harm-to-human-health-from-air-pollution-2024>;

[Leefmilieu Brussel, 2023]: https://document.environnement.brussels/opac_css/electfile/RAP_20230526_Rapport_syntese_benchmarking_chauffage_bois_clean.docx

[BRUZZ, 10/2025]: <https://www.bruzz.be/actua/gezondheid/verbod-op-houtverwarming-krijgt-bijval-parlement-beleid-liet-steken-vallen-2025-10>

[Ett, 2025]: https://etterbeek.brussels/sites/default/files/publications/pdf/2025-08/20250525_note-d-orientation-politique-2025.pdf

[dsawsp, 1]: <https://www.dsawsp.org/health/health-effects>

[dsawsp, 2]: <https://www.dsawsp.org/health/children-and-wood-smoke>;

[Milieu, 2024]: <https://www.youtube.com/watch?v=gZdohg3e0G0>

[Leefmilieu Brussel, 03/2025]: <https://leefmilieu.brussels/burgers/news/2025/verwarmen-op-hout-brussel-nieuwe-regels-om-de-luchtkwaliteit-te-verbeteren>

[Maitrise du Feu]: <http://lamaitrisedufeu.be/bonnes-pratiques>

[Ejustice, 2018] : <https://www.ejustice.just.fgov.be/eli/bsluit/2018/05/31/2018031386/staatsblad>;

[Vito]: <https://emis.vito.be/nl/tools/keuzetool-sensorboxen/sensorboxen>;

[Gent, 2025]: <https://stad.gent/nl/groen-milieu/klimaat/hoegezond-onze-gentse-lucht/burgeronderzoek-luchtmeters>

[CdA, 2023]: <https://www.leschercheursdair.be/2023/11/08/pres-de-400-ecoles-bruxelloises-bientot-en-rue-scolaire>

Het punt wordt verdaagd.

17.11.2025/A/0002

Interpellation citoyenne Conseil communal du 13 octobre 2025- report du 13/10/2025

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames les Échevines, Messieurs les Échevins,

Cher.es membres du Conseil communal,

Nous vous remercions de nous accorder la parole ce soir.

Nous sommes un collectif de citoyennes et citoyens engagé•es dans la défense des droits fondamentaux des personnes migrantes et sans-chez-soi à Etterbeek. À l'origine de la motion « Commune Hospitalière adoptée à l'unanimité par le Conseil communal en juin 2018, nous souhaitons revenir vers vous, aujourd'hui, pour en renforcer la mise en œuvre. Nous vous soumettons trois axes prioritaires liés au droit au logement.

1. À propos des logements et bâtiments vides

Nous demandons à la Commune de promouvoir et faciliter les occupations temporaires négociées, encadrées par des conventions légales, en partenariat avec des collectifs et associations. Ces occupations permettent à des personnes sans-papiers ou sans-chez-soi de ne pas dormir dehors, de préserver leur santé et leur sécurité, et d'accéder à une domiciliation.

Nous demandons également que la Commune s'engage à ce que 20 % des logements inoccupés sur son territoire soient pris en gestion publique dans les cinq prochaines années. Ce droit, prévu par le Code bruxellois du logement, permet de rénover des logements vides et de les mettre à disposition à loyer réduit. Etterbeek peut adopter une position exemplaire face à l'inoccupation.

2 À propos des besoins urgents et immédiats

Nous demandons à la Commune d'augmenter l'offre de logements d'urgence et de transit. Concrètement

- Étendre la période d'ouverture des abris de nuit, en les activant plus tôt et en les maintenant au-delà du printemps.
- Créer un centre d'accueil d'urgence ouvert toute l'année, avec encadrement digne et sécurisé.
- Préserver des logements temporaires gratuits, avec domiciliation, notamment pour les personnes sans-papiers.

Nous proposons un objectif indicatif : 60 logements de transit et baux glissants attribués par an à Etterbeek. Ces dispositifs permettent à des personnes accompagnées par le CPAS ou des associations d'accéder à un logement de qualité, avec un accompagnement adapté.

Nous demandons aussi à la Commune de soutenir la création de logements temporaires collectifs et de logements solidaires, en s'appuyant sur les expériences menées pendant la pandémie. Ces modèles de colocation encadrée permettent une meilleure répartition des places et une domiciliation pour les personnes isolées.

3. À propos d'un accès durable et pérenne au logement

Nous demandons à la Commune d'augmenter l'offre de logements sociaux, en accélérant les rénovations et en soutenant la création de nouveaux logements à finalité sociale.

Nous demandons également que les régies communales et le CPAS renforcent leurs attributions de logements durables à des personnes sans-chez-soi, via des conventions avec des services de guidance à domicile ou des dispositifs Housing First.

Enfin, nous demandons que de nouveaux logements Housing First soient créés sur le territoire d'Etterbeek. Ce modèle, reconnu en Région bruxelloise depuis 2018, permet de reloger directement les personnes sans-chez-soi dans des logements stables, avec un accompagnement psycho-social adapté. Il est efficace, humain et moins coûteux que les dispositifs d'urgence.

Conclusion

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins, nous vous invitons ce soir à faire vivre pleinement l'esprit de la motion « Commune Hospitalière en agissant concrètement pour le droit au logement. En tant que citoyen·nes engagé·es, nous restons disponibles pour transmettre les informations utiles dont nous disposons, notamment celles issues du terrain et des acteurs associatifs.

Il nous semble essentiel que la Commune et ses services prennent pleinement leurs responsabilités pour mettre en œuvre des solutions durables, dignes et inclusives-

Nous vous remercions pour votre attention.

Pour conclure, nous souhaiterions poser deux questions précises, en lien direct avec les propositions que nous venons de formuler.

I, La Commune prévoit-elle de mettre en place un cadastre locat des logements inoccupés, comme le recommande la motion « Commune Hospitalière » et le Masterplan régional de Bruss'Help ? Si oui, selon quel calendrier ?

2. Le CPAS d'Etterbeek est-il prêt à signer la convention proposée par les maisons médicales du Maelbeek et du Collectif Santé 1040, afin d'améliorer l'accès à l'Aide Médicale Urgente pour (es personnes sans titre de séjour ?

Le Conseil entend l'interpellation.

Burgerinterpellatie - Gemeenteraad van Etterbeek van 13 oktober 2025 - uitstel van 13/10/2025

Geachte burgemeester,

Geachte schepenen,

Geachte leden van de gemeenteraad,

Wij danken u dat u ons vanavond het woord geeft.

Wij zijn een collectief van burgers die zich inzetten voor de verdediging van de grondrechten van migranten en daklozen in Etterbeek. Als initiatiefnemers van de motie "Gastvrije gemeente", die in juni 2018 unaniem door de gemeenteraad werd aangenomen, willen we vandaag bij u terugkomen om de uitvoering ervan te versterken. We stellen u drie prioriteiten voor in verband met het recht op huisvesting.

1. Over leegstaande woningen en gebouwen

We vragen de gemeente om tijdelijke bewoning te bevorderen en te faciliteren, op basis van onderhandelde, wettelijk vastgelegde overeenkomsten, in samenwerking met collectieven en verenigingen. Dankzij deze bewoning hoeven mensen zonder papieren of daklozen niet buiten te slapen, kunnen ze hun gezondheid en veiligheid behouden en krijgen ze een woonplaats.

We vragen ook dat de gemeente zich ertoe verbindt om 2() % van de leegstaande woningen op haar grondgebied in de komende vijf jaar onder openbaar beheer te plaatsen. Dit recht, dat is vastgelegd in het Brusselse Huisvestingswetboek, maakt het mogelijk om leegstaande woningen te rooveren en tegen een lagere huurprijs ter beschikking te stellen. Etterbeek kan een voorbeeldfunctie vervullen in de strijd tegen leegstand.

2. Over dringende en onmiddellijke behoeften

We vragen de gemeente om het aanbod van nood- en tijdelijke huisvesting te vergroten.

Concreet:

- De openingsperiode van de nachtopvang uitbreiden, door ze eerder te openen en ook na de lente open te houden.
- Een noodopvangcentrum creëren dat het hele jaar door open is, met waardige en veilige begeleiding.
- Gratis tijdelijke huisvesting met domicilie behouden, met name voor mensen zonder papieren.

We stellen een indicatieve doelstelling voor: 60 transitwoningen en glijdende huurcontracten per jaar toegewezen in Etterbeek. Deze voorzieningen geven mensen die worden begeleid door het OCMW of verenigingen toegang tot kwaliteitsvolle huisvesting,

met aangepaste begeleiding.

We vragen de gemeente ook om de creatie van tijdelijke collectieve woningen en solidaire woningen te ondersteunen, voortbouwend op de ervaringen die tijdens de pandemie zijn opgedaan. Deze modellen van begeleide huisvesting zorgen voor een betere verdeling van de plaatsen en een domicilie voor geïsoleerde personen.

3. Over duurzame en blijvende toegang tot huisvesting

We vragen de gemeente om het aanbod van sociale woningen te vergroten door renovaties te versnellen en de bouw van nieuwe sociale woningen te ondersteunen.

We vragen ook dat de gemeentelijke huisvestingsmaatschappijen en het OCMW hun toewijzing van duurzame woningen aan daklozen versterken, via overeenkomsten met thuisbegeleidingsdiensten of Housing First-regelingen.

Ten slotte vragen we dat er nieuwe Housing First-woningen worden gecreëerd op het grondgebied van Etterbeek. Dit model, dat sinds 2018 in het Brussels Gewest wordt erkend, maakt het mogelijk om daklozen rechtstreeks te herhuisvesten in stabiele woningen, met aangepaste psychosociale begeleiding. Het is doeltreffend, menselijk en minder duur dan noodopvangvoorzieningen.

Conclusie

Geachte burgemeester, geachte schepenen, wij nodigen u vanavond uit om de geest van de motie "Gastvrije gemeente" ten volle tot leven te brengen door concreet actie te ondernemen voor het recht op huisvesting. Als geëngageerde burgers blijven wij beschikbaar om de nuttige informatie waarover wij beschikken door te geven, met name die welke afkomstig is uit het veld en van actoren uit het verenigingsleven.

Wij vinden het essentieel dat de gemeente en haar diensten hun verantwoordelijkheid nemen om duurzame, waardige en inclusieve oplossingen te implementeren.

Wij danken u voor uw aandacht.

Tot slot willen we twee specifieke vragen stellen die rechtstreeks verband houden met de voorstellen die we zojuist hebben gedaan.

1. Is de gemeente van plan een lokaal kadaster van leegstaande woningen op te zetten, zoals aanbevolen in de motie "Commune Hospitalière" en het regionale masterplan van Bruss'Help? Zo ja, volgens welk tijdschema?

2. Is het OCMW van Etterbeek bereid om de overeenkomst te ondertekenen die is voorgesteld door de medische centra van Maalbeek en Collectif Santé 1040, om de toegang tot spoedeisende medische hulp voor mensen zonder verblijfsvergunning te verbeteren?

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre :

Merci à tous les 2 et à l'ensemble du collectif pour votre interpellation qui est importante, qualitative et structurée. Donc on va tenter de vous répondre avec le même niveau de compétence également.

Je vais faire équipe au nom du Conseil et du Collège, avec le président du CPAS. D'ailleurs, votre interpellation est un peu à cheval entre les compétences communales et les

compétences du CPAS, donc ça nous paraît logique.

Vous avez donc un PowerPoint qu'on peut actionner.

Le premier point, c'est le droit de gestion publique. C'est une notion que je pense personnellement bien connaître et Monsieur Van Praet également puisqu'à l'époque, j'étais membre de la Commission Logement du Parlement bruxellois qui a préparé et voté l'instauration du droit de gestion publique.

Nous sommes la première commune à Bruxelles à avoir mis en œuvre ce droit de gestion publique depuis l'entrée en vigueur du cadre légal.

La Secrétaire d'État Madame Benhamou n'a pas manqué d'ailleurs de nous rendre hommage par rapport à cette rapidité d'intervention de notre part.

Cela signifie que nous avons aussi fait usage d'une possibilité que la région avait offerte aux communes de demander, à frais régional, la mise à disposition d'un ou d'une juriste spécialisée en logement pour aider les communes à œuvrer dans ce cadre-là, ce qui a été fait.

Là aussi, on a été extrêmement rapide puisque on était à l'initiation de ce genre de décision puisque ça s'est décidé en commission d'abord et en séance publique du Parlement ensuite.

Donc nous avons obtenu très rapidement une juriste très qualitative d'ailleurs qui est restée en fonction depuis lors et qui nous a aidé dans le cadre des arrêtés d'insalubrité, dans le cadre des problèmes d'inoccupation et spécialement et notamment dans le droit de gestion publique.

Il y a toute une procédure, qui est normée dans le code du logement, vous connaissez ça avec des délais préfixes.

Des demandes de visite ont été adressées par la commune à des propriétaires de bien inoccupé ou insalubre. Sur 13 tentatives de visite, 9 ont pu donner lieu à des visites effectives. Et vous allez voir qu'on va, de manière extrêmement détaillée et sans langue de bois, vous donner l'ensemble des démarches que nous avons accomplies, des résultats de ces démarches et des mesures que nous avons prises par rapport aux immeubles inoccupés.

Et nous croyons pouvoir dire qu'à ce stade-ci, aucune commune n'a été aussi loin que nous depuis le vote de ce texte.

Donc, 3 propositions de prise en gestion ont été envoyées à des propriétaires en 2024. 2 mises en demeure ont été envoyées, l'une en 24, l'autre en 25. 2 prises en gestion publique forcées ont été envoyées à des propriétaires, l'une en 24, l'autre en 25. Une prise en gestion publique forcée a été transcrite au bureau de sécurité juridique compétent en 2025.

Pour l'une de ces prises en gestion publique, une procédure a été initiée devant le Conseil d'État par le propriétaire.

Un immeuble inoccupé depuis plus de 10 ans et qui avait été mis sur la liste et qui aurait fait l'objet d'une taxation, a permis une rencontre entre la propriétaire, la commune et votre serviteur. Il en est résulté un accord pour l'acquisition du bien par la commune, dans des conditions d'ailleurs très favorables aux yeux de l'évaluation faite par les instances régionales.

4 dossiers ont pu être solutionnés positivement par la mise en vente de ces immeubles, parce qu'évidemment, lorsqu'une commune réagit de manière positive, efficace, agressive par rapport à ces situations d'abandon, les propriétaires en général remettent alors, pour éviter les taxations, le bien dans le circuit, ce qui est quand même le but même de l'opération qui a été votée.

4 dossiers ont donc pu être clôturés, et une procédure, comme je vous le disais, est encore ouverte parce que on a fait, à notre corps défendant, un détour en justice.

Le système, c'est que les biens pris en gestion publique et acquis par la commune sont renouvelés grâce à des prêts, des subsides régionaux et après remis en location à un loyer réduit.

Le système en cours permettra la réhabilitation de 6 logements. Le système aussi permet, lorsque la commune fait des frais qui ne sont pas subventionnés, de pouvoir imputer ces frais sur le propriétaire lorsqu'il reprend, par hypothèse la gestion directe du bien.

D'autres adresses sont en cours d'identification avec la perspective d'application du droit de gestion publique ou un autre moyen légal pour remettre ces biens sur le marché du logement.

J'ai une question sur le cadastre, oui, ça suit. Parfait.

Donc il existe un inventaire régional des logements inoccupés. Notre commune dispose d'un accès à cet inventaire qui est géré par le SPRB, et plus précisément le service régional des logements inoccupés.

La commune collabore activement et signale toujours les biens inoccupés qui sont connus par elle pour alimenter cet inventaire.

En outre les données accessibles dans cet inventaire, au-delà de cela, la liste des logements reliés à la taxe des immeubles inoccupés ou en cours de procédure, fait aussi office de cadastre des logements inoccupés.

Et nous ne sommes pas restés inactifs, à notre initiative et avec le soutien efficace du service des finances et de son receveur, et donc aussi de son échevin des finances et des taxes, on n'a pas manqué de se réunir, d'envoyer des fonctionnaires complémentaires pour renforcer le service des finances et des taxes, de modifier « grondig » les règlements.

Monsieur Van Praet, qui n'a pas assez de travail à ses yeux, passe alors quelques nuits, volontairement, à prêter main forte pour accélérer la rénovation des règlements Taxe ce qui fut fait et on le remercie.

Et donc on a très considérablement amélioré, anticipé, accéléré la notification de la Taxe et son exigibilité.

Dans le passé, il fallait attendre un an avec un 1^{er} constat, un 2^{ème} constat, les échevins écolos de l'époque s'en souviendront certainement, ils ont vécu ça au collège, ce système a quand même été fortement dépoussiéré puisqu'on est passé d'un an à un mois, donc c'est quand même extrêmement différent.

Les montants aussi ont été fortement augmentés, ils sont largement plus dissuasifs. J'ai reçu personnellement les agents qui gèrent ces matières pour qu'on comprenne bien que c'est une motivation importante du Collège et une volonté d'avancer.

Nous avons également renforcé par un agent de haut niveau, on peut le dire comme ça, le service et c'était nécessaire si on voulait aller vite et bien.

Il en est résulté, avec l'accord de l'administration et je remercie, tant Madame Petit que Monsieur Queeckers et l'ensemble des autres agents qui ont travaillé dont, notamment la juriste logement, d'arrache-pied, pour mener durant l'été 2025 une grande campagne de recensement volontaire, que nous avons initié d'initiative, qui a mobilisé beaucoup de personnel des services communaux.

La Secrétaire a envoyé un appel au soutien à l'ensemble des services, et la plupart des services ont mis à disposition des fonctionnaires pour opérer sur le terrain un recensement de 454 immeubles potentiellement inoccupés.

Jamais ça ne s'était fait et je ne pense pas qu'une autre commune à ce stade-ci l'ait fait.

Les services qui ont collaboré, c'est l'aménagement du territoire, avec une analyse au cas par cas des adresses pour assurer la pertinence de la procédure de taxation.

Le recensement avec le service population état civil, recherche au registre national pour vérifier la présence de ménages ou de personnes isolées.

La propreté, mobilisation de 2 agents pour établir des constats parce que ce sont les agents qui sont assez qualifiés, notamment en matière de répression, donc ils ont la pratique des rédactions de constats et procès-verbaux.

Le service taxe évidemment avec l'établissement, donc ça veut dire 4 services à tout le moins qui ont, sans parler du secrétariat, mis les bouchées doubles pour avancer.

Alors, quels sont les résultats ? Eh bien ça aussi, on va vous donner.

Sur 454 adresses vérifiées, 70 ont été identifiées comme vides, et donc potentiellement taxables.

Après recoupement d'informations, cette liste a été ramenée à 22 logements et transmise au service des taxes.

Pour les 384 adresses restantes, une seconde analyse a été effectuée par le service d'aménagement du territoire, 17 adresses alors ont été, complémentirement, identifiées comme taxables, également transmises au service des taxes.

Le service des taxes chargé de traitement final indique que 17 constats ont été identifiés, que 17 autres sont en cours d'établissement et 30 redevables à la taxe des secondes résidences ont été identifiés.

Vous devez savoir que dans toute la mesure du possible, le soutien des inspecteurs de quartier des ilotiers a également pu être obtenue.

La même opération sera prochainement menée à l'égard des immeubles présumés inoccupés et répertoriés dans l'inventaire régional.

Actuellement, ils sont au nombre de 120 et on a encore affecté récemment une agente supplémentaire pour soutenir le service de façon à instaurer une collaboration efficace et harmonieuse, monsieur l'échevin de l'urbanisme, entre le service de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et le service des taxes.

Il n'est pas toujours évident dans des services différents de se rendre compte qu'on travaille tous dans le même esprit, dans la même machine et que si on découvre au service de l'aménagement du territoire qu'un logement est inoccupé ou qu'un logement est transformé en bureau, il est utile que de manière automatique le service transmette l'information au service des finances et des taxes.

Je me tiens à votre disposition pour répondre à des questions que vous souhaiteriez poser à l'issue de l'exposé que va vous livrer maintenant Monsieur Van Praet en ses titres et qualités, vous avez la parole.

Monsieur Van Praet :

Merci Monsieur le Bourgmestre.

Chers collègues, Mesdames, Messieurs, à mon tour, je voudrais vous remercier pour votre prise de parole ce soir.

C'est déjà votre mobilisation en 2017 qui avait conduit notre commune à unanimement se ranger parmi les communes hospitalières, et je pense que l'exposé que je ferai aujourd'hui va refléter tout ou partie, une partie sans doute de l'ambition qui était la vôtre à cette époque-là et qui est la nôtre avec vous aujourd'hui.

Je m'exprimerai ici avec une double casquette, celle de président du CPAS, et comme vous avez largement évoqué également la situation des logements sociaux, celle de président de la société Log'Iris, qui est la société immobilière de service public de notre commune.

Je structurerai mon intervention sur les situations d'urgence et le sans-abrisme que vous avez évoqué dans votre question.

Sur les différentes formes de logements d'urgence, de transition, de protection des personnes parmi lesquelles les personnes sans titre de séjour, l'accès durable au logement social et enfin je m'exprimerai également sur l'accès aux soins et à l'aide médicale urgente que vous avez évoqué en fin d'interpellation.

Alors d'abord l'urgence dans la note d'orientation politique du CPAS, qui est un peu notre feuille de route pour les prochaines années et qui a été adoptée ici début 2025, on a rappelé un choix clair, qui est d'augmenter le nombre de logements de transit et d'accueil d'urgence sur le territoire d'Etterbeek.

Et ce n'est pas un slogan, c'est une ligne de travail qu'on essaye d'incarner véritablement au quotidien dans les actions du CPAS et qui, je le dis aujourd'hui, c'est important, ne peut véritablement avancer dans ce chemin sans le soutien de la commune, et donc vous devez savoir que dans ces politiques, il y a un lien fort et mutuelle de soutien entre le CPAS et la commune d'Etterbeek, ce n'est pas partout la même chose donc je tenais à le signaler.

Alors vous avez évoqué le dispositif hivernal d'urgence, votre intervention me permet de vous indiquer que c'est ce vendredi 21 novembre, en partenariat avec la commune, que nous ouvrirons comme chaque année, le centre d'hébergement hivernal pour les personnes sans-abris, que nous appelons le chaufferie sur le territoire communal qui permet un accueil inconditionnel des personnes sans-abris, donc sans égard à leur situation administrative au titre de séjour comme ce fut toujours le cas.

Il offrira 15 places pour personnes sans-abris, il ouvrira 15 jours plus tôt et ce n'est pas ... c'est une coïncidence par rapport à votre demande, même si je ne sais pas si on la rencontre totalement, et il restera accessible jusqu'à la mi-mars, avec une possibilité de prolonger son ouverture si les conditions climatiques le requièrent.

Alors je dois quand même rappeler que l'hébergement des personnes sans-abris relève principalement des compétences régionales, de la région bruxelloise, de l'opérateur Bruss'Help, mais également de l'État fédéral, notamment en ce qui concerne l'hébergement des personnes sans titre de séjour.

Responsabilité qui n'est pas toujours à la hauteur de la situation réelle sur le territoire de la région bruxelloise, nous l'avons vécu ces dernières années.

Cependant, depuis quelques temps déjà, Etterbeek est l'une des seules communes qui dispose d'un dispositif local comme le chauffer, je crois aussi qu'il faut pouvoir le dire, que on essaie de faire notre part dans le cadre des moyens budgétaires et des missions dévolues au CPAS.

Je voudrais insister sur un point, le bâtiment qui accueille le chauffer pendant la période hivernale n'est pas dormant le reste de l'année.

Au printemps, à l'automne, à l'été, ce même bâtiment accueille également des personnes sans-abris dans le cadre d'un accompagnement renforcé qui doit conduire à un emploi durable mais dans lequel les personnes hébergées sont moins nombreuses parce qu'on travaille véritablement à une remobilisation personnelle individuelle, un coaching, une régularisation, ce qu'on peut faire au quotidien, mais on essaie d'avoir une approche intensive pluridisciplinaire à l'égard de 4, 5 personnes qui occupent cet immeuble pendant la belle saison, si je puis dire, avec l'objectif qu'ils puissent obtenir un logement après les quelques mois d'accompagnement qu'on peut mettre en place à leurs côtés.

Donc en hiver il sert d'hébergement de nuit pour 15 personnes et le reste de l'année l'accompagnement intensif pour un plus petit nombre comme je l'ai dit.

Autrement dit, on ne souhaite pas uniquement mettre des lits à disposition 3 mois par an, on essaie vraiment de construire avec ces personnes un parcours de sortie du sans-abrisme, ce qui est un peu la philosophie de la stratégie Housing first que vous avez évoqué, et nous y arrivons, pas toujours, mais dans un certain nombre de cas évidemment.

Alors à côté de cela, à côté de ce dispositif hivernal, le CPAS dispose de dispositifs ouverts toute l'année. Il est ainsi doté d'une maison de transit qui peut accueillir les personnes et les familles qui sont sans solution de relogement, qui sont expulsés de leur logement, qui peut accueillir 4 familles. C'est sur cet axe-là, le nombre de logements de transit que nous ambitionnons de doubler, tripler la capacité d'accueil et de logements de transit à l'année pour répondre aux situations d'urgence qui se présentent à Etterbeek.

Nous recourons ponctuellement également aux hébergements en hôtel lorsque la situation l'exige et nous disposons, vous le savez, d'équipes spécialisées en matière d'accompagnement de sans-abrisme psychosocial et d'éducateur qui accompagne les personnes que je viens d'évoquer.

Alors, comme je l'ai dit, ce n'est évidemment pas suffisant pour répondre seul à la crise du sans-abrisme mais on essaie, comme je vous l'ai dit, d'augmenter le volume de logements de transit.

Et ainsi, en 2025, le CPAS a souhaité acquérir un immeuble supplémentaire, ici dans le quartier de la chasse, pour rester à l'échelle locale. Nous avons remis une offre qui nous paraissait sérieuse et malheureusement, le propriétaire a fait le choix de vendre à quelqu'un d'autre.

Et donc vous voyez, nous restons en recherche active de bâtiments mais on se heurte, comme les acteurs etterbeekois, à un prix des marchés qui est très élevé et donc on essaie de saisir des opportunités quand elles se présentent dans le contexte budgétaire d'un CPAS.

Le 2^{ème} volet que je voulais évoquer avec vous était les logements de transition et de protection de certains publics spécifiques qui me paraissait important de rappeler et à Etterbeek.

Depuis plusieurs années, on a fait le choix d'avoir une attention très particulière pour les jeunes de 18 à 25 ans. Indépendamment du statut de séjour, les jeunes qui sont en rupture familiale ou qui sont en situation de sans-abrisme ou de risque de sans-abrisme peuvent être accompagnés, sont accompagnés par le CPAS d'Etterbeek dans le cadre d'un dispositif de maison d'autonomie que nous appelons le projet passage.

En 2021, nous avons ainsi inauguré une première maison qui comporte 5 studios dédiés à des jeunes de 18 à 25 ans. On a parfois des jeunes en situation irrégulière. J'ai le souvenir d'une jeune personne palestinienne qui avait trouvé refuge dans notre pays, qui n'était pas en ordre de titre de séjour et qui y a vécu un an et qui a pu être régularisée, tout en étant hébergée et accompagnée par nos services.

Nous sommes là pour aider ces jeunes à s'émanciper, à se stabiliser et à gagner en autonomie. Et l'autonomie se gagne évidemment par la recherche d'un logement après la solution que nous proposons.

Une 2ème maison de l'autonomie ouvrira ses portes au printemps 2026. 6 studios supplémentaires, dédiés aux jeunes en situation de difficulté, ouvriront leurs portes à Etterbeek. Les travaux s'achèveront en février prochain.

L'objectif est clair, c'est de soutenir ces jeunes en rupture ou en risque de rupture vers des solutions de logement adaptées.

Un autre public cible sur lequel on travaille beaucoup, vous le savez je pense, ce sont les personnes victimes de violences intrafamiliales. La crise du COVID a mis en exergue l'importance d'une réponse publique, régionale, locale et donc nous nous sommes mobilisés ici encore main dans la main avec la commune d'Etterbeek en mettant en place, en 2021, une maison, dédiée à ces femmes victimes de violences intrafamiliales, parfois avec des jeunes enfants, disposant de 4 logements dans le cadre d'un projet qui unit la commune, l'agence immobilière sociale et le CPAS d'Etterbeek.

Cette maison est un lieu de mise à l'abri avant toute chose, de reconstruction personnelle et de tremplin vers un redémarrage et une stabilisation par une nouvelle forme de logement par la suite.

Par ailleurs, je souhaite rappeler que le CPAS met aussi à disposition du centre pour les victimes de violence intrafamiliale un immeuble que nous ne gérons pas mais qui est également dédié à ce public avec le soutien du CPAS. Et là également, l'idée c'est que la première protection réelle que l'on doit offrir à ces personnes, c'est d'avoir un toit en urgence au-dessus de la tête et puis de pouvoir faire un accompagnement social.

Le 3ème dispositif dédié à des publics spécialisés, c'est l'initiative locale d'accueil. Le CPAS d'Etterbeek qui est l'un des quelques CPAS, sauf erreur, nous sommes 5 CPAS sur 19 à disposer d'une telle initiative. 5 logements à Etterbeek qui sont dédiés à des personnes qui sont en en attente de régularisation de leur séjour. Nous collaborons dans ce cadre-là avec Fedasil.

Ce sont souvent des personnes qui n'ont pas la capacité, en raison de problèmes de santé principalement, de pouvoir fréquenter des centres d'hébergement plus importants en termes de volume et où un hébergement individualisé est nécessaire.

Là je dois vous indiquer que nous sommes pendus à un fil étant donné que nous ne savons pas si l'État fédéral poursuivra le déploiement d'initiatives locales à l'échelle des communes. Parfois, on entend que c'est un dispositif qui s'arrêterait et donc à ce stade, nous continuons à travailler avec Fedasil dans cet hébergement au niveau local.

Et enfin, dans le même contexte, je dois rappeler la mobilisation qui a été celle du CPAS à

l'égard d'autres réfugiés et je parle ici des bénéficiaires de la protection temporaire Ukraine. Ce n'est pas si loin que notre commune et sa population se sont mobilisés pour l'accueil des personnes qui ont fui une zone de guerre.

C'est 350 personnes qui ont été secourues par le CPAS d'Etterbeek, et dans ce cadre-là, nous poursuivons aujourd'hui l'hébergement d'une partie de ce public dans un immeuble mis à disposition gratuitement par la commune.

Nous continuons à héberger 15 bénéficiaires dans un bâtiment collectif géré par le CPAS et nous continuons à être mobilisés dans des conventions d'occupation chez l'habitant qui concernent, en tout cas, qui ont concerné, je n'ai pas le chiffre à jour, une centaine de personnes bénéficière de la protection temporaire Ukraine à Etterbeek.

Cela montre Mesdames, Messieurs, qu'on a été capable de mettre en place des solutions à la fois souples et pragmatiques et encadrées lorsque c'était nécessaire, et c'est avec cette ambition là que l'on veut continuer à agir socialement à Etterbeek.

Alors évidemment, tout cela n'a de sens que si on peut conduire à un logement durable et définitif. On sait bien que sauter d'un logement d'urgence à un logement d'urgence n'est pas une forme d'accompagnement sérieuse qui permette l'émancipation réelle des personnes.

Et dans ce cadre-là, je dois vous rappeler que le CPAS dispose d'une cellule logement qui travaille sur plusieurs fronts et qui n'a là également jamais égard au statut administratif des personnes.

Pour évoquer la question qui nous est adressée aujourd'hui, à l'égard de toute personne, on essaie de se mobiliser en termes de prévention des expulsions, en termes d'accompagnement social, juridique et de présence aux côtés des ménages lors des expulsions, pour éviter celles-ci ou pour réagir à celles-ci lorsqu'on n'a pas pu les éviter, notamment par des formes de relogement d'urgence dans nos dispositifs ou dans les dispositifs de maison d'accueil qui existent au niveau régional.

L'accompagnement à la recherche d'un logement, même si elle devient de plus en plus difficile à Etterbeek, nous conduit souvent à orienter les bénéficiaires, vers des recherches de logements en dehors d'Etterbeek ou en dehors de la région de Bruxelles capitale, là où les loyers sont plus modérés et qui permettent d'apporter une réponse sérieuse en termes de recherche de logement.

Et puis un autre aspect qui est souvent ignoré, la lutte contre les discriminations locatives fait l'objet d'une mobilisation importante du CPAS et la discrimination sur base du statut de séjour fait partie évidemment pour ces personnes d'un problème tout à fait particulier dans lequel on essaie de se mobiliser étant donné qu'on n'a pas le droit de discriminer en Belgique quelqu'un sur base de son origine, de sa nationalité ou de son statut de séjour.

Nous sommes donc là pour veiller à ce respect de la loi lorsque nous sommes saisis de signalement comme les autorités régionales peuvent l'être.

Nous avons également expérimenté le bail glissant, que vous évoquez dans votre interpellation, avec des résultats très positifs. Nous l'avons expérimenté dans le cas de la stratégie Housing First.

8 baux glissants ont été conclus dans ce cadre-là avec des particuliers qui ont permis d'attribuer définitivement, si tout se passe bien, un logement définitif à des personnes sans-abris.

Nous l'avons également expérimenté de façon parfois plus large avec les bénéficiaires de la

protection temporaire Ukraine, où ça a été un de nos outils pour travailler au relogement de ces personnes à partir de 2022.

Nous avons travaillé en collaboration avec Bruxelles logement qui promeut à l'échelle des communes et des CPAS, ce type de convention.

Le bail glissant, il faut le dire, est un outil efficace qui rassure les propriétaires étant donné que le CPAS est là pour sécuriser la relation et le paiement, protège le locataire et opère au final, si tout se passe bien, et on travaille pour que ça marche, le bail glisse après un an le plus souvent vers la personne qui est censée en bénéficier.

Le bail glissant, tel qu'il a été modalisé à Etterbeek, à une particularité que je souhaitais rappeler ici, c'est que si le propriétaire s'engage à appliquer un loyer raisonnable que nous avons déterminé comme un loyer équivalent à celui de la grille des agences immobilières sociales ; c'est à dire qu'un propriétaire à Etterbeek, au lieu de demander 900€ pour un logement une chambre, en demande 500€, ce qui est quand même socialement mieux pour les personnes que nous accompagnons, et bien en contrepartie, le CPAS garantit 6 mois de loyer ou d'impayés locatifs, pour aller plus loin dans cette assurance que l'on donne au propriétaire, et je dois dire que dans la plupart des cas rencontrés, ce deal entre le propriétaire et le CPAS fonctionne.

Le rôle de Log'Iris maintenant. Vous avez souvent parlé d'augmenter l'offre de logement social à Etterbeek, Log'Iris n'est pas le seul opérateur mais il en est le principal et c'est celui qui est le mieux financé grâce à la région bruxelloise, même si l'actualité parle beaucoup des crédits à la rénovation du logement social, nous avons pu bénéficier ces dernières années et encore aujourd'hui, de moyens financiers qui nous permettent de faire évoluer le patrimoine de Log'Iris à Etterbeek.

La société est active à Koekelberg, mais je vous épargne les chiffres sur le territoire d'une autre commune. Ainsi, entre 2025 et 2028, plusieurs projets aboutissent ou sont en chantier et en vue d'aboutir.

Ainsi, rue de la Grande Haie, en face de la prochaine ambassade américaine, 50 logements, qui sont d'ailleurs inaugurés demain après-midi, seront mis en location à partir du 1^{er} décembre prochain.

Rue de Chambéry, à côté de l'ASBL du même nom, 18 logements sont en rénovation. Ce sont des chantiers de rénovation lourdes, la réception des travaux est prévue au premier semestre 2026.

Rue Joseph Buedts, en face de l'école, 20 nouveaux logements, réception prévue au premier trimestre 2026.

Rue de Haerne, le fameux U assez élevé, 36 logements, réception prévue fin 2026.

Rue Jean Massart, 36 logements dans le dernier projet de rénovation important sur le territoire communal, pour ce qui concerne le patrimoine de log'Iris, le chantier débutera en mars prochain pour une réception en 2028 si tout se passe bien.

Et enfin, un dernier petit immeuble, Chaussée de Wavre, au-dessus des commerces, de 7 logements, devra être rénové. Et là, nos architectes mènent actuellement les études en vue d'obtenir le permis.

Au total, Mesdames, Messieurs, cela représentera, entre aujourd'hui et l'année 2028, 167 nouveaux logements sociaux qui seront mis en location sur le territoire d'Etterbeek.

Au-delà de ces volumes, il y a évidemment une priorisation des publics qui existent dans la

politique d'octroi des logements sociaux, et vous l'avez évoqué.

Log'Iris dispose de plusieurs dispositifs qui permet d'attribuer certains logements à des publics très fragilisés. Soit c'est la région qui l'impose à Log'Iris, soit c'est le choix de Log'Iris dans le cadre des conventions que nous mettons en œuvre.

Ainsi, dans le cadre de la réglementation en vigueur, une convention entre Log'Iris et le CPAS d'Etterbeek permet d'attribuer par dérogation 4 logements par an à des urgences sociales qui sont identifiées par la cellule logement du CPAS.

Ce sont bien souvent des sans-abris qui en bénéficient. Évidemment, ici, toute attribution dans le logement social, dois-je le rappeler, requiert d'être en ordre de séjour. C'est une des conditions fixées par le code bruxellois du logement.

D'autres collaborations spécifiques existent aussi avec des maisons d'accueil pour les victimes de violence intrafamiliale, par exemple, avec l'accueil Montfort ou l'ASBL at Home 18 24 qui disposent toutes deux d'un agrément région bruxelloise, avec l'ASBL Transit qui s'occupe des personnes souffrant d'assuétude, et avec la plateforme de santé mentale de la région de Bruxelles capitale qui dispose chacune et chacun d'un quota de logements qu'ils peuvent attribuer chaque année au sein du patrimoine de Log'Iris.

Enfin, à partir de janvier 2026, nous mettrons en œuvre l'article 36 bis que vous connaissez peut-être de l'arrêté qui réglemente les SISP et qui obligera désormais à ce que 4,5% des logements attribués par Log'Iris, c'est un peu bizarre 4,5, c'est un pourcentage par rapport au nombre de logements attribués pendant l'année, donc ça doit représenter chez nous à peu près 5 logements, seront réservés à des personnes sans-abris dans un cadre coordonné par Bruss'Help, l'opérateur régional bruxellois, via des trajectoires Housing first exclusivement.

Donc à partir du 1er janvier, nous augmenterons donc l'octroi de logements définitifs pour des trajectoires Housing first à Etterbeek.

Là encore, la demande que vous formulez correspond, vous l'entendez, à des dispositifs qui sont concrets, qui sont déjà en place ou qui sont sur le point de l'être pour ce qui nous concerne.

Enfin, vous avez évoqué l'existence de conventions d'occupation précaire.

Évidemment, Log'Iris est une grosse société immobilière, avec des départs et des entrées en permanence, et donc des logements qui peuvent connaître un vide locatif.

Ce vide locatif peut être critiquable, évidemment que des logements sociaux en état d'être loués soient laissés vide, et donc, nous venons de clore une convention de collaboration avec l'ASBL Ilot, également spécialisée dans l'accompagnement des publics sans abris, qui a porté sur une quinzaine de logements.

Le Conseil d'administration de Log'Iris devra prochainement se prononcer sur un renouvellement de collaboration avec l'Ilot, avec un autre opérateur. La décision n'a pas encore été prise, mais on vient d'achever les conventions, donc il ne fait pas de doute que nous continuerons à mobiliser des logements sociaux vides temporairement à ce type de convention d'occupation précaire.

Sur la problématique spécifique d'Housing First, je serai là un peu plus court.

Nous reconnaissons l'efficacité fondamentale du dispositif constaté tant à Bruxelles que partout en Europe. C'est le mécanisme qu'il faut mettre en place pour lutter efficacement contre le sans-abrisme, on en est convaincu.

C'est véritablement transcrit dans nos déclarations politiques et c'est dans l'ADN, je pense, du CPAS. On a développé une stratégie Housing first ces dernières années, et malheureusement, cette stratégie est aujourd'hui interrompue depuis le début de l'année 2025, en raison de la non-reconduction des subventions de la Cocom et de l'État fédéral qui permettait à Etterbeek de financer ce dispositif.

Parce qu'un dispositif Housing first requiert nécessairement d'avoir une équipe pluridisciplinaire qui est capable d'encadrer de façon intensive et quotidienne les personnes.

Il est donc nécessaire d'être soutenu dans ce cadre, nous ne le sommes plus et donc nous n'avons pas fait un choix politique d'arrêter ce projet, mais on a dû se résoudre à l'idée que, avec toutes les missions qu'on a et ce qui nous vient au premier janvier prochain, on n'a pas pu poursuivre ce projet. Cependant, la commune d'Etterbeek et le CPAS main dans la main, viennent d'introduire, début du mois de novembre en fait même fin octobre une demande de subvention dans le cadre de l'ordonnance de 2008 sur l'aide d'urgence et l'insertion des personnes sans-abris.

C'est une ordonnance récente qui permet la reconnaissance et le financement d'une équipe pluridisciplinaire qui sera orientée, tel que nous l'avons décrit, la commune et le CPAS vers les publics en assuétude vers les personnes en très grande précarité sociale et ou en perte de logement de façon inconditionnelle, là également quant au statut de séjour, avec au cœur la méthodologie Housing first que vous avez très bien décrit.

Nous faisons un peu les frais de l'absence d'un gouvernement régional et d'un collège réuni à la COCOM, mais l'administration Vivalis a déjà été rencontrée par les équipes de la commune et du CPAS, le projet a été présenté et particulièrement apprécié, nous a-t-on dit.

Et donc nous attendons, comme du pain dans l'armoire, qu'un gouvernement puisse prendre décision sur cette demande de subvention qui permettra de relancer la stratégie Housing First à Etterbeek.

Enfin et pour finir, j'ai été long, l'accès à la santé, l'aide médicale urgente et les maisons médicales, je ne vous referai pas un exposé sur les délimitations légales de ce que peut faire ou pas un CPAS en matière d'aide médicale urgente.

La loi régleme l'essentiel de ce que nous pouvons faire. Le CPAS remplit sa mission légale et bien souvent dans le cas des décisions individuelles, va au-delà, c'est à dire qu'il arrive tout à fait au comité spécial du service social, dans des circonstances d'urgence humanitaire, de prendre sur fonds propres certaines dépenses qui ne sont pas couvertes dans le cas de la réglementation fédérale.

Ce n'est pas quelque chose qui est systématique, ça dépendra d'un dossier par rapport à un autre. C'est le métier du CPAS de statuer au cas par cas.

Dans notre déclaration de politique générale, on a pris l'engagement de renforcer dans ce cadre-là les partenariats avec les hôpitaux publics. Nous sommes un CPAS et une commune hospitalière avec les maisons médicales et avec les centres de santé communautaire, donc vraiment tous les acteurs de la première ligne de soins, parce que tous ces publics doivent être mobilisés pour accueillir notamment les bénéficiaires de l'aide médicale urgente.

À ce stade, aucune convention formelle n'a été à Etterbeek proposée par les maisons médicales, et donc là je serais intéressé que vous vous m'écriviez à ce sujet, et même s'il y a un cadre de collaboration qui existe aujourd'hui, qu'un travail quotidien s'effectue entre les maisons médicales et le CPAS d'Etterbeek, il n'est pas prévu qu'une convention formalise

cela.

Et ayant pris mes renseignements, une réunion s'est tenue le 18 juin 2025 entre les maisons médicales, c'est à dire la maison médicale du Maelbeek et le collectif 10 40 que vous avez évoqué, en présence du directeur de l'action sociale et de la coordination sociale du CPAS et il en découle que l'enjeu prioritaire n'était pas la signature d'une convention, mais qu'on puisse maintenir un dialogue concret et structuré par des rencontres interprofessionnelles régulières et la création d'un groupe de travail qui sera consacré à un meilleur accès aux services associant les maisons médicales ou d'autres acteurs concernés du social et de la santé pour renforcer notre première ligne de soins à Etterbeek.

Mais si maintenant vous avez des éléments plus concrets ou des demandes autres que celles qui ont pu être formulées, j'y prendrai les initiatives évidemment, qui vont dans le sens d'une collaboration la plus forte possible avec les maisons médicales, on n'est vraiment pas opposé à cela.

En conclusion, je souhaitais vous indiquer que la motion commune hospitalière n'est pas pour nous un texte qu'on a rangé dans nos placards, c'est quelque chose qui garde une trace encore très concrète, et d'ailleurs vous avez des porte-paroles au sein du Conseil de l'action sociale qui de temps en temps nous interpellent sur le suivi de cette motion et donc nous essayons de la traduire au mieux dans le contexte budgétaire qui est le nôtre, dans le cadre des compétences qui sont les nôtres et nous continuerons à le faire.

Et dans ce cadre-là, nous restons évidemment ouverts au dialogue avec les acteurs associatifs ou citoyens de notre commune.

Merci beaucoup.

Monsieur le Bourgmestre :

Je remercie le président pour son remarquable exposé.

Je vais encore prendre sa foulée pour rajouter quelques éléments, vous rappeler, quand même que notre commune avait, et je l'avais fait avec la complicité active et aimable de Monsieur Van Praet, défrayé la chronique en réquisitionnant un grand immeuble de l'avenue de l'Avenue d'Auderghem, l'ancien Val de Rhapsody, pour y placer 150 migrants. Ça avait fait pas mal de bruit dans le pays et d'aucuns avaient copié l'initiative.

Nous avons également placé dans l'ancienne clinique Froissart plusieurs centaines de personnes sans logement et souvent en difficulté personnelle. Nous avons également lancé une demande de subvention à l'union européenne avec succès pour pouvoir financer la conversion de bureaux en logements, avec également une vocation sociale. Pas pour l'ensemble d'après les règles, mais pour une partie, de grands immeubles sont concernés.

On se bat toujours dans le dossier de l'ancien hôtel communal où tout a été relancé et à partir du moment où le système qui avait été proposé par le bureau de consultance n'a pas produit les résultats que nous souhaitions sur le plan financier, il ne nous appartenait pas de brader ce bâtiment à n'importe quel prix et donc nous avons remis ça sur le métier et nous avançons bien à cet égard.

Je peux vous rappeler aussi que durant la pandémie, on a été la première commune à réquisitionner un hôtel pour placer les sans toits et le CPAS et Log'Iris, après, ont réussi, parce qu'on a pu faire un accompagnement social transversal, à recaser de manière définitive un nombre important de ces personnes.

Arnaud a parlé de la maison pour les femmes victimes de violence. J'insiste encore là-dessus parce que ça a été un travail collectif avec un grand soutien de la police et des assistantes sociales de police.

En ce qui concerne les logements sociaux, on vous l'a dit, on va inaugurer demain des nouveaux logements, là même où certains ont tenté il y a plusieurs mois de prendre possession de manière non acceptable et contraire à la sécurité des logements qui étaient préparés pour être transformés.

En conclusion, je voulais vous remercier d'avoir accepté que l'on remette d'un mois, je pense, l'interpellation, parce que on vous avait promis de se hisser à la hauteur de vos préoccupations légitimes. On a essayé de faire un travail de qualité et qui soit complet, et donc je crois que ça valait la peine de prendre le temps.

J'espère que vous êtes convaincus que nous faisons tout pour faire vivre l'esprit de la commune hospitalière.

Je vous ai parlé du Val de Rhapsody de Froissat, l'initiative du Chauffoir, le hub social, cadastre des logements le CPAS.

Donc je crois qu'on a ainsi fait le tour et que l'on peut vous remercier de votre écoute attentive. J'ai vu que vous avez pris beaucoup de notes, que de temps en temps vous avez acquiescé, donc on a eu l'impression en tout cas que le message passait.

Merci pour votre interpellation qualitative et structurée.

Citoyen :

Merci à vous, Messieurs, pour vos réponses, effectivement bien élaborées soigneusement. Il y a beaucoup de choses encourageantes et nous n'en doutions pas.

Et on peut se réjouir évidemment que des initiatives ont été prises et dans différents domaines que je ne vais pas re lister, mais vous en avez cité plusieurs.

Ça montre qu'il y a certainement une expertise, que les mécanismes sont bien connus. Notre interpellation, vous l'aurez compris, évidemment, allait aussi vers une demande de davantage encore d'ambition pour être proportionnellement à la hauteur de l'importance, de l'ampleur, de ces enjeux qui vont croissants, soyons bien clairs.

Et donc c'est pour ça aussi que nous avons dans ce texte avancé certaines cibles, cibles numériques, même pour se donner des points de repères, c'est à dire aller vers 60 logements de transit, des beaux glissants, aller vers 20% de logements vides en gestion publique.

On ne va pas rentrer là maintenant je crois que ce n'est pas le lieu pour revenir sur tous ces détails, sur tous ces contenus, mais on a plusieurs propositions, plusieurs questions encore concrètes, on prend bonne note et on reçoit évidemment votre invitation à poursuivre le dialogue par écrit ou par rendez-vous pour revenir sur certains de ces points.

Nous reviendrons certainement par écrit ou dans vos locaux ou autour de cette table.

Mais donc merci pour votre accueil et le temps que vous avez bien voulu nous consacrer.

Citoyenne :

Je n'ai rien à rajouter, merci en tout cas et voilà on prend contact avec vous.

Bonne soirée.

De burgemeester:

Ik wil jullie beiden en het hele collectief bedanken voor jullie interpellatie, die belangrijk, kwalitatief en gestructureerd is. We zullen dus proberen om jullie met hetzelfde niveau van deskundigheid te antwoorden.

Ik zal in naam van de raad en het college samenwerken met de voorzitter van het OCMW. Trouwens, jullie interpellatie bevindt zich een beetje op het kruispunt tussen de gemeentelijke bevoegdheden en die van het OCMW, dus dat lijkt ons logisch.

Jullie hebben dus een PowerPoint die we kunnen gebruiken.

Het eerste punt is het openbaar beheersrecht. Dat is een begrip dat ik persoonlijk goed denk te kennen, en ook de heer Van Praet, aangezien ik destijds lid was van de Wooncommissie van het Brussels Parlement, die de invoering van het openbaar beheersrecht heeft voorbereid en gestemd.

Wij zijn de eerste gemeente in Brussel die dit openbaar beheersrecht heeft toegepast sinds de inwerkingtreding van het wettelijke kader.

Staatssecretaris mevrouw Benhamou heeft trouwens niet nagelaten ons te feliciteren voor onze snelle tussenkomst.

Dat betekent dat wij ook gebruik hebben gemaakt van de mogelijkheid die het Gewest aan de gemeenten had geboden om, op kosten van het Gewest, een jurist gespecialiseerd in huisvesting ter beschikking te krijgen om de gemeenten te helpen binnen dit kader te werken. Dat is ook gebeurd.

Ook daar zijn we bijzonder snel geweest, aangezien wij aan de basis lagen van dit soort beslissingen, die eerst in commissie en vervolgens in de plenaire vergadering van het Parlement werden genomen.

We hebben dus zeer snel een zeer competente juriste gekregen, die sindsdien in functie is gebleven en ons heeft geholpen bij de onbewoonbaarheidsbesluiten, bij problemen van leegstand en in het bijzonder bij het openbaar beheersrecht.

Er bestaat een hele procedure, vastgelegd in de Huisvestingscode, met vaste termijnen.

De gemeente heeft aanvragen voor een plaatsbezoek gestuurd naar eigenaars van leegstaande of ongezone panden. Van de 13 pogingen tot bezoek hebben er 9 effectief plaatsgevonden. En u zult zien dat we op een zeer gedetailleerde en transparante manier alle stappen zullen toelichten die we hebben ondernomen, de resultaten van die stappen en de maatregelen die we hebben genomen voor de leegstaande gebouwen.

We denken te mogen zeggen dat tot op heden geen enkele gemeente verder is gegaan dan wij sinds de goedkeuring van deze tekst.

Er zijn in 2024 drie voorstellen tot overname in beheer verstuurd naar eigenaars. Twee aanmaningen zijn verstuurd, één in 2024 en één in 2025. Twee beslissingen tot gedwongen openbaar beheer zijn verstuurd naar eigenaars, één in 2024 en één in 2025. Eén beslissing tot gedwongen openbaar beheer is in 2025 overgeschreven bij het bevoegde kantoor voor juridische zekerheid.

Voor één van deze beslissingen tot openbaar beheer is door de eigenaar een procedure

opgestart bij de Raad van State.

Een pand dat al meer dan tien jaar leegstond en op de lijst was geplaatst, en dus belast zou worden, heeft geleid tot een ontmoeting tussen de eigenares, de gemeente en mezelf. Dat heeft geleid tot een akkoord over de aankoop van het pand door de gemeente, onder voorwaarden die volgens de gewestelijke instanties zeer gunstig waren.

Vier dossiers konden positief worden opgelost door de verkoop van deze gebouwen, omdat eigenaars, wanneer een gemeente op een positieve, doeltreffende en kordate manier reageert op situaties van verwaarlozing, er doorgaans toe overgaan hun pand opnieuw in het circuit te brengen om belastingheffing te vermijden. Dat is trouwens precies het doel van de maatregel die werd gestemd.

Vier dossiers konden dus worden afgesloten, en één procedure, zoals ik u zei, is nog steeds lopende omdat we, tegen onze wil, een omweg via de rechtbank hebben moeten maken.

Het systeem houdt in dat de panden die onder openbaar beheer worden geplaatst en door de gemeente worden aangekocht, worden gerenoveerd dankzij leningen en gewestelijke subsidies, en vervolgens opnieuw worden verhuurd tegen een verlaagde huurprijs.

Het lopende systeem zal de renovatie van zes woningen mogelijk maken. Het systeem maakt het ook mogelijk dat, wanneer de gemeente kosten maakt die niet worden gesubsidieerd, deze kosten kunnen worden aangerekend aan de eigenaar wanneer die, hypothetisch, opnieuw het directe beheer van het pand opneemt.

Andere adressen worden momenteel geïdentificeerd met het oog op de toepassing van het openbaar beheersrecht of een ander wettelijk middel om deze panden opnieuw op de woningmarkt te brengen.

Ik heb een vraag over het kadaster. Ja, dat volgt. Perfect.

Er bestaat een gewestelijke inventaris van leegstaande woningen. Onze gemeente heeft toegang tot deze inventaris, die wordt beheerd door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, en meer bepaald door de gewestelijke dienst voor leegstaande woningen.

De gemeente werkt hieraan actief mee en meldt systematisch de leegstaande panden die bij haar bekend zijn, om deze inventaris aan te vullen.

Behalve de gegevens uit die inventaris, fungeert ook de lijst van woningen die onderworpen zijn aan de belasting op leegstaande gebouwen of waarvoor een procedure loopt eveneens als een kadaster van leegstaande woningen.

En we zijn niet passief gebleven: op os eigen initiatief en met de efficiënte steun van de dienst Financiën en haar ontvanger (en dus ook van de schepen van Financiën en Belastingen) zijn we samengekomen, hebben we extra personeel voorzien voor de dienst Financiën en de dienst Belastingen om deze te versterken en hebben we de reglementen grondig gewijzigd.

De heer Van Praet, die volgens zichzelf niet genoeg werk heeft, heeft dan vrijwillig enkele nachten geholpen bij het versnellen van de herziening van de belastingreglementen, wat ook gebeurd is, en waarvoor we hem bedanken.

We hebben dus de kennisgeving van de belasting en de opeisbaarheid ervan aanzienlijk verbeterd, versneld en geanticipeerd.

In het verleden moest men een jaar wachten, met een eerste vaststelling, een tweede vaststelling. De schepenen van Ecolo van toen zullen zich dat zeker herinneren, zij hebben

dat in het college meegemaakt. Dat systeem is grondig afgestoft, want we zijn van één jaar naar één maand gegaan, wat toch een enorm verschil is.

De bedragen zijn eveneens sterk verhoogd en zijn veel meer afschrikkend. Ik heb persoonlijk de medewerkers die deze materies beheren ontvangen om duidelijk te maken dat dit een belangrijke motivatie van het college is en dat we vooruit willen.

We hebben de dienst ook versterkt met een hooggekwalificeerd personeelslid, zo kunnen we het wel zeggen, en dat was nodig als we snel en goed wilden vooruitgaan.

Dat heeft, met de goedkeuring van de administratie, geleid tot een grote vrijwillige inventarisatiecampagne tijdens de zomer van 2025. Ik wil mevrouw Petit, de heer Queeckers en alle andere medewerkers bedanken die hieraan hebben meegewerkt, onder wie ook de juriste huisvesting, die onvermoeibaar hebben gewerkt. Deze campagne werd op ons eigen initiatief gelanceerd en heeft veel gemeentepersoneel gemobiliseerd.

De Secretaris heeft een oproep tot ondersteuning gestuurd naar alle diensten, en de meeste diensten hebben personeelsleden ter beschikking gesteld om op het terrein een inventaris op te maken van 454 potentieel leegstaande gebouwen.

Dat was nog nooit eerder gebeurd, en ik denk niet dat een andere gemeente dat tot op heden heeft gedaan.

De diensten die hebben samengewerkt zijn onder meer de dienst Ruimtelijke Ordening, die adres per adres een analyse heeft uitgevoerd om de relevantie van de belastingprocedure te verzekeren.

De inventarisatie gebeurde samen met de dienst Bevolking en Burgerlijke Stand, die via het Rijksregister heeft nagegaan of er gezinnen of alleenstaanden aanwezig waren.

De dienst Netheid heeft twee medewerkers ingezet om vaststellingen te doen, aangezien zij voldoende gekwalificeerd zijn, onder meer op het vlak van handhaving, en dus ervaring hebben met het opstellen van vaststellingen en processen-verbaal.

En uiteraard de dienst Belastingen, die de dossiers moest opmaken. Dat betekent dat minstens vier diensten — om nog te zwijgen van het secretariaat — een tandje hebben bijgestoken om vooruitgang te boeken.

Wat zijn de resultaten? Ook die zullen we u geven.

Van de 454 gecontroleerde adressen werden er 70 als leegstaand en dus potentieel belastbaar geïdentificeerd.

Na kruising van de informatie werd deze lijst teruggebracht tot 22 woningen, die werden doorgestuurd naar de dienst Belastingen.

Voor de overige 384 adressen werd een tweede analyse uitgevoerd door de dienst Ruimtelijke Ordening. Daarbij werden nog eens 17 adressen als belastbaar geïdentificeerd en eveneens doorgestuurd naar de dienst Belastingen.

De dienst Belastingen, die instaat voor de finale verwerking, geeft aan dat 17 vaststellingen zijn afgerond, dat 17 andere in opmaak zijn en dat 30 belastingplichtigen voor de belasting op tweede verblijven werden geïdentificeerd.

U moet weten dat, waar mogelijk, we ook konden rekenen op de steun van de wijkinspecteurs.

Dezelfde operatie zal binnenkort worden uitgevoerd voor de vermoedelijk leegstaande

gebouwen die in de gewestelijke inventaris zijn opgenomen.

Momenteel zijn dat er 120, en we hebben onlangs nog een extra medewerkster toegewezen om de dienst te ondersteunen, zodat er een efficiënte en harmonieuze samenwerking kan worden opgezet, mijnheer de schepen van Stedenbouw, tussen de dienst Stedenbouw, Ruimtelijke Ordening en de dienst Belastingen.

Het is niet altijd evident voor verschillende diensten om te beseffen dat we allemaal in dezelfde geest en binnen dezelfde structuur werken, en dat wanneer de dienst Ruimtelijke Ordening ontdekt dat een woning leegstaat of dat een woning tot een kantoor is omgevormd, het nuttig is dat deze informatie automatisch wordt doorgestuurd naar de dienst Financiën en Belastingen.

Ik blijf uiteraard ter beschikking om vragen te beantwoorden die u zou willen stellen na de uiteenzetting die de heer Van Praet u nu, in zijn hoedanigheid en functies, zal presenteren.

U heeft het woord.

De heer Van Praet:

Dank u, mijnheer de burgemeester.

Beste collega's, dames en heren, op mijn beurt zou ik u willen bedanken dat u vanavond het woord neemt.

Het is dankzij uw mobilisatie in 2017 dat onze gemeente zich unaniem heeft aangesloten bij de "gastvrije gemeenten" en ik denk dat de uiteenzetting die ik vandaag zal doen een deel van de ambitie zal weerspiegelen die toen de uwe was en die vandaag de onze is, samen met u.

Ik spreek hier met een dubbele pet: als voorzitter van het OCMW en aangezien u ook uitgebreid de situatie van de sociale woningen hebt aangehaald, ook als voorzitter van Log'Iris, de openbare vastgoedmaatschappij van onze gemeente.

Ik zal mijn tussenkomst structureren rond de noodsituaties en het daklozenbeleid dat u in uw vraag hebt aangehaald.

Ik zal ingaan op de verschillende vormen van noodwoningen, transitwoningen en beschermingsmaatregelen voor kwetsbare personen, waaronder mensen zonder verblijfsrecht, vervolgens op de duurzame toegang tot sociale huisvesting en tot slot op de toegang tot zorg en dringende medische hulp, waarnaar u aan het einde van uw interpellatie verwees.

Eerst het luik "noodsituaties". In de beleidsnota van het OCMW, onze echte leidraad voor de komende jaren en hier begin 2025 goedgekeurd, hebben we een duidelijke keuze bevestigd: het aantal transitwoningen en noodopvangplaatsen op het grondgebied van Etterbeek verhogen.

En dat is geen slogan: het is een werkingslijn die we dagelijks proberen waar te maken in de acties van het OCMW. En ik wil het vandaag benadrukken: dit kan alleen vooruitgaan met de steun van de gemeente. U moet weten dat er in deze beleidsdomeinen een sterke en wederzijdse band van ondersteuning bestaat tussen het OCMW en de gemeente Etterbeek. Dat is elders niet altijd zo, en daarom wilde ik het expliciet vermelden.

U hebt het winternoodplan aangehaald. Uw vraag geeft me de gelegenheid om u te melden dat we nu vrijdag 21 november, in samenwerking met de gemeente, zoals elk jaar het

winteropvangcentrum voor daklozen openen, de zogenaamde “chauffoir”. Het biedt onvoorwaardelijke opvang voor dakloze personen, ongeacht hun administratieve situatie of verblijfsstatuut, zoals altijd het geval is geweest.

Het zal 15 plaatsen aanbieden, 15 dagen vroeger openen (een toevalligheid ten opzichte van uw vraag, ook al weet ik niet of we er volledig aan tegemoetkomen) en openblijven tot half maart, met de mogelijkheid tot verlenging als de weersomstandigheden dat vereisen.

Ik moet u er wel herinneren aan het feit dat de opvang van daklozen in hoofdzaak een gewestelijke bevoegdheid is, via Bruss’Help, en ook een federale verantwoordelijkheid, met name voor de opvang van mensen zonder verblijfsrecht.

Een verantwoordelijkheid die niet altijd in verhouding staat tot de realiteit op het terrein in het Brussels Gewest, zoals we de voorbije jaren hebben ervaren.

Toch is Etterbeek al geruime tijd een van de weinige gemeenten die over een lokaal opvangsysteem zoals de verwarmruimte beschikt. Ik denk dat we dat ook mogen zeggen: we proberen onze rol te spelen binnen de budgettaire mogelijkheden en de opdrachten van het OCMW.

Ik wil nog een belangrijk punt benadrukken: het gebouw waar de verwarmruimte tijdens de winterperiode is ondergebracht staat de rest van het jaar niet leeg.

In de lente, zomer en herfst worden in datzelfde gebouw eveneens dakloze personen opgevangen, maar dan in het kader van een intensieve begeleiding die moet leiden tot duurzame tewerkstelling. In die periodes zijn er minder bewoners, omdat we echt werken aan persoonlijke remobilisatie, coaching, regularisatie (alles wat we dagelijks kunnen doen), maar dan in een intensieve, multidisciplinaire aanpak voor vier à vijf personen die tijdens de warmere maanden in het gebouw wonen. Het doel is dat zij na enkele maanden begeleiding opnieuw toegang krijgen tot een woning.

In de winter dient het dus als nachtopvang voor 15 personen, en de rest van het jaar als intensief begeleidingscentrum voor een kleiner aantal mensen.

Met andere woorden: we willen niet enkel drie maanden per jaar bedden ter beschikking stellen. We proberen echt samen met deze personen een traject uit te bouwen dat hen uit het daklozenbestaan helpt. Dat sluit aan bij de filosofie van de Housing First-aanpak waarnaar u verwees. En ja, we slagen daarin. Niet altijd, maar wel in een aantal gevallen.

Naast dit winteropvangsysteem beschikt het OCMW ook over voorzieningen die het hele jaar door open zijn. Zo hebben we een transitwoning die personen en gezinnen kan opvangen die geen herhuisvestingsoplossing hebben of uit hun woning zijn gezet. Deze woning biedt plaats aan vier gezinnen. Net op dit vlak, het aantal transitwoningen, willen we onze capaciteit verdubbelen of zelfs verdrievoudigen, zodat we beter kunnen inspelen op de noodsituaties die zich in Etterbeek voordoen.

Wanneer de situatie het vereist, doen we ook tijdelijk een beroep op hotelopvang. Daarnaast beschikken we, zoals u weet, over gespecialiseerde teams voor psychosociale begeleiding van dakloze personen en over straathoekwerkers die de mensen ondersteunen die ik zonet heb genoemd.

Zoals ik al zei, is dit uiteraard niet voldoende om de daklozen crisis alleen op te lossen. Maar we proberen wel degelijk het aantal transitwoningen te verhogen.

Zo wilde het OCMW in 2025 een bijkomend gebouw aankopen, hier in de Jachtwijk, om lokaal te blijven werken. We hebben een ernstig bod uitgebracht, maar helaas koos de eigenaar ervoor om aan iemand anders te verkopen.

U ziet dus dat we actief op zoek blijven naar gebouwen, maar dat we, net als vele actoren in Etterbeek, geconfronteerd worden met zeer hoge vastgoedprijzen. We proberen kansen te grijpen wanneer ze zich voordoen, binnen de budgettaire mogelijkheden van een OCMW.

Het tweede luik dat ik met u wilde bespreken, betreft de transitwoningen en beschermingswoningen voor specifieke doelgroepen.

In Etterbeek hebben we er de voorbije jaren bewust voor gekozen om bijzondere aandacht te besteden aan jongeren van 18 tot 25 jaar. Ongeacht hun verblijfsstatuut kunnen jongeren die in familiale breuk leven, dakloos zijn of risico lopen dakloos te worden, worden begeleid door het OCMW in het kader van een autonomiehuis dat wij het "Passage-project" noemen.

In 2021 hebben we een eerste huis geopend met vijf studio's voor jongeren van 18 tot 25 jaar. Soms gaat het om jongeren zonder wettig verblijf. Ik herinner me een jonge Palestijnse vrouw die in ons land bescherming zocht, geen verblijfsrecht had, maar een jaar lang bij ons kon wonen en begeleid werd en uiteindelijk geregulariseerd is.

Ons doel is deze jongeren te helpen zich te emanciperen, stabiliteit te vinden en zelfstandiger te worden. En zelfstandigheid betekent uiteraard dat ze na hun verblijf bij ons een eigen woning kunnen vinden.

In het voorjaar van 2026 opent een tweede autonomiehuis zijn deuren. Zes bijkomende studio's voor jongeren in moeilijkheden zullen dan beschikbaar zijn in Etterbeek. De werken worden in februari afgerond.

Het doel is duidelijk: jongeren in breuk of in risico op breuk ondersteunen richting aangepaste huisvestingsoplossingen.

Een andere doelgroep waarop we sterk inzetten, en dat weet u, zijn slachtoffers van intrafamiliaal geweld. De COVID-crisis heeft het belang aangetoond van een sterke publieke, regionale en lokale respons. Daarom hebben we, opnieuw hand in hand met de gemeente Etterbeek, in 2021 een huis geopend voor vrouwen die slachtoffer zijn van intrafamiliaal geweld, soms met jonge kinderen. Het huis telt vier woningen en is het resultaat van een samenwerking tussen de gemeente, het sociaal verhuurkantoor en het OCMW van Etterbeek.

Dit huis is in de eerste plaats een veilige plek, een plaats voor persoonlijke heropbouw en een springplank naar een nieuwe, stabiele woonoplossing.

Daarnaast wil ik eraan herinneren dat het OCMW ook een gebouw ter beschikking stelt van het centrum voor slachtoffers van intrafamiliaal geweld. Een gebouw dat wij niet zelf beheren, maar dat wel volledig aan dit publiek is gewijd, met ondersteuning van het OCMW. Ook hier geldt dat de eerste echte bescherming die we deze personen moeten bieden, bestaat uit het onmiddellijk kunnen beschikken over een dak boven het hoofd, gevolgd door sociale begeleiding.

Het derde systeem voor specifieke doelgroepen is het lokaal opvanginitiatief. Het OCMW van Etterbeek is een van de weinige OCMW's, voor zover ik weet vijf op de negentien, die over zo'n initiatief beschikken. Het gaat om vijf woningen in Etterbeek die bestemd zijn voor personen die wachten op de regularisatie van hun verblijf. In dit kader werken we samen met Fedasil.

Het gaat vaak om mensen die, voornamelijk om gezondheidsredenen, niet in staat zijn om grotere opvangcentra te bewonen en voor wie een individuele opvangoplossing noodzakelijk is.

Ik moet u wel melden dat we hier aan een zijden draadje hangen, omdat we niet weten of de federale overheid de lokale opvanginitiatieven op gemeentelijk niveau zal blijven ondersteunen. Soms horen we dat dit systeem zou worden stopgezet. Voorlopig blijven we echter samenwerken met Fedasil voor deze lokale opvang.

Tot slot wil ik herinneren aan de mobilisatie van het OCMW voor andere vluchtelingen, met name de begunstigden van de tijdelijke bescherming voor Oekraïne. Het is nog niet zo lang geleden dat onze gemeente en haar inwoners zich hebben ingezet voor de opvang van mensen die een oorlogsgebied ontvluchtten.

In totaal zijn 350 personen opgevangen door het OCMW van Etterbeek. Vandaag blijven we een deel van dit publiek huisvesten in een gebouw dat door de gemeente gratis ter beschikking wordt gesteld.

We blijven 15 personen opvangen in een collectief gebouw dat door het OCMW wordt beheerd, en we blijven actief in de overeenkomsten "opvang bij de inwoner", die, al heb ik het exacte cijfer niet, ongeveer honderd Oekraïense begunstigden hebben geholpen.

Dit toont, dames en heren, dat we in staat zijn geweest om oplossingen te creëren die tegelijk flexibel, pragmatisch en goed omkaderd zijn wanneer dat nodig was. En met diezelfde ambitie willen we sociaal blijven handelen in Etterbeek.

Uiteraard heeft dit alles alleen zin als het kan leiden tot duurzame en definitieve huisvesting. We weten allemaal dat van de ene noodoplossing naar de andere springen geen serieuze begeleidingsvorm is en geen echte emancipatie mogelijk maakt.

Daarom wil ik u eraan herinneren dat het OCMW beschikt over een cel Huisvesting die op verschillende fronten werkt, zonder rekening te houden met het administratieve statuut van de betrokken personen.

Met betrekking tot de vraag die ons vandaag wordt gesteld: voor iedereen proberen we ons in te zetten op het vlak van preventie van uithuiszettingen, sociale en juridische begeleiding, en aanwezigheid naast de gezinnen tijdens uithuiszettingen (om ze te vermijden of om erop te reageren wanneer dat niet mogelijk was), onder meer via noodherhuisvesting in onze eigen voorzieningen of in opvanghuizen op gewestelijk niveau.

De begeleiding bij de zoektocht naar een woning, hoe moeilijker die ook wordt in Etterbeek, leidt er vaak toe dat we begunstigden oriënteren naar woonoplossingen buiten Etterbeek of zelfs buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waar de huurprijzen lager liggen en waar we een realistische oplossing kunnen bieden.

Een ander aspect dat vaak over het hoofd wordt gezien, is de strijd tegen discriminatie op de huurmarkt. Dit is een belangrijk aandachtspunt voor het OCMW en discriminatie op basis van verblijfsstatuut vormt voor deze personen uiteraard een bijzonder probleem. We proberen ons hiervoor te mobiliseren, aangezien het in België verboden is iemand te discrimineren op basis van afkomst, nationaliteit of verblijfsstatuut.

Wij zien er dus op toe dat de wet wordt nageleefd wanneer wij meldingen ontvangen, net zoals de gewestelijke autoriteiten dat doen.

We hebben ook geëxperimenteerd met het glijdende huurcontract, waarnaar u in uw interpellatie verwijst, en met zeer positieve resultaten. We hebben dit toegepast in het kader van de Housing First-strategie.

8 glijdende huurcontracten zijn op die manier afgesloten met particuliere eigenaars, waardoor, als alles goed verloopt, dakloze personen uiteindelijk een definitieve woning kunnen krijgen.

We hebben dit instrument ook breder ingezet voor begunstigden van de tijdelijke bescherming voor Oekraïne, waar het sinds 2022 een van onze middelen was om deze mensen te herhuisvesten.

We werkten hiervoor samen met Brussel Huisvesting, dat dit type overeenkomst promoot bij gemeenten en OCMW's.

Het glijdende huurcontract is, dat moet gezegd worden, een doeltreffend instrument dat eigenaars geruststelt, omdat het OCMW de relatie en de betalingen mee beveiligd, en dat tegelijk de huurder beschermt. Als alles goed gaat, en we werken ervoor dat dit zo is, gaat het contract na ongeveer een jaar over op de persoon die er uiteindelijk van moet profiteren.

Het glijdende huurcontract zoals het in Etterbeek wordt toegepast, heeft een bijzonder kenmerk dat ik hier graag in herinnering breng: wanneer de eigenaar zich ertoe verbindt een redelijke huurprijs toe te passen, vergelijkbaar met de huurprijzen van de sociale verhuurkantoren, dan garandeert het OCMW in ruil zes maanden huur of eventuele huurachterstallen. Concreet betekent dit dat een eigenaar in Etterbeek, in plaats van 900 euro te vragen voor een éenkamerwoning, 500 euro vraagt, wat sociaal veel beter is voor de personen die wij begeleiden. En in de meeste gevallen werkt deze overeenkomst tussen eigenaar en OCMW uitstekend.

Dan de rol van Log'Iris. U verwijst vaak naar de noodzaak om het aanbod aan sociale woningen in Etterbeek te vergroten. Log'Iris is niet de enige actor, maar wel de belangrijkste en degene die het best gefinancierd wordt dankzij het Brussels Gewest. Ondanks de recente discussies over renovatiebudgetten voor sociale woningen, hebben we de voorbije jaren, en nog steeds, kunnen rekenen op financiële middelen die ons toelaten het patrimonium van Log'Iris in Etterbeek verder te ontwikkelen.

De maatschappij is ook actief in Koekelberg, maar ik zal u de cijfers voor die andere gemeente besparen. Tussen 2025 en 2028 worden verschillende projecten afgerond of bevinden ze zich in een vergevorderde fase.

Zo zullen in de Grote Haagstraat, tegenover de toekomstige Amerikaanse ambassade, 50 woningen, die trouwens morgennamiddag worden ingehuldigd, vanaf 1 december verhuurd worden.

In de Chambérystraat, naast de gelijknamige vzw, worden 18 woningen grondig gerenoveerd. Het gaat om zware renovatiewerken, waarvan de oplevering voorzien is in de eerste helft van 2026.

In de Joseph Buedtsstraat, tegenover de school, komen er 20 nieuwe woningen, met een oplevering in het eerste kwartaal van 2026.

In de Haernestraat, in het bekende U-vormige gebouw, worden 36 woningen opgeleverd tegen eind 2026.

In de Jean Massartstraat worden 36 woningen gerenoveerd in het laatste grote renovatieproject op het grondgebied van de gemeente voor wat het patrimonium van Log'Iris betreft. De werken starten in maart volgend jaar en de oplevering is gepland in 2028, als alles goed verloopt.

En tot slot moet een klein gebouw aan de Waversessesteenweg, boven de handelszaken, met 7 woningen worden gerenoveerd. Onze architecten werken momenteel aan de plannen om de vergunning te verkrijgen.

In totaal, dames en heren, zullen tussen vandaag en 2028 167 nieuwe sociale woningen op

het grondgebied van Etterbeek worden verhuurd.

Naast deze aantallen krijgen bepaalde doelgroepen natuurlijk voorrang bij de toewijzing van sociale woningen, zoals u hebt aangehaald.

Log'Iris beschikt over verschillende mechanismen om bepaalde woningen toe te wijzen aan zeer kwetsbare doelgroepen. Soms wordt dit opgelegd door het Gewest, soms is het een keuze van Log'Iris in het kader van de overeenkomsten die wij uitvoeren.

Zo laat een overeenkomst tussen Log'Iris en het OCMW van Etterbeek, binnen de geldende regelgeving, toe om jaarlijks vier woningen bij uitzondering toe te wijzen aan sociale noodsituaties die door de cel Huisvesting van het OCMW worden geïdentificeerd.

Het gaat daarbij vaak om dakloze personen. Uiteraard moet ik hier herinneren aan het feit dat elke toewijzing van een sociale woning vereist dat men in orde is met het verblijfsstatuut. Een voorwaarde die is vastgelegd in de Brusselse Huisvestingscode.

Daarnaast bestaan er specifieke samenwerkingen met opvanghuizen voor slachtoffers van intrafamiliaal geweld, zoals Montfort of de vzw At Home 18-24, die beide erkend zijn door het Brussels Gewest, met de vzw Transit voor personen met verslavingsproblemen en met het Brussels platform voor geestelijke gezondheid. Elk van deze partners beschikt over een jaarlijks contingent woningen binnen het patrimonium van Log'Iris.

Vanaf januari 2026 zullen we bovendien artikel 36bis toepassen van het besluit dat de OVM regelt. Dit verplicht ons ertoe dat 4,5% van de jaarlijks toegewezen woningen (bij ons ongeveer vijf woningen) wordt voorbehouden voor dakloze personen, in een traject dat uitsluitend via Bruss'Help wordt gecoördineerd en volledig binnen de Housing First-aanpak valt.

Vanaf 1 januari verhogen we dus het aantal definitieve woningen dat in Etterbeek wordt toegewezen aan Housing First-trajecten.

Ook hier ziet u dat uw vraag aansluit bij concrete maatregelen die al bestaan of die op het punt staan te worden ingevoerd.

Tot slot hebt u verwezen naar het bestaan van preciaire bezettingsovereenkomsten.

Log'Iris is uiteraard een grote vastgoedmaatschappij, met voortdurend nieuwe instroom en uitstroom van huurders en dus ook woningen die tijdelijk leegstaan.

Deze tijdelijke leegstand kan uiteraard worden bekritiseerd. Het is nooit ideaal dat sociale woningen die verhuurklaar zijn leeg blijven staan. Daarom hebben we recent een samenwerkingsakkoord gesloten met de vzw L'Ilot, die gespecialiseerd is in de begeleiding van dakloze personen. Dit akkoord gaat over een vijftiental woningen.

De raad van bestuur van Log'Iris zal zich binnenkort moeten uitspreken over een mogelijke verlenging van deze samenwerking met L'Ilot of met een andere partner. De beslissing is nog niet genomen, maar aangezien de vorige overeenkomsten net zijn afgerond, leidt het geen twijfel dat we ook in de toekomst tijdelijk leegstaande sociale woningen zullen blijven inzetten via dit soort overeenkomsten van preciaire bezetting.

Wat de specifieke problematiek van Housing First betreft, zal ik korter zijn.

Wij erkennen volledig de doeltreffendheid van dit systeem, zowel in Brussel als elders in Europa. Het is dé methode die moet worden ingezet om dakloosheid structureel te bestrijden. Daarvan zijn we overtuigd.

Dit staat duidelijk in onze beleidsverklaringen en maakt, denk ik, deel uit van het DNA van

het OCMW. We hebben de voorbije jaren een Housing First-strategie ontwikkeld, maar helaas is deze sinds begin 2025 stopgezet omdat de subsidies van de GGC en de federale overheid niet werden verlengd. Die subsidies maakten het mogelijk om het systeem in Etterbeek te financieren.

Een Housing First-project vereist immers een multidisciplinair team dat mensen intensief en dagelijks kan begeleiden.

Zonder structurele steun is dat onmogelijk. We hebben dus geen politieke keuze gemaakt om het project stop te zetten, maar we hebben moeten vaststellen dat het, gezien al onze opdrachten en de bijkomende verantwoordelijkheden vanaf 1 januari, niet haalbaar was om het zonder financiering voort te zetten. Toch hebben de gemeente Etterbeek en het OCMW samen eind oktober/begin november een subsidieaanvraag ingediend in het kader van de ordonnantie van 2008 over noodhulp en integratie van dakloze personen.

Deze recente ordonnantie maakt de erkenning en financiering mogelijk van een multidisciplinair team dat, zoals wij het hebben beschreven, gemeente en OCMW, zich zal richten op personen met verslavingsproblemen, mensen in zeer grote sociale kwetsbaarheid en personen die hun woning verliezen, zonder enige voorwaarde over verblijfsstatuut. De Housing First-methodologie staat daarbij centraal, zoals u die zelf zeer goed hebt omschreven.

We ondervinden momenteel de gevolgen van het ontbreken van een gewestelijke regering en een verenigd college bij de GGC, maar de administratie Vivalis heeft onze teams van de gemeente en het OCMW al ontvangen. Het project werd voorgesteld en, zo werd ons gezegd, bijzonder gewaardeerd.

We wachten dus op een regering die een beslissing kan nemen over deze subsidieaanvraag, zodat we de Housing First-strategie in Etterbeek opnieuw kunnen opstarten.

Tot slot, en ik zal hiermee afronden, wat betreft de toegang tot gezondheidszorg, dringende medische hulp en de wijkgezondheidscentra: ik zal hier geen volledig juridisch overzicht geven van wat een OCMW wel of niet mag doen op dit vlak.

De wet bepaalt het grootste deel van onze bevoegdheden. Het OCMW vervult zijn wettelijke opdracht, en in individuele dossiers gaan we vaak verder dan wat strikt voorzien is. In humanitaire noodsituaties komt het geregeld voor dat het Bijzonder Comité voor de Sociale Dienst bepaalde kosten met eigen middelen voor zijn rekening neemt, ook wanneer deze niet worden gedekt door de federale regelgeving.

Dit gebeurt uiteraard niet systematisch: het hangt altijd af van het ene dossier tot het andere. Het is nu eenmaal de taak van het OCMW om geval per geval te oordelen.

In onze algemene beleidsverklaring hebben we ons ertoe verbonden om in dit kader de samenwerking met de openbare ziekenhuizen te versterken. We zijn een OCMW en een "gastvrije gemeente", en we werken samen met de wijkgezondheidscentra en de gemeenschapsgezondheidscentra (kortom met alle eerstelijnsactoren) omdat al deze spelers moeten worden betrokken bij de opvang van onder meer de begunstigden van dringende medische hulp.

Tot op heden is er in Etterbeek geen formeel samenwerkingsvoorstel gekomen van de wijkgezondheidscentra. Ik zou dus geïnteresseerd zijn als u mij hierover zou schrijven. Ook al bestaat er vandaag een samenwerkingskader en vindt er dagelijks overleg plaats tussen de wijkgezondheidscentra en het OCMW van Etterbeek, is het niet voorzien om dit via een formele overeenkomst vast te leggen.

Na navraag kan ik u melden dat er op 18 juni 2025 een vergadering heeft plaatsgevonden

tussen de wijkgezondheidscentra, namelijk de wijkgezondheidscentra Maalbeek en Collectif 10 40 dat u hebt genoemd, in aanwezigheid van de directeur van maatschappelijk welzijn en sociale coördinatie van het OCMW. Daaruit bleek dat de prioriteit niet lag bij het ondertekenen van een overeenkomst, maar wel bij het behoud van een concreet en gestructureerd overleg via regelmatige interprofessionele ontmoetingen en de oprichting van een werkgroep die zich zal richten op een betere toegang tot diensten. Deze werkgroep zal de wijkgezondheidscentra en andere betrokken sociale en gezondheidsactoren samenbrengen om onze eerstelijnszorg in Etterbeek te versterken.

Maar als u nu meer concrete elementen hebt of andere vragen dan diegene die tot nu toe zijn geformuleerd, zal ik uiteraard de nodige initiatieven nemen om de samenwerking met de wijkgezondheidscentra zo sterk mogelijk te maken. We staan daar absoluut niet afkerig tegenover.

Tot besluit wil ik benadrukken dat de motie “gastvrije gemeente” voor ons geen tekst is die in een lade is verdwenen. Ze blijft zeer concreet aanwezig in ons werk. U hebt trouwens woordvoerders binnen de raad voor maatschappelijk welzijn die ons regelmatig interpellieren over de opvolging van deze motie. We proberen ze zo goed mogelijk te vertalen binnen onze budgettaire context en binnen onze bevoegdheden, en dat zullen we blijven doen.

In dat kader blijven we uiteraard openstaan voor dialoog met de verenigingen en burgers van onze gemeente.

Hartelijk dank.

De burgemeester:

Ik dank de voorzitter voor zijn opmerkelijke uiteenzetting.

Ik wil graag nog enkele elementen toevoegen en u er toch aan herinneren dat onze gemeente destijds, en dat heb ik gedaan met de actieve en vriendelijke medewerking van de heer Van Praet, de krantenkoppen haalde door een groot gebouw op de Oudergemlaan, het voormalige Val de Rhapsody, te vorderen om er 150 migranten onder te brengen. Dat heeft heel wat stof doen opwaaien in het land en sommigen hebben dat initiatief nadien gekopieerd.

We hebben ook in de voormalige kliniek Froissart enkele honderden mensen zonder huisvesting en vaak met persoonlijke moeilijkheden ondergebracht. We hebben bovendien met succes een subsidieaanvraag ingediend bij de Europese Unie om de omvorming van kantoren naar woningen te financieren, eveneens met een sociale doelstelling. Niet voor het geheel, volgens de regels, maar wel voor een deel; grote gebouwen zijn daarbij betrokken.

We blijven ons ook inzetten voor het dossier van het voormalige gemeentehuis, waar alles opnieuw werd opgestart. Vanaf het moment dat het systeem dat door het consultancybureau was voorgesteld niet de financiële resultaten opleverde die we wensten, was het niet aan ons om dat gebouw tegen om het even welke prijs te verkopen. Daarom hebben we het dossier opnieuw ter hand genomen en boeken we op dat vlak goede vooruitgang.

Ik wil u er ook aan herinneren dat we tijdens de pandemie de eerste gemeente waren die een hotel vorderde om daklozen onder te brengen. Het OCMW en Log’Iris zijn er nadien in geslaagd, dankzij een transversale sociale begeleiding, om een aanzienlijk aantal van deze personen definitief te herhuisvesten.

Arnaud heeft gesproken over het huis voor vrouwen die slachtoffer zijn van geweld. Ik wil dat nogmaals benadrukken, want het was een gezamenlijk werk met grote steun van de politie en de maatschappelijk assistenten van de politie.

Wat de sociale woningen betreft: zoals gezegd zullen we morgen nieuwe woningen inhuldigen, precies op de plek waar sommigen enkele maanden geleden op een onaanvaardbare en onveilige manier hebben geprobeerd om woningen in te nemen die klaarstonden om gerenoveerd te worden.

Tot slot wilde ik u bedanken dat u ermee hebt ingestemd om de interpellatie, denk ik, met een maand uit te stellen, omdat we u hadden beloofd om ons te verheffen tot het niveau van uw legitieme bezorgdheden. We hebben geprobeerd een kwalitatief en volledig werk af te leveren, en ik denk dat het de moeite waard was om daar de tijd voor te nemen.

Ik hoop dat u ervan overtuigd bent dat wij alles doen om de geest van de gastvrije gemeente levendig te houden.

Ik heb u gesproken over het Val de Rhapsody, Froissart, het initiatief van de verwarmruimte, de sociale hub, het woningkadaster, het OCMW.

Ik denk dat we zo alles hebben overlopen en dat we u mogen bedanken voor uw aandacht. Ik heb gezien dat u veel notities hebt genomen en dat u af en toe hebt geknikt, dus we hadden in elk geval de indruk dat de boodschap goed overkwam.

Dank u voor uw kwalitatieve en gestructureerde interpellatie.

Burger:

Dank u, heren, voor uw antwoorden, die inderdaad zorgvuldig en grondig zijn uitgewerkt. Er zijn veel bemoedigende elementen, en daaraan twijfelden we niet.

We kunnen uiteraard blij zijn dat er initiatieven zijn genomen, in verschillende domeinen die ik hier niet opnieuw zal opsommen, maar die u zelf hebt genoemd.

Dat toont aan dat er duidelijk expertise aanwezig is en dat de mechanismen goed gekend zijn. Onze interpellatie, dat hebt u begrepen, was uiteraard ook bedoeld als een oproep tot nog meer ambitie, in verhouding tot het belang en de omvang van deze uitdagingen, die steeds groter worden, laat ons daar duidelijk over zijn.

Daarom hadden we in onze tekst ook bepaalde doelstellingen voorgesteld, zelfs cijfermatige doelstellingen, om ons houvast te geven: bijvoorbeeld evolueren naar 60 transitwoningen, glijdende huurcontracten, en naar 20% leegstaande woningen in publiek beheer.

We zullen daar nu niet verder op ingaan. Dit is niet het moment om alle details en inhoud opnieuw te bespreken. Maar we hebben nog verschillende concrete voorstellen en vragen. We nemen uw opmerkingen ter harte en aanvaarden uiteraard uw uitnodiging om de dialoog voort te zetten, schriftelijk of tijdens een afspraak, om op sommige van deze punten terug te komen.

We zullen zeker opnieuw contact opnemen, schriftelijk, bij u op kantoor of rond deze tafel.

Maar in elk geval: bedankt voor uw ontvangst en voor de tijd die u ons hebt willen geven.

Burger:

Ik heb daar niet meer aan toe te voegen. Bedankt, in elk geval. Wij nemen contact met u op.

Goedenavond.

6 annexes / 6 bijlagen

Signatures.pdf, Note complémentaire à l'interpellation citoyenne.pdf, PWP_Logement.pptx, MotionCommunehospitaliere_IT_13juni2018.pdf.pdf, Interpellation citoyenne - Renforcement Motion Commune Hospitalière.pdf, Détails soumission.pdf

17.11.2025/A/0003

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 13.10.2025

Les procès-verbaux des séances précitées, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 13.10.2025

Het proces-verbaal van de voormelde zittingen, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

17.11.2025/A/0004

Conseil communal - Délégations et mandats - Centre Culturel d'Etterbeek Senghor asbl

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 13 octobre 2024 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 01 décembre 2024 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du conseil communal du 26.05.2025 désignant Monsieur Cédric LELOUP en qualité de membre de la chambre publique de l'Assemblée générale et d'administrateurs du Centre Culturel d'Etterbeek Senghor asbl ;

Considérant qu'il convient de remplacer Monsieur Cédric LELOUP, suite à sa démission, de membre de la chambre publique de l'Assemblée générale et d'administrateurs du Centre Culturel d'Etterbeek Senghor asbl ;

Considérant que Monsieur Kourdoussi Mourad est proposé pour le remplacer ;

DESIGNE

Kourdoussi Mourad

en qualité de membres de la chambre publique de l'Assemblée générale et d'administrateurs du Centre Culturel d'Etterbeek Senghor asbl.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 28 votes positifs, 5 abstentions.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Cultureel Centrum Etterbeek Senghor vzw

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad van Etterbeek op 01 december 2024;

overwegende dat naar aanleiding van die verkiezingen en die installatie een aantal vertegenwoordigers van de gemeente bij openbare instellingen en instellingen van openbaar nut vervangen moeten worden;

gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 26.05.2025 tot benoeming van mijnheer Cédric LELOUP als lid van de openbare kamer van de Algemene Vergadering en bestuurders van het Cultureel Centrum van Etterbeek Senghor vzw;

overwegende dat het aangewezen is om mijnheer Cédric LELOUP te vervangen, naar aanleiding van zijn ontslag, als lid van de openbare kamer van de Algemene Vergadering en bestuurders van het Cultureel Centrum van Etterbeek Senghor vzw;

overwegende dat mijnheer Kourdoussi Mourad wordt voorgesteld om haar te vervangen;

BENOEMT

Kourdoussi Mourad

tot lid van de openbare kamer van de Algemene Vergadering en bestuurders van het Cultureel Centrum van Etterbeek Senghor vzw.

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 28 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

17.11.2025/A/0005

Conseil communal - Délégations et mandats – Port de Bruxelles

Le Conseil communal,

Vu les élections communales du 13 octobre 2024 et l'installation du nouveau Conseil communal d'Etterbeek en date du 01 décembre 2024 ;

Considérant qu'à la suite de ces élections et de cette installation il y a lieu de procéder au renouvellement des représentants de la Commune auprès de divers organismes publics ou d'intérêt public;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE de désigner **XXXXXXXXXX** en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées générales du Port de Bruxelles.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Le point est reporté.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Haven van Brussel

De gemeenteraad,

gelet op de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 en de installatie van de nieuwe gemeenteraad van Etterbeek op 01 december 2024;

overwegende dat naar aanleiding van die verkiezingen en die installatie een aantal vertegenwoordigers van de gemeente bij openbare instellingen en instellingen van openbaar nut vervangen moeten worden;

gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST **XXXXXXXXXX** aan te stellen als vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek in de algemene vergaderingen van De Haven van Brussel.

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur.

Het punt wordt verdaagd.

Affaires générales - Algemene Zaken

17.11.2025/A/0006 **Affaires générales - Enseignement communal fondamental ordinaire (CLAIRE JOIE) - Avenant n°2 à la convention de subvention dans le cadre de l'appel à projets « Opération Ré-Création » de Bruxelles Environnement pour la végétalisation des cours d'école en Région Bruxelloise - Adoption**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 23/01/2023 adoptant **la convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cr ** et ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à l'école Claire Joie pour végétaliser sa cour dans le cadre de l'appel à projets « Opération Ré-Création » de Bruxelles Environnement pour la végétalisation des cours d'écoles en Région bruxelloise ;

Vu la délibération du 18/12/2023 adoptant un premier avenant à cette convention, visant à modifier les articles 3 (Durée de la mission) et 8 (Modalités de liquidations) ;

Considérant qu'afin de permettre le bon déroulement du projet, il y a lieu de modifier une nouvelle fois les articles 3 (Durée de la mission) et 8 (Modalités de liquidations), selon les termes repris dans l'avenant n°2 (ci-dessous) à la convention, tel que transmis par Bruxelles Environnement ;

DÉCIDE

D'adopter l'avenant n° 2 (ci-dessous) **à la convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cr ** tel que transmis par Bruxelles Environnement :

**Convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cr 
Avenant n° 2**

Entre, d'une part,

Bruxelles Environnement

Dont le siège est situé avenue du Port 86C/3000, 1000 Bruxelles,
Représenté par Barbara DEWULF, Directrice générale adjointe

Et, d'autre part,

L' cole communale fondamentale « Claire Joie »

Dont le siège est situé Rue Beckers 129, 1040 Bruxelles,
Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire communale,
Ci-après dénommée « le bénéficiaire ».

APRÈS AVOIR EXPOSÉ QUE :

Les parties ont conclu une convention de subvention ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée au bénéficiaire en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'Arrêté ».

Suite aux réunions du comité d'accompagnement et afin de permettre le bon déroulement du projet subsidié, les parties souhaitent modifier certains points de la convention de subvention.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Durée de la mission :

L'article 3 de la convention de subvention est modifié comme suit :

La période à subsidier prend cours le **01/01/2023** et est prolongée jusqu'au **20/12/2026**.

Article 2 – Modalités de liquidations :

L'article 8 de la convention de subvention est modifié comme suit :

Le solde sera liquidé sur base d'un rapport final et d'un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subside accompagné, pour chacune d'elles, des pièces justificatives et de leur preuve de paiement. Les dépenses reprises à l'IGD seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard 3 mois après la fin de la mission de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » :

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement (sub@environnement.brussels).

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation par le CA du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci,

- par voie électronique (format PDF) à invoice@environnement.brussels
- ou via Mercurius (PEPPOL – [Nos coordonnées](#))

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 3 – Entrée en vigueur :

Cet avenant fait partie intégrante de la convention relative à la subvention susmentionnée.

Fait en autant d'exemplaires que de parties, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Bruxelles, le 17/11/2025

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

**Algemene Aangelegenheden - Gemeentelijk gewoon basisonderwijs (CLAIRE JOIE) -
Aanhangsel nr. 2 bij de subsidieovereenkomst in het kader van de projectoproep
"Operatie Re-Creatie" van Leefmilieu Brussel voor de vergroening van speelplaatsen van
scholen in het Brussels Gewest - Goedkeuring**

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van 23/01/2023 houdende goedkeuring van de **overeenkomst betreffende de subsidie met de referentie SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cré** waarin de bepalingen betreffende het gebruik, de te leveren bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de aan de school Claire Joie toegekende subsidie voor de vergroening van haar speelplaats in het kader van de projectoproep "Operatie Re-Creatie" van Leefmilieu Brussel voor de vergroening van speelplaatsen in scholen in het Brussels Gewest worden verduidelijkt;

gelet op de beraadslaging van 18/12/2023 tot goedkeuring van een eerste aanhangsel bij deze overeenkomst om de artikels 3 (Duur van de opdracht) en 8 (Vereffeningsmodaliteiten);

overwegende dat het voor het goede verloop van het project nodig is om artikels 3 (Duur van de opdracht) en 8 (Vereffeningsmodaliteiten) opnieuw te veranderen, volgens de voorwaarden uit aanhangsel nr. 2 (hieronder) bij de overeenkomst, zoals doorgestuurd door Leefmilieu Brussel;

BESLIST

om het aanhangsel bij de **overeenkomst betreffende de subsidie met de referentie SUB/2022/ClaireJoie/Opé_Ré-cr **, zoals doorgestuurd door Leefmilieu Brussel, goed te keuren:

**Overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2022/ClaireJoie/Op _R -cr 
Aanhangsel nr. 2**

Tussen enerzijds:

Leefmilieu Brussel

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel
vertegenwoordigd door Barbara DEWULF, Adjunct Directrice-generaal

en anderzijds:

de Ecole communale fondamentale 'Claire Joie'

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Beckerstraat 129, 1040 Brussel.

Vertegenwoordigd door Vincent De WOLF, Burgemeester en Annick PETIT, Gemeentesecretaris.

Hierna "de begunstigde" genoemd.

NADAT WERD UITEENGEZET DAT:

De partijen een subsidieovereenkomst hebben afgesloten met als voorwerp het verduidelijken van de bepalingen te preciseren over het gebruik, de te bezorgen bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de subsidie die werd toegekend aan de begunstigde krachtens het besluit met de voormelde referentie, hierna "het besluit" genoemd.

Als gevolg van de vergaderingen van het begeleidingscomité en om het geode verloop van het gesubsidieerde project mogelijk te maken, willen de partijen bepaalde punten van de subsidieovereenkomst wijzigen.

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Duur van de opdracht:

Artikel 3 van de subsidieovereenkomst wordt als volgt gewijzigd:

De te subsidiëren periode loopt **01/01/2023** tot en met **20/12/2026**.

Artikel 2 – Vereffeningsmodaliteiten:

Artikel 8 van de subsidieovereenkomst wordt als volgt gewijzigd:

Het saldo zal worden vereffend op basis van een eindverslag en een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde kosten in het kader van de subsidie, telkens vergezeld van de bewijsstukken en hun betalingsbewijs. De uitgaven in de AUI zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De

betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk 3 maanden na het einde van de opdracht worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd met als ontwerp de referentie zoals vermeld in de titel gevolgd door « /Saldo»

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel (sub@leefmilieu.brussels).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de goedkeuring van het BC van het eindverslag en de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal binnen de 2 maanden een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt, en dit,

- via elektronische weg naar invoice@leefmilieu.brussels
- of via Mercurius (PEPPOL – [Onze gegevens](#))

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Artikel 3 – In werking trekking:

Dit aanhangsel maakt integraal deel uit van de overeenkomst betreffende de bovenvermelde subsidie.

Opgesteld in zoveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke partij verklaart zijn exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt in Brussel, op 17/11/2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

SUB_Opé Ré-cr _2022_Avenant_Convention_Claire Joie_2.pdf

Le Conseil Communal,

Considérant la Note d'orientation politique 2025-2027 prévoyant la mise en place et la relance de conseils consultatifs dont le conseil consultatif pour la promotion de la santé ;

Considérant que le Conseil communal, dans sa séance du 22 septembre 2025, a approuvé le règlement du Conseil consultatif pour la promotion de la Santé ;

Considérant que le Collège des bourgmestre et échevin.e.s, en sa séance du 9 avril 2025, a approuvé l'extraction des données pour le tirage au sort de conseillers et conseillères (voir annexe 2) ;

Considérant l'article 4 de ce règlement (voir annexe 1) précisant la composition du conseil consultatif, à savoir :

- 30 citoyen.nes au total, désigné.e.s selon les modalités décrites à l'article 5§1 du règlement : les citoyen.ne.s siégeant au sein du Conseil sont soit volontaires, soit tiré.e.s au sort par le service désigné à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevin.es, sur base d'une extraction du registre national et dans le respect de la législation concernant la protection des données personnelles.

Considérant que le service de la participation citoyenne a reçu 135 candidatures suite à l'appel à candidature (110 candidatures pour la catégorie des tiré.e.s au sort et 25 candidatures pour la catégorie des volontaires) ;

Considérant l'article 5§1 du règlement, précisant les modalités de désignation des membres citoyens, à savoir :

- Parité Hommes/Femmes
- 1/3 de représentant.e.s de moins de 30 ans
- La meilleure représentativité possible des différents quartiers

Considérant que, pour le critère de la parité hommes/femmes et sur base des candidatures reçues, 15 femmes et 15 hommes ont été tirés au sort parmi les candidatures reçues ;

Considérant que, pour le critère des représentant.e.s de moins de 30 ans (1/3) et sur base des candidatures reçues, 2 femmes et 4 hommes de moins de 30 ans ont été sélectionnés parmi les candidatures reçues ; que 3 femmes et un homme les plus proches de cette tranche d'âge ont ensuite été sélectionnés ;

Considérant que, pour le critère de la représentativité des différents quartiers et sur base des candidatures reçues, 10 personnes font partie du quartier Jourdan Saint-Pierre ; 12 personnes font partie du quartier de La Chasse et 8 personnes font partie du quartier de Saint-Michel Tongres ;

Considérant que des suppléant•e•s seront désignés pour remplacer utilement les membres effectifs qui démissionneraient par la suite ;

Considérant que chaque départ d'un•e membre entraînera la désignation d'un nouveau suppléant en vue de garantir la composition du conseil consultatif telle que décrite dans le règlement ;

DÉCIDE de désigner les membres suivants en tant que conseiller•ère•s du Conseil consultatif pour la promotion de la Santé :

1. Amey, Florence
2. Arda, Yiğiter
3. Cavallotto, Giuseppe
4. Christiaens, Vincent
5. De Neuter, Patrick
6. De Visscher, Jacques
7. Dessale, Mathilde
8. Diane, Kourtim
9. Diseur, Delphine
10. Gérard, Danielle
11. Gérard, Philippe
12. Gillet, Lambert
13. Giusti, Fabrizio
14. Havrysh, Inna
15. Ibagnez, Alain
16. Jaber, Sami
17. Luka, Sartania
18. Mangtiotis, Rozalia
19. Najimi, Sadaf
20. Pasaoglu, Manuel
21. Popova, Teodora
22. Preethi, Ramalingam
23. Rusca, Rossella
24. Safi Diazila, Anita
25. Simon, Ambroise
26. Sors, Andrew
27. Tundilua, Marzane
28. Vaccari, Andreas
29. Van Bemst, Anne-France
30. Vande Steene, Andree

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Adviesraad voor Gezondheid - Aanstelling van de leden

De gemeenteraad,

overwegende dat de beleidsnota 2025-2027 voorziet in de oprichting en herlancering van adviesraden, waaronder de adviesraad voor gezondheidsbevordering;

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 22 september 2025 het reglement over de werking van de Adviesraad voor Gezondheidsbevordering heeft goedgekeurd;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 9 april 2025 goedkeuring heeft gegeven voor de extractie van gegevens voor de loting van raadsleden (zie bijlage 2);

gelet op artikel 4 van dit reglement (zie bijlage 1) over de samenstelling van de adviesraad, met name:

- 30 inwoners in totaal, aangesteld volgens de voorwaarden uit artikel 5 §1 van het reglement: de inwoners die in de raad zetelen hebben zich ofwel vrijwillig kandidaat gesteld, ofwel werden zij geloot door de dienst die daartoe wordt aangesteld door het college van burgemeester en schepenen, op basis van een extractie uit het rijksregister en in naleving van de wetgeving over de bescherming van persoonsgegevens.

overwegende dat de dienst Burgerparticipatie 135 kandidaturen heeft ontvangen naar aanleiding van de kandidatuuroproep (110 kandidaturen voor de categorie van de gelote leden en 25 kandidaturen voor de categorie van de leden-vrijwilligers);

overwegende dat artikel 5 §1 van dat reglement de voorwaarden voor de aanstelling van de leden bepaalt, namelijk:

- Gelijkheid mannen-vrouwen;
- 1/3 van de vertegenwoordigers is jonger dan 30 jaar
- De best mogelijke vertegenwoordiging van de verschillende wijken.

overwegende dat voor het criterium van gelijkheid mannen-vrouwen en op basis van de ontvangen kandidaturen 15 mannen en 15 vrouwen werden geloot uit de ontvangen kandidaturen;

overwegende dat voor het criterium van de vertegenwoordigers jonger dan 30 jaar (1/3) en op basis van de ontvangen kandidaturen 2 vrouwen en 4 mannen jonger dan 30 jaar werden geselecteerd uit de ontvangen kandidaturen; dat 3 vrouwen en een man dicht bij die leeftijdscategorie ook werden geselecteerd;

overwegende dat voor het criterium van de vertegenwoordiging van de verschillende wijken en op basis van de ontvangen kandidaturen 10 personen deel uitmaken van de wijk Jourdan Sint-Pieter, 12 personen van de Jachtwijk en 8 personen van de wijk Sint-Michiel Tongeren;

overwegende dat plaatsvervangers worden aangesteld om de effectieve leden die ontslag zouden nemen te vervangen;

overwegende dat na elk vertrek van een lid een nieuwe plaatsvervanger wordt aangesteld om de samenstelling van de adviesraad zoals beschreven in het reglement te garanderen;

BESLISTom de volgende leden aan te stellen als leden van de Adviesraad voor Gezondheidsbevordering:

1. Amey, Florence
2. Arda, Yiğiter
3. Cavallotto, Giuseppe
4. Christiaens, Vincent
5. De Neuter, Patrick
6. De Visscher, Jacques
7. Dessale, Mathilde
8. Diane, Kourtim
9. Diseur, Delphine
10. Gérard, Danielle
11. Gérard, Philippe
12. Gillet, Lambert
13. Giusti, Fabrizio
14. Havrysh, Inna
15. Ibagnez, Alain
16. Jaber, Sami
17. Luka, Sartania
18. Mangtiotis, Rozalia
19. Najimi, Sadaf
20. Pasaoglu, Manuel
21. Popova, Teodora
22. Preethi, Ramalingam
23. Rusca, Rossella
24. Safi Diazila, Anita
25. Simon, Ambroise
26. Sors, Andrew
27. Tundilua, Marzane
28. Vaccari, Andreas
29. Van Bemst, Anne-France
30. Vande Steene, Andree

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

	OUI	NON	ABSTENTION
Amey, Florence	30	0	3
Arda, Yiğiter	30	0	3
Cavallotto, Giuseppe	30	0	3
Christiaens, Vincent	30	0	3
De Neuter, Patrick	29	0	4
De Visscher, Jacques	30	0	3
Dessale, Mathilde	30	0	3
Diane, Kourtim	30	0	3
Diseur, Delphine	30	0	3
Gérard, Danielle	30	0	3
Gérard, Philippe	30	0	3
Gillet, Lambert	30	0	3
Giusti, Fabrizio	30	0	3
Havrysh, Inna	30	0	3
Ibagnez, Alain	30	0	3
Jaber, Sami	30	0	3
Luka, Sartania	30	0	3
Mangtiotis, Rozalia	30	0	3
Najimi, Sadaf	30	0	3
Pasaoglu, Manuel	30	0	3
Popova, Teodora	30	0	3
Preethi, Ramalingam	30	0	3
Rusca, Rossella	30	0	3
Safi Diazila, Anita	30	0	3
Simon, Ambroise	30	0	3
Sors, Andrew	30	0	3
Tundilua, Marzane	30	0	3
Vaccari, Andreas	30	0	3
Van Bemst, Anne-France	30	0	3
Vande Steene, Andree	30	0	3

	JA	NEE	ONTHOUDING
Amey, Florence	30	0	3
Arda, Yiğiter	30	0	3
Cavallotto, Giuseppe	30	0	3
Christiaens, Vincent	30	0	3
De Neuter, Patrick	29	0	4
De Visscher, Jacques	30	0	3
Dessale, Mathilde	30	0	3
Diane, Kourtim	30	0	3
Diseur, Delphine	30	0	3
Gérard, Danielle	30	0	3
Gérard, Philippe	30	0	3
Gillet, Lambert	30	0	3
Giusti, Fabrizio	30	0	3
Havrysh, Inna	30	0	3
Ibagnez, Alain	30	0	3
Jaber, Sami	30	0	3
Luka, Sartania	30	0	3
Mangtiotis, Rozalia	30	0	3

Najimi, Sadaf	30	0	3
Pasaoglu, Manuel	30	0	3
Popova, Teodora	30	0	3
Preethi, Ramalingam	30	0	3
Rusca, Rossella	30	0	3
Safi Diazila, Anita	30	0	3
Simon, Ambroise	30	0	3
Sors, Andrew	30	0	3
Tundilua, Marzane	30	0	3
Vaccari, Andreas	30	0	3
Van Bemst, Anne-France	30	0	3
Vande Steene, Andree	30	0	3

3 annexes / 3 bijlagen

25.04.09_CC_Extraction des données pour le tirage au sort des membres_74035.pdf,
Conseil consultatif de la Santé_Règlement.pdf, Adviesraad voor Gezondheid_Reglement.pdf

17.11.2025/A/0008

Régie communale autonome – Comptes annuels et rapport d'activité 2024 – Rapport du commissaire-réviseur.

Le Conseil communal,

Vu l'article 18 des statuts de la Régie communale autonome qui prévoit de transmettre au Conseil communal le rapport d'activité, le rapport du commissaire-réviseur et les comptes annuels arrêtés au 31 décembre pour approbation ;

Considérant que les comptes annuels ainsi que le rapport d'activités 2024 ont été arrêtés par le Conseil d'administration de la Régie communale autonome du 25/09/2025 ;

Vu le rapport du commissaire-réviseur ;

Considérant que le compte 2024 peut être résumé comme suit :

Coûts des ventes et prestations	9.965.632,21 €	Ventes et prestations	8.945.903,23 €
Boni d'exploitation		Perte d'exploitation	1.019.728,98 €
Charges financières	124.924,62 €	Produits financiers	3.343,51 €
Bénéfice courant		Perte courante	1.141.310,09 €
Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	2.159,72 €
Impôts sur le résultat		Prélèvements sur les impôts différés	
Bénéfice de l'exercice		Perte de l'exercice	1.143.469,81 €

Considérant que la situation financière de la Régie communale autonome ne lui permet pas de payer les annuités du canon emphytéotique sans faire appel à un subside communal supplémentaire ;

DECIDE :

1. d'approuver les comptes annuels 2024 de la Régie communale autonome.
2. de donner décharge aux administrateurs pour leur gestion durant l'année 2024.
3. de donner décharge au commissaire réviseur.
4. de suspendre la réclamation des annuités du canon emphytéotique jusqu'au moment où la Régie communale autonome disposera des moyens nécessaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Autonome gemeentebedrijf – Jaarlijkse rekeningen en activiteitenverslag 2024 – Verslag van de commissaris-revisor.

De gemeenteraad,

Gelet op artikel 18 van de statuten van het Autonoom Gemeentebedrijf dat bepaalt dat het activiteitenverslag, het verslag van de commissaris-revisor en de jaarrekeningen vastgelegd op 31 december ter goedkeuring moeten worden voorgelegd aan de gemeenteraad;

Overwegende dat de jaarrekeningen en jaarverslag voor 2023 werden vastgelegd door de raad van bestuur van het Autonoom Gemeentebedrijf op 18/06/2024 en 24/06/2024 (verslag van de commissaris-revisor);

Gelet op het verslag van de commissaris-revisor;

Overwegende dat de rekening 2023 als volgt kan worden samengevat:

Kosten voor diensten en verkopen	9.965.632,21 €	Diensten en verkopen	8.945.903,23 €
Exploitatiewinst		Exploitatieverlies	1.019.728,98 €
Financiële lasten	124.924,62 €	Financiële opbrengsten	3.343,51 €
Batig courant resultaat		Courant verlies	1.141.310,09 €
Uitzonderlijke kosten		Uitzonderlijke opbrengsten	2.159,72 €
Belasting op het resultaat		Omtrekking aan uitgestelde belastingen	
Winst van het dienstjaar		Verlies van het dienstjaar	1.143.469,81 €

Overwegende dat de financiële situatie van het Autonoom Gemeentebedrijf niet toelaat om de annuïteiten van de erfpachtcanon te betalen zonder beroep te doen op een bijkomende gemeentelijke subsidie;

BESLIST

1. de jaarrekeningen 2024 van het Autonoom Gemeentebedrijf goed te keuren.
2. kwijting te geven aan de bestuurders voor hun beheer tijdens de 2024.
3. kwijting te geven aan de commissaris-revisor voor de rekeningen.
4. de vordering voor de annuïteiten van de erfpachtcanon op te schorten tot het moment waarop het Autonoom Gemeentebedrijf over de nodige middelen beschikt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

*RCAE_RAPPORT ANNUEL_2024.pdf, RCAE_PISCINE_RAPPORT DE GESTION_2024.pdf,
RCAE_RAPPORT COMMISSAIRE REVISEUR_2024.pdf, a (239).PDF, a (302).PDF*

17.11.2025/A/0009

Convention-type de détachement d'un infirmier des Hôpitaux Iris Sud au bénéfice de l'Antenne de première ligne pour personnes confrontées à l'usage de drogues (Hub social) – Approbation

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ;

Attendu que le Hub social, implanté au 53A, rue Général Tombeur à Etterbeek, constitue une antenne de première ligne à bas seuil, cogérée par la Commune et le CPAS d'Etterbeek, et mise en œuvre en partenariat avec les acteurs du secteur social et de la santé ;

Attendu que ce dispositif vise à accueillir, de manière inconditionnelle, bienveillante et anonyme, toute personne confrontée à une situation d'assuétude, de précarité ou d'exclusion sociale, à offrir un espace de contact, d'écoute et d'accrochage social, et à faciliter la mise en lien avec les services spécialisés du réseau d'aide et de soins ;

Considérant que la participation de la Commune et du CPAS d'Etterbeek à ce dispositif répond à des objectifs conjoints de santé publique, de réduction des risques et de cohésion sociale sur le territoire communal ;

Considérant qu'il est dès lors opportun d'organiser, en collaboration avec les Hôpitaux Iris Sud, le détachement d'un(e) infirmier(ère) diplômé(e) afin de renforcer la prise en charge sanitaire de première ligne au sein du Hub social ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver la convention-type de détachement afin de formaliser la coopération tripartite entre les Hôpitaux Iris Sud, la Commune et le CPAS d'Etterbeek pour la mise en œuvre du Hub social ;

DÉCIDE :

Article 1er – D’approuver les termes de la convention-type de détachement, telle qu’annexée à la présente délibération, portant sur la mise à disposition, au bénéfice du Hub social – Antenne de première ligne pour personnes confrontées à l’usage de drogues, d’un(e) infirmier(ère) des Hôpitaux Iris Sud.

Article 2 – De charger le Collège des bourgmestre et échevins de procéder à la signature des conventions individuelles de détachement, conformément au modèle approuvé par la présente délibération, ainsi qu’à toute mesure d’exécution qui en découle.

Annexe :

CONVENTION DE DÉTACHEMENT

Entre :

L’association hospitalière « Hôpitaux Iris Sud », inscrite à la Banque-Carrefour des entreprises sous le numéro 0267.300.029, dont le siège social est établi rue Baron Lambert, 38 à 1040 Etterbeek, représentée par Madame Catherine Goldberg, Directrice générale,

ci-après dénommée « HIS »,

d’une part,

Et

La Commune d’Etterbeek, dont le siège est établi avenue des Casernes, 41/1 à 1040 Etterbeek, représentée par Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Madame Annick Petit, Secrétaire communale,

ci-après dénommée la « Commune »,

et

Le Centre Public d’Action Sociale d’Etterbeek, dont le siège est établi rue Beckers, 4 à 1040 Etterbeek, représenté par Monsieur Arnaud Van Praet, Président, et Monsieur Gino Roosendans, Secrétaire général,

ci-après dénommé le « CPAS »,

ci-après dénommés, ensemble, « la Partie bénéficiaire »,

d’autre part,

En présence de :

Monsieur/Madame [Nom, Prénom], infirmier(ère) diplômé(e), ci-après dénommé « le travailleur détaché », qui signe pour accord la présente convention,

Il est convenu et accepté ce qui suit :

Article 1 – Objet du détachement

HIS met à disposition du CPAS le travailleur détaché afin d’exercer sa mission au sein du Hub social – Antenne de première ligne pour personnes confrontées à l’usage de drogues,

implanté au 53A, rue Général Tombeur à Etterbeek, dispositif cogéré par la Commune et le CPAS d'Etterbeek.

La mission du détachement est strictement limitée à :

- accueillir, écouter et accompagner les personnes confrontées à l'usage de drogues, dans une approche de réduction des risques et de santé communautaire ;
- évaluer l'état de santé des usagers, détecter les urgences médicales et poser un diagnostic infirmier de première ligne ;
- réaliser des actes infirmiers techniques, dont notamment : la désinfection et le pansement de plaies, la surveillance des paramètres vitaux, la prévention et la prise en charge, s'il y a lieu, des malaises ou des situations aiguës ;
- préparer, entretenir et gérer le matériel médical et de premiers secours ;
- collaborer avec les travailleurs sociaux, éducateurs de rue, agents de prévention et coordinateurs de l'antenne, ainsi qu'avec les services médicaux partenaires ;
- participer à la coordination locale en santé communautaire et à la remontée des besoins observés sur le terrain.

Cette mission s'inscrit dans le partenariat entre HIS, la Commune et le CPAS, visant à renforcer la santé publique et la réduction des risques liés aux assuétudes.

Article 2 – Durée et modalités du détachement

Le détachement est conclu pour une durée indéterminée, prenant cours le [date à compléter].

Le travailleur détaché exercera sa mission [x] (x) jours par semaine.

Les horaires précis sont fixés de commun accord entre HIS et le CPAS, dans le respect de la continuité des soins, du fonctionnement du Hub social et du bien-être du travailleur.

Article 3 – Rémunération et refacturation

La rémunération du travailleur détaché, en ce compris le traitement, le pécule de vacances, les chèques-repas et toute autre indemnité, demeure entièrement assurée par HIS, en sa qualité d'employeur.

HIS refacturera l'intégralité du coût salarial (charges incluses) à la Commune, au prorata des jours détachés (soit pour [x] jours par semaine l'équivalent de [x] x 20% de son barème actuel + [x] x 20% du reste de son package salarial + [x] euros brut de l'allocation de mission mensuelle fixe allouée dans le cadre de ce détachement).

Il en va de même en cas de modification du package salarial du travailleur détaché pour lequel HIS s'engage à en informer la Commune.

Les factures seront transmises mensuellement et devront être payées dans un délai de trente (30) jours fin de mois sur le compte BE45 0910 1223 7789 de HIS.

En cas de non-paiement dans le délai imparti, un intérêt de retard équivalent au taux légal sera appliqué sans mise en demeure préalable. Trois défauts de paiement consécutifs pourront entraîner, à l'initiative de HIS, la rupture unilatérale de la présente convention.

Article 4 – Suivi administratif et coordination

La Partie bénéficiaire s'engage à :

- informer immédiatement HIS de tout manquement éventuellement commis dans le chef du travailleur détaché ;
- signaler sans délai tout congé, absence, maladie ou indisponibilité du travailleur détaché ;
- assurer un encadrement et une supervision adaptés, en collaboration avec le coordinateur du Hub social et la direction de HIS.

Un rapport d'activité trimestriel pourra être communiqué à HIS à titre informatif, afin d'assurer le suivi du détachement et la qualité du partenariat.

Article 5 – Résiliation et modification

La présente convention peut être modifiée à tout moment par avenant écrit signé par les parties.

Elle peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre partie, moyennant un préavis d'un mois, notifié par lettre recommandée et prenant cours le premier lundi suivant l'envoi du courrier.

La convention prend fin automatiquement dès que le le travailleur détaché ne fait plus partie du personnel de HIS.

Article 6 – Concertation et juridiction compétente

Les parties s'engagent à privilégier en toute circonstance une concertation objective et loyale en cas de difficulté d'application.

À défaut d'accord, les différends seront portés devant les Cours et Tribunaux de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.

Fait à Etterbeek, en trois exemplaires originaux, le [date]

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Modelovereenkomst voor de detachering van een verpleegkundige van de Iris Ziekenhuizen Zuid aan de eerstelijnsantenne voor personen die worden geconfronteerd met druggebruik (Hub social) – Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikel 117;

gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

overwegende dat de Hub social, gevestigd op de Generaal Tombeurstraat 53A in Etterbeek, een laagdrempelige eerstelijnsantenne is, die gezamenlijk wordt beheerd door de gemeente en het OCMW van Etterbeek, en opgezet is in samenwerking met de actoren uit de sociale en gezondheidssector;

overwegende dat deze voorziening tot doel heeft om op een onvoorwaardelijke, welwillende en anonieme manier elke persoon die geconfronteerd wordt met een situatie van verslaving, bestaansonzekerheid of sociale uitsluiting op te vangen, een ruimte voor contact, luisterbereidheid en sociale binding te bieden en het contact met de gespecialiseerde diensten van het hulp- en zorgnetwerk te vergemakkelijken;

overwegende dat de medewerking van de gemeente en het OCMW van Etterbeek aan deze voorziening beantwoordt aan gezamenlijke doelstellingen van volksgezondheid, risicobeperking en sociale cohesie op het grondgebied van de gemeente;

overwegende dat het dus aangewezen is om, in samenwerking met de Iris Ziekenhuizen Zuid, de detachering van een gediplomeerde verpleegkundige te organiseren om de eerstelijnszorg binnen de Hub social te versterken;

overwegende dat het noodzakelijk is de modelovereenkomst voor de detachering goed te keuren om de driepartijensamenwerking tussen de Iris Ziekenhuizen Zuid, de gemeente en het OCMW van Etterbeek voor de uitvoering van de Hub social te formaliseren;

BESLIST

Artikel 1 – Om de modelovereenkomst voor de detachering, zoals bijgevoegd bij deze beraadslaging, over de terbeschikkingstelling aan de Hub social - Eerstelijnsantenne voor personen die worden geconfronteerd met druggebruik, van een verpleegkundige van de Iris Ziekenhuizen Zuid.

Artikel 2 – Om het college van burgemeester en schepenen de opdracht te geven om de individuele detacheringsovereenkomsten te ondertekenen, volgens het model dat door deze beraadslaging wordt goedgekeurd en om alle maatregelen uit te voeren die uit die overeenkomsten voortvloeien.

Bijlage:

DETACHERINGSOVEREENKOMST

Tussen:

De ziekenhuisvereniging “Iris Ziekenhuizen Zuid”, ingeschreven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0267.300.023, met maatschappelijke zetel op de Baron Lambertstraat 38 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door mevrouw Catherine Goldberg, algemeen directeur,

hierna “IZZ” genoemd,

enerzijds,

en

De gemeente Etterbeek, met zetel op de Kazernenlaan 41/1 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris,

hierna “de gemeente” genoemd,

en

Het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek, met maatschappelijke zetel op de Beckersstraat 4, vertegenwoordigd door de heer Arnaud Van Praet, voorzitter, en de heer Gino Roosendans, secretaris-generaal,

hierna het "OCMW" genoemd,

hierna samen "de begunstigde partij" genoemd,

anderzijds,

In aanwezigheid van:

De heer/mevrouw [naam, voornaam], gediplomeerd verpleegkundige, hierna "de gedetacheerde werknemer" genoemd, die deze overeenkomst voor akkoord ondertekent,

Wordt overeengekomen en aanvaard wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp van de detachering

IZZ stellen aan het OCMW de gedetacheerde werknemer ter beschikking om de opdracht uit te voeren binnen de Hub social – Eerstelijnsantenne voor personen die worden geconfronteerd met druggebruik, gevestigd in de Generaal Tombeurstraat 53A in Etterbeek, een voorziening die gezamenlijk wordt beheerd door de gemeente en het OCMW van Etterbeek.

De opdracht van de detachering is strikt beperkt tot:

- het onthalen, luisteren naar en begeleiden van personen geconfronteerd met druggebruik, in een benadering van risicobeperking en gemeenschapsgezondheid;
- het evalueren van de gezondheidstoestand van de gebruikers, het opsporen van medische urgenties en het stellen van een eerstelijns verpleegkundige diagnose;
- het uitvoeren van technische verpleegkundige handelingen, waaronder met name: het ontsmetten en verbinden van wonden, het opvolgen van vitale parameters, het voorkomen en zo nodig behandelen van onwel wordende personen of acute situaties;
- het voorbereiden, onderhouden en beheren van medisch materiaal en eerstehulp materiaal;
- het samenwerken met maatschappelijk werkers, straathoekwerkers, preventieambtenaren en coördinatoren van de antenne en met de medische partnerdiensten;
- het deelnemen aan de lokale coördinatie voor gemeenschapsgezondheid en het signaleren van de op het terrein vastgestelde behoeften.

Deze opdracht kadert in het partnerschap tussen IZZ, de gemeente en het OCMW, dat erop gericht is de volksgezondheid te versterken en de risico's verbonden aan verslavingsproblematieken te verminderen.

Artikel 2 – Duur en voorwaarden van de detachering

De detachering wordt gesloten voor onbepaalde duur, met ingang vanaf [datum in te vullen].

De gedetacheerde medewerker voert de opdracht [x] (x) dagen per week uit.

De precieze werkuren worden in onderling overleg tussen de IZZ en het OCMW vastgelegd, met respect voor de continuïteit van de zorg, de werking van de Hub social en het welzijn van de medewerker.

Artikel 3 – Bezoldiging en doorfacturatie

De bezoldiging van de gedetacheerde medewerker, met inbegrip van het loon, het vakantiegeld, de maaltijdcheques en elke andere vergoeding, blijft volledig ten laste van IZZ, in hun hoedanigheid van werkgever.

IZZ zal de volledige loonkost (inclusief lasten) doorfactureren aan de gemeente, naar rato van het aantal gedetacheerde dagen (hetzij voor [x] dagen per week het equivalent van [x] x 20% van het huidige barema + [x] x 20% van de rest van het loonpakket + [x] euro bruto van de vaste maandelijkse opdrachttoelage die in het kader van deze detachering wordt toegekend).

Hetzelfde geldt in geval van wijziging van het loonpakket van de gedetacheerde medewerker. IZZ verbindt zich ertoe de gemeente hiervan op de hoogte te brengen.

De facturen zullen maandelijks worden overgemaakt en moeten binnen een termijn van dertig (30) dagen einde maand worden betaald op rekeningnummer BE45 0910 1223 7789 van IZZ.

Bij niet-betaling binnen de afgesproken termijn zal een verwijlinterest overeenkomstig het wettelijke tarief worden toegepast zonder voorafgaande ingebrekestelling. Drie opeenvolgende wanbetalingen kunnen, op initiatief van IZZ, leiden tot een eenzijdige beëindiging van deze overeenkomst.

Artikel 4 – Administratieve opvolging en coördinatie

De begunstigde partij verbindt zich ertoe:

- IZZ onmiddellijk te informeren over elk eventueel tekort dat door de gedetacheerde medewerker zou zijn begaan;
- onmiddellijk elk verlof, elke afwezigheid, ziekte of onbeschikbaarheid van de gedetacheerde medewerker te melden;
- een passend kader en toezicht te verzekeren, in samenwerking met de coördinator van de Hub social en de directie van IZZ.

Een trimestrieel activiteitenverslag kan ter informatie aan IZZ worden bezorgd om de opvolging van de detachering en de kwaliteit van het partnerschap te waarborgen.

Artikel 5 – Ontbinding en wijziging

Deze overeenkomst kan op elk moment worden gewijzigd met een schriftelijk aanhangsel dat is ondertekend door de partijen.

Zij kan op elk moment door één van beide partijen worden ontbonden, op voorwaarde van een opzeggingstermijn van één maand, betekend per aangetekende brief en van kracht vanaf de eerste maandag volgend op de verzending van de brief.

De overeenkomst eindigt automatisch zodra de gedetacheerde medewerker geen deel meer uitmaakt van het personeel van IZZ.

Artikel 6 – overleg en bevoegde rechtbank

De partijen verbinden zich ertoe in alle omstandigheden de voorkeur te geven aan een objectief en loyaal overleg in geval van moeilijkheden bij de toepassing.

Als het niet tot een akkoord komt, worden de geschillen voorgelegd aan de rechtbanken en hoven van het arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Opgemaakt in Etterbeek in drie originele exemplaren op [datum]

(handtekeningen)

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

17.11.2025/A/0010 **Personnel - Annexe IV du Règlement de travail communal - Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal - Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 novembre 2003 adoptant le règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal ;

Vu en particulier le Chapitre III – Congés de circonstances et congés exceptionnels ;

Vu la loi du 27 juin 2021 allongeant le congé de deuil lors du décès du partenaire ou d'un enfant et flexibilisant la prise du congé de deuil ;

Vu l'arrêté royal du 19 novembre 1998 et ses modifications ultérieures ;

Attendu que la loi-programme du 20 décembre 2020 (publiée au M.B. le 30.12.2020) a porté le droit au congé de paternité ou de naissance à vingt jours à partir du 1^{er} janvier 2023 ;

Vu la loi du 7 octobre 2022 (publiée au M.B. le 31.10.2022) par laquelle la notion de congé

de paternité est remplacée par la notion de congé de naissance ;

Considérant qu'il est, dès lors, nécessaire de revoir la Section 1 : Congés de circonstances prévus au règlement interne relatif aux congés et absences du personnel ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE de modifier le Chapitre III : Congés de circonstances et congés exceptionnels du Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal comme suit :

CHAPITRE III : CONGES DE CIRCONSTANCES ET CONGES EXCEPTIONNELS

Section 1 : Congés de circonstances

Article 14.

Outre les congés annuels de vacances, des congés de circonstances sont accordés dans les limites fixées ci-après :

1. le mariage civil ou cohabitation légale du membre du personnel : 4 jours ouvrables. A choisir dans la semaine où se situe l'événement ou dans la semaine suivante. Il doit être pris par jour entier.
2. mariage d'un enfant du membre du personnel ou de son conjoint : 2 jours ouvrables. Ces jours doivent être pris durant la semaine pendant laquelle le mariage a lieu.
3. le mariage d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, du père, de la mère, du beau-père, du second mari de la mère, de la belle-mère, de la seconde femme du père, d'un petit-enfant du membre du personnel : 1 jour ouvrable.
4. Congé de naissance pour le père ou la coparente de l'enfant : une période de 20 jours à prendre dans quatre mois à dater du jour de l'accouchement. Ces jours ne doivent pas nécessairement être pris en une fois, mais peuvent être étalés sur la période de quatre mois après l'accouchement. Le jour de l'accouchement compte comme le premier jour de cette période de quatre mois. En cas d'une naissance multiple, les jours du congé de naissance ne sont accordés qu'une fois.
5. Décès du conjoint ou du partenaire cohabitante : 10 jours, dont trois jours ouvrables à prendre dans la période commençant le jour du décès et se terminant le jour des funérailles et sept jours ouvrables à prendre dans l'année qui suit le jour du décès. Il est possible de déroger aux deux périodes au cours desquelles ces jours doivent être pris, à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal.
6. Décès d'un enfant du travailleur ou de son conjoint ou partenaire cohabitant :
 - Pour le décès d'un enfant naturel ou adoptif : 10 jours, dont trois doivent être pris dans la période qui commence le jour du décès et se termine le jour des funérailles et sept jours ouvrables à choisir librement dans l'année qui suit le jour du décès. Il est possible de déroger aux deux périodes au cours desquelles ces jours doivent être pris, à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal.

- Pour le décès d'un enfant que vous accueillez en tant que famille d'accueil dans le cadre d'un placement de longue durée au moment du décès ou dans le passé : 10 jours, dont trois doivent être pris dans la période qui commence le jour du décès et se termine le jour des funérailles et sept jours ouvrables à choisir librement dans l'année qui suit le jour du décès. Il est possible de déroger aux deux périodes au cours desquelles ces jours doivent être pris, à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal.
- Pour le décès d'un enfant que vous accueillez dans le cadre d'un placement familial de courte durée au moment du décès : 1 jour à prendre le jour des funérailles. Ce jour peut être pris à un autre moment à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal.

7. Décès d'un parent :

- Pour le décès du père, de la mère, du beau-père, de la belle-mère, du second mari de la mère, de la seconde femme du père de l'agent, de la belle-fille, du beau-fils de l'agent ou de son conjoint ou partenaire cohabitant : 4 jours dont 3 jours à choisir par l'agent durant la période qui commence le jour du décès et se termine le jour des funérailles et 1 jour à choisir dans l'année qui suit le jour du décès. Il est possible de déroger à la période durant lesquelles ces jours travail doivent être pris, à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal
 - Pour le décès du père d'accueil ou de la mère d'accueil auprès desquels l'agent était placé dans le cadre d'un placement de longue durée au moment du décès : 4 jours dont 3 jours à choisir par l'agent durant la période qui commence le jour du décès et se termine le jour des funérailles et 1 jour à choisir dans l'année qui suit le jour du décès. Il est possible de déroger à la période durant lesquelles ces jours travail doivent être pris, à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal.
 - Pour le décès d'un parent ou d'un allié, quelque degré que ce soit, habitant sous le même toit que le membre du personnel : 2 jours à prendre dans la période qui commence le jour du décès et se termine le jour des funérailles. Il est possible de déroger à la période durant lesquelles ces jours doivent être pris, à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal.
 - Pour le décès d'un parent ou allié au deuxième et au troisième degré n'habitant pas sous le même toit que le membre du personnel : 1 jour ouvrable à prendre le jour des funérailles. Ce jour peut être pris à un autre moment à la demande de l'agent et avec l'accord du Secrétaire communal.
8. l'ordination, l'entrée au couvent ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant du membre du personnel, du conjoint ou de la personne avec laquelle le membre du personnel vit en couple au moment de l'événement : 1 jour ouvrable
 9. le douzième anniversaire de l'enfant d'un membre du personnel, du conjoint ou de la personne avec laquelle le membre du personnel vit en couple : 1 jour ouvrable à prendre dans l'année civile
 10. la participation à une réunion d'un conseil de famille convoqué par le juge de paix : 1 jour ouvrable
 11. la convocation comme témoin devant une juridiction ou comparution personnelle ordonnée par une juridiction : pour la durée nécessaire

12. l'exercice des fonctions de président, d'assesseur ou de secrétaire d'un bureau de vote ou d'un bureau de dépouillement : le temps nécessaire avec un maximum de deux jours ouvrables.

13. le changement de résidence ordonné dans l'intérêt du service et lorsque la mutation entraîne l'intervention de la Commune dans les frais de déménagement : 2 jours

Ces congés sont assimilés à des périodes d'activité de service et rémunérés. Toutefois, pour le congé de naissance, la rémunération de l'agent contractuel ou stagiaire est prise en charge par la Commune pendant les trois premiers jours. Pour les jours suivants du congé de naissance, le travailleur ne perçoit pas de rémunération, mais une allocation versée par mutualité. Le montant de cette allocation est fixé à 82% du salaire brut perdu.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Personeel - Bijlage IV van het gemeentelijk arbeidsreglement - Intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel - Wijzigingen.

De gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. 26.05.97/A/002) tot wijziging van de organieke besluiten van het administratief en technisch personeel, het personeel van de Regie van Grondbeleid, het werklieden- en meesterschapspersoneel, het verzorgend personeel, het bijstandspersoneel en het buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs met het oog op de toepassing van het Sociaal Handvest, uitvoerbaar verklaard door de brief van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref: 005-97/11749-iv);

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 november 2003 tot goedkeuring van het intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel;

gelet in het bijzonder op Hoofdstuk III – Omstandigheidsverlof en uitzonderlijk verlof;

gelet de wet van 27 juni 2021 houdende uitbreiding van het rouwverlof bij het overlijden van een partner of een kind en tot het flexibiliseren van de opname van het rouwverlof;

gelet het koninklijk besluit van 19 november 1998 en zijn latere wijzigingen;

gelet de programmawet van 20 december 2020 (gepubliceerd in het B.S. op 30.12.2020) dat voorziet dat vanaf 1 januari 2023 het vaderschapsverlof of geboorteverlof wordt verhoogd naar 20 dagen;

gelet de wet van 7 oktober 2022 (gepubliceerd in het B.S. op 31.10.2022) waardoor het begrip "vaderschapsverlof" wordt vervangen door het begrip "geboorteverlof";

overwegende dat het noodzakelijk is om Afdeling 1 : Omstandigheidsverlof van het intern reglement met betrekking tot verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel te wijzigen;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om Hoofdstuk III : Omstandigheidsverlof en uitzonderlijk verlof van het intern

reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel als volgt te wijzigen:

HOOFDSTUK III - OMSTANDIGHEIDSVERLOF EN UITZONDERLIJK VERLOF

Afdeling 1 : Omstandigheidsverlof

Artikel 14.

Buiten de jaarlijkse vakantiedagen, wordt er omstandigheidsverlof toegekend binnen de perken zoals hierna bepaald :

1. het huwelijk of het wettelijk samenwonen van het personeelslid : 4 werkdagen. Te nemen in de week waarin het evenement plaatsvindt of in de week erna. Moet per hele dag worden opgenomen.
2. het huwelijk van een kind van het personeelslid of van zijn echtgeno(o)t(e) : 2 werkdagen. Deze dagen moeten worden opgenomen in de week waarin het huwelijk plaatsvindt.
3. het huwelijk van een broer, een zuster, een schoonbroer, een schoonzuster, de vader, de moeder, de schoonvader, de stiefvader, de schoonmoeder, de stiefmoeder, een kleinkind van het personeelslid : 1 werkdag.
4. geboorteverlof voor de vader of de meeouder van het kind : een période van 20 dagen te nemen binnen de 4 maanden vanaf de dag van de bevalling. Deze dagen dienen niet noodzakelijk in één keer te worden opgenomen, maar kunnen naar keuze van het personeelslid worden gespreid over de période van 4 maanden vanaf de bevalling. De dag van de bevalling geldt als eerste dag van die période van vier maanden. Bij de geboorte van een tweeling of een meerling worden de dagen geboorteverlof slechts eenmaal toegekend.
5. Overlijden van de echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner : 10 dagen waarvan 3 dagen te nemen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis en 7 dagen te nemen binnen het jaar na de dag van het overlijden. Er kan van de beide perioden waarin deze dagen moeten opgenomen worden, afgeweken worden op vraag van de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.
6. Overlijden van een kind van het personeelslid of van zijn of haar echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner :
 - Voor het overlijden van een kind of adoptiekind : 10 dagen waarvan 3 dagen te nemen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis en 7 dagen te nemen binnen het jaar na de dag van het overlijden. Er kan van de beide perioden waarin deze dagen moeten opgenomen worden, afgeweken worden op vraag van de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.
 - Voor het overlijden van een pleegkind in het kader van een langdurige pleegzorg op het moment van overlijden of in het verleden : 10 dagen waarbij 3 dagen te nemen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis en 7 dagen te nemen binnen het jaar na de dag van het overlijden. Er kan van de beide perioden waarin deze dagen moeten opgenomen worden, afgeweken worden op vraag van de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.
 - Voor het overlijden van een pleegkind in het kader van kortdurende pleegzorg op het moment van het overlijden: 1 werkdag op te nemen op de dag van de begrafenis. Deze dag kan op een ander moment worden opgenomen op vraag van

de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.

7. Overlijden van een familielid :

- Overlijden van de vader, moeder, schoonvader, schoonmoeder, stiefvader, stiefmoeder, de schoondochter, schoonzoon van het personeelslid of van zijn/haar echtgeno(o)t(e) of samenwonende partner: 4 dagen waarvan 3 dagen te nemen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis en 1 dag te nemen binnen het jaar van het overlijden. Er kan van de periode waarin deze dagen moeten worden opgenomen, worden afgeweken op vraag van de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.
- Overlijden van een bloed- of aanverwant van om het even welke graad maar onder hetzelfde dak wonend als het personeelslid : 2 werkdagen dagen te nemen tijdens de periode die begint met de dag van het overlijden en eindigt de dag van de begrafenis. Er kan van de periode waarin deze dagen moeten worden opgenomen, worden afgeweken op vraag van de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.
- Overlijden van een bloed- of aanverwant in de tweede en derde graad maar niet onder hetzelfde dak wonend als het personeelslid : 1 werkdag op te nemen op de dag van de begrafenis. Deze dag kan op een ander moment worden opgenomen op vraag van de werknemer mits akkoord van de gemeentesecretaris.

8. Priesterwijding of intreden in het klooster of elke andere gelijkaardige gebeurtenis van een erkende religie van een kind van de werknemer, van zijn echtgeno(o)t(e), of van de persoon met wie het personeelslid op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft : 1 werkdag

9. De twaalfde verjaardag van een kind van een personeelslid, van hun echtgeno(o)t(e) of van de persoon waarbij het personeelslid mee samenwoont : 1 werkdag te nemen tijdens het desbetreffend burgerlijk jaar

0. Het bijwonen van een bijeenkomst van een familieraad, bijeengeroepen door de vrederechter : 1 werkdag

1. Oproeping als getuige voor een rechtscollege of persoonlijke verschijning op aanmaning van een rechtscollege : voor de nodige duur

2. De uitoefening van het ambt van voorzitter, van bijzitter of van secretaris van een stembureau of een opnemingsbureau : de nodige tijd met een maximum van twee werkdagen

3. De verhuizing aanbevolen door de behoeften van de dienst en wanneer de Gemeente deelneemt in de kosten van de verhuizing : 2 werkdagen

Deze omstandigheidsverloven worden met een periode van dienstactiviteit gelijkgesteld en bezoldigd. Echter, voor het geboorteverlof, wordt de wedde van het contractueel of op proef gesteld personeel ten laste genomen door de Gemeente tijdens de eerste drie dagen. Tijdens de volgende dagen van het geboorteverlof ontvangt de werknemer geen loon, maar een uitkering via de ziekenfondsen. Het bedrag van deze uitkering is vastgelegd op 82% van het gedreft brutoloon.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

17.11.2025/A/0011 **Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut d'initiative exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 en cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 09/10/2025.

Objet : Immeuble rue Louis Hap 30 - Ascenseur en panne - Travaux de réparation - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale.

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 15/10/2025.

Objet : Immeuble chaussée de Wavre 348 - Réparation de l'ascenseur - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € (HTVA) – 2.650,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 2 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 09/10/2025 et 15/10/2025 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter

kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen kan op eigen initiatief de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen in gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn volgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 09/10/2025.

Onderwerp: Gebouw Louis Hapstraat 30 - Lift defect - Herstellingswerken - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet.

Begrotingsartikel: 243.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 15/10/2025.

Onderwerp: Gebouw Waversesteenweg 348 - Herstelling van de lift - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € (EXCL. BTW) – 2.650,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 09/10/2025 en 15/10/2025 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

17.11.2025/A/0012

Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil

Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 02/07/2025.

Objet : Commerce F354WAO AU GUIDON VERT – Nuisibles (rats) - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.479,34 € (HTVA) – 3.000,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 17/09/2025.

Objet : Fourniture d'une armoire de bureau pour la gestion des clés - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 400,00 € (HTVA) – 484,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 17/09/2025.

Objet : Fourniture de matériaux et de produits de nettoyage et d'hygiène - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.000,00 € (HTVA) – 2.420,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 24/09/2025.

Objet : Appartement F22MA4G – Travaux de réparation : fuite du réseau de chauffage - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € (HTVA) – 2.650,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 02/07/2025, 17/09/2025 et 24/09/2025 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn volgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 02/07/2025.

Onderwerp: Handel F354WAO AU GUIDON VERT - Ongedierte (ratten) - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.479,34 € (EXCL. BTW) – 3.000,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 17/09/2025.

Onderwerp: Levering van een kantoorkast voor het beheer van sleutels - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 400,00 € (EXCL. BTW) – 484,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 17/09/2025.

Onderwerp: Levering van schoonmaak- en hygiënematerialen en -producten - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.000,00 € (EXCL. BTW) – 2.420,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 24/09/2025.

Onderwerp: Appartement F22MA4G – Herstellingswerken: lek in het verwarmingsnetwerk - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.500,00 € (EXCL. BTW) – 2.650,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 02/07/2025, 17/09/2025 en 24/09/2025 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 02/04/2025.

Objet : Appartement F22MA1G situé au 1^{er} étage de l'immeuble 22 avenue du Maelbeek – Travaux de réparation : fuite dans le sol de la salle de bain - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € (HTVA) – 2.650,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 16/04/2025.

Objet : Achat d'une imprimante - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 150,41 € (HTVA) – 182,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 16/04/2025.

Objet : Achat de vêtements de travail et accessoires - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 7.154,31 € (HTVA) – 8.656,72 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.02 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 23/04/2025.

Objet : Fournitures de bureau 2025 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 1.652,89 € (HTVA) – 2.000,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 02/04/2025,

16/04/2025 et 23/04/2025 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn volgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 02/04/2025.

Onderwerp: Appartement F22MA1G gelegen op de 1^e verdieping van het gebouw 22 Maelbeeklaan - Herstellingswerken: lek in de vloer van de badkamer - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.500,00 € (EXCL. BTW) – 2.650,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 16/04/2025.

Onderwerp: Aankoop van een printer - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 150,41 € (EXCL. BTW) – 182,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 16/04/2025.

Onderwerp: Aankoop van werkkleding en accessoires - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 7.154,31 € (EXCL. BTW) – 8.656,72 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.02 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 23/04/2025.

Onderwerp: Kantoorbenodigdheden 2025 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 1.652,89 € (EXCL. BTW) – 2.000,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 02/04/2025, 16/04/2025 en 23/04/2025 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

17.11.2025/A/0014 **Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 09/10/2025.

Objet : Immeuble 68/70 Place Jourdan – Remplacement de chambres de visite - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.000,00 € (HTVA) – 2.420,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 15/10/2025.

Objet : Appartement F179AU0 – Remplacement d'éléments de tuyauterie sur le réseau de chauffage - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 3.500,00 € (HTVA) – 3.710,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 29/10/2025.

Objet : GRAY 35-1G - Détartrage réseau eau chaude sanitaire - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 350,00 € (HTVA) – 371,00 € (TVA 6 % comprise).
Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 29/10/2025.

Objet : FETIS 33-2 - Rénovation de la salle de bain - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 6.603,77 € (HTVA) – 7.000,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 09/10/2025, 15/10/2025 et 29/10/2025 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn volgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum: 09/10/2025.

Onderwerp: Gebouw 68/70 Jourdanplein – Vervanging van inspectieputten - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.000,00 € (EXCL. BTW) – 2.420,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 15/10/2025.

Onderwerp: Appartement F179AU0 – Vervanging van leidingen in het verwarmingsnetwerk - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 3.500,00 € (EXCL. BTW) – 3.710,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 29/10/2025.

Onderwerp: GRAY 35-1G - Ontkalking van het warmwaternetwerk - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 350,00 € (EXCL. BTW) – 371,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 29/10/2025.

Onderwerp: FETIS 33-2 - Renovatie van de badkamer - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 6.603,77 € (EXCL. BTW) – 7.000,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 09/10/2025, 15/10/2025 en 29/10/2025 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

17.11.2025/A/0015

Régie Foncière – Marchés par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Considérant qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 € ;

Considérant que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Considérant que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 14/05/2025.

Objet : Travaux de réparation de toiture 2025/2027 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale.

Estimation de la dépense : 123.724,00 € (HTVA) – 131.147,44 € (TVA 6% comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 04/06/2025.

Objet : Remplacement en urgence de chaudières individuelles_juillet 2025 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 75.000,00 € (HTVA) – 90.750,00 € (TVA 21% comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 16/07/2025.

Objet : Remplacement et réparation de châssis de fenêtres - volets - phase VIII - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 131.508,00 € (HTVA) – 139.398,48 € (TVA 6% comprise).

Article budgétaire : 614-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

Date : 27/08/2025.

Objet : Remplacement en urgence de chaudières individuelles_octobre 2025 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 75.000,00 € (HTVA) – 90.750,00 € (TVA 21% comprise).

Article budgétaire : 243-01 du budget ordinaire 2025 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins des 14/05/2025, 04/06/2025, 16/07/2025 et 27/08/2025 relatives à des marchés par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000,00 €.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen.

Datum: 14/05/2025.

Onderwerp: Dakreparaties 2025/2027 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 123.724,00 € (EXCL. BTW) – 131.147,44 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 04/06/2025.

Onderwerp: Noodvervanging van individuele verwarmingsketels_juli 2025 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 75.000,00 € (EXCL. BTW) – 90.750,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 16/07/2025.

Onderwerp: Vervanging en herstelling van vensterramen – Rolluiken – Fase VIII - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 131.508,00 € (EXCL. BTW) – 139.398,48 € (BTW 6% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 27/08/2025.

Onderwerp: Noodvervanging van individuele verwarmingsketels_oktober 2025 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze, de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 75.000,00 € (EXCL. BTW) – 90.750,00 € (BTW 21% inbegrepen).

Begrotingsartikel: 243-01 van de gewone begroting 2025 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 14/05/2025, 04/06/2025, 16/07/2025 en 27/08/2025 betreffende overheidsopdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 143.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Finances - Financiën

17.11.2025/A/0016

Règlement-redevance relatif à la délivrance de l'avis du Bourgmestre rendu dans le cadre d'une demande de licence de classe C ou F2 pour l'exploitation de jeux de hasard ou d'un établissement de jeux de hasard.

Le Conseil communal,

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment ses articles 117 alinéa 1^{er}, 118 alinéa 1^{er} et 137bis ;

Vu la Loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des Joueurs, ci-après « la loi du 7 mai 1999 » et plus particulièrement son article 6, lequel répartit les établissements de jeux de hasard en quatre classes « à savoir les établissements de jeux de hasard de classe I ou casinos, les établissements de jeux de hasard de classe II ou salles de jeux automatiques, les établissements de jeux de hasard de classe III ou débits de boissons et les établissements de jeux de hasard de classe IV ou les endroits qui sont uniquement destinés à l'engagement de paris » ;

Vu l'article 4, §1^{er} de la loi du 7 mai 1999 par lequel « il est interdit à quiconque d'exploiter un jeu de hasard ou un établissement de jeux de hasard, sous quelque forme, en quelque lieu et de quelque manière directe ou indirecte que ce soit, sans licence préalablement octroyée par la commission des jeux de hasard conformément à la présente loi et sous réserve des exceptions prévues par la loi » ;

Vu l'article 25 de la loi du 7 mai 1999 lequel fixe huit classes de licences et trois licences supplémentaires, dont notamment la licence de « classe C » qui « permet, pour des périodes de cinq ans renouvelables, aux conditions qu'elle détermine, l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard de classe III ou débit de boissons » et la « licence de classe F2 » qui « permet, pour des périodes renouvelables de trois ans, aux conditions qu'elle détermine, l'engagement de paris pour le compte de titulaires de licence de classe F1 dans un établissement de jeux de hasard de classe IV fixe ou mobile. Cette licence permet également l'engagement de paris en dehors des établissements de jeux de hasard de classe IV dans les cas visés à l'article 43/4, § 5, 1^o et 2^o. Pour cette licence, des périodes renouvelables de trois ans sont également prévues » ;

Vu la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs et plus particulièrement son article 43/4, §5 modifié par les lois du 7 mai 2019 et du 28 novembre 2021 qui stipule que « § 5. En dehors des établissements de jeux de hasard de classe IV précités peuvent également être engagés : 1^o les paris sur les événements sportifs et sur les courses hippiques, à titre d'activité complémentaire strictement définie, par les libraires, personnes physiques ou personnes morales, inscrits à la Banque-carrefour des entreprises en qualité d'entreprise commerciale, pour autant qu'ils ne soient pas engagés dans des endroits où des boissons alcoolisées sont vendues pour être consommées sur place. Le Roi fixe les contours de l'activité complémentaire et les conditions spécifiques auxquelles les libraires doivent satisfaire pour l'engagement de ces paris. Ils doivent disposer d'une licence de classe F2 » ;

Considérant que, par la Loi du 7 mai 2019, le législateur fédéral a décidé d'autoriser les libraires à engager des paris à titre d'activité complémentaire ;

Vu l'Arrêté royal du 17 février 2022 fixant les contours de l'activité complémentaire exercée par les libraires ;

Considérant qu'il ressort de l'article 6 de cet Arrêté royal du 17 février 2022 que la demande de licence F2 doit également être accompagnée du document-type « AVIS DU BOURGMESTRE SUR LES LIBRAIRIES » ;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant la forme de la licence de classe F2, les modalités d'introduction et d'examen des demandes de licence de classe F2 ainsi que les obligations auxquelles doivent satisfaire les titulaires d'une licence de classe F2 en matière d'administration et de comptabilité ;

Considérant qu'il ressort de l'article 2, § 1er de cet Arrêté royal du 22 décembre 2010 que la demande de licence F2 doit être accompagnée du document-type « AVIS DU BOURGEMESTRE SUR LES ETABLISSEMENTS DE JEUX DE HASARD DE CLASSE IV », complété et signé par l'instance compétente ;

Vu l'Arrêté royal du 11 octobre 2018 portant modification de l'Arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C, et plus particulièrement son article 1/1, lequel dispose que la demande d'une licence C est accompagnée du document-type « AVIS DU BOURGEMESTRE SUR LES ETABLISSEMENTS DE JEUX DE HASARD DE CLASSE III » complété et signé par l'instance compétente ;

Considérant que la durée de validité de la licence F2 est limitée à 3 ans ;

Considérant que la durée de validité de la licence C est limitée à 5 ans ;

Considérant que l'avis qui doit être rendu dans le cadre de la demande de renouvellement de licence C ou F2 se fait dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que l'avis qui doit être rendu pour une première demande ;

Considérant que l'avis qui est rendu dans le cadre d'une demande de renouvellement d'une licence de classe C ou F2 implique dès lors une charge de travail comparable à celle qui doit être fournie dans le cadre d'une première demande ;

Considérant que l'administration communale intervient également dans le cadre de la recherche et de la constatation d'infractions à la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasards, les paris, les établissements de jeux de hasards et la protection des joueurs et ses arrêtés d'exécution, en communiquant tout document utile ou tout renseignement complémentaire ainsi qu'en fournissant l'assistance des services de police aux officiers de police judiciaire et officiers auxiliaires du Procureur du Roi désignés à cet effet par la Commission des jeux de hasard ;

Considérant que le service qui est rendu par la commune et les services de police, dont elle assume en partie le financement, justifie l'établissement d'une redevance qui en est la contrepartie ;

Considérant que la liberté du commerce et de l'industrie, consacrée par les articles II.3 et II.4 du code de droit économique n'est pas illimitée et n'est en tout cas pas de nature à entraver le pouvoir de la commune d'établir une redevance destinée à couvrir des dépenses occasionnées par une activité commerciale ;

Considérant qu'en vertu de l'article 6 de l'Arrêté royal du 17 février 2022 fixant les contours de l'activité complémentaire exercée par les libraires, la Commune doit vérifier que les librairies remplissent les conditions à satisfaire pour que l'engagement de paris soit considéré comme activité complémentaire ;

Considérant que les motifs du législateur fédéral de 2019 visant à autoriser les libraires à engager des paris à titre d'activité complémentaire sont de permettre aux libraires de

compenser la diminution des chiffres de vente de la presse imprimée à la suite de la progression des médias numériques ;

Considérant que la volonté du législateur était de n'autoriser l'engagement de paris que chez les libraires ;

Considérant que l'Arrêté royal du 17 février 2022 précité a **défini de manière stricte les conditions d'exercice de cette activité accessoire** et ce non seulement afin de prévenir les abus et de lutter contre le phénomène des « **fausses librairies** » mais également **pour protéger les joueurs, et en particulier les mineurs**, contre l'influence des paris et de protéger la société en vue d'une normalisation des paris, le

Considérant que pour rencontrer ces objectifs le Roi a :

- **limité les heures d'ouverture** pour la prise de paris entre 6h et 20h ;
- **plafonné les mises annuelles** à 250.000 euros ;
- **fixé un maximum de 20 % du chiffre d'affaires** total provenant de cette activité ;

Considérant que ces limitations visent donc à garantir que l'engagement de paris dans une librairie reste une **activité secondaire et encadrée** ;

Considérant également que les librairies remplissent des **missions de service public** en contribuant à l'accès à l'information, à la culture et à la promotion de la diversité éditoriale ;

Considérant que dans le contexte du développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les librairies n'ont bien souvent d'autres choix que de se diversifier ;

Considérant que le législateur fédéral a **expressément opéré une distinction de nature et d'intensité entre les licences de type C et de type F2**, tant dans les modalités d'octroi des licences que dans les conditions d'exploiter ;

Considérant que cette distinction **justifie que le taux de la redevance pour la délivrance de « l'avis du Bourgmestre sur les librairies » soit réduit**, le service rendu par l'administration n'impliquant ni une charge de travail identique, ni des nuisances générées de même ampleur que celles associées à l'exploitation d'une licence de type C ou F2 pour les établissements de classe IV ;

Considérant, enfin, que cette différence de traitement repose sur des critères objectifs, raisonnables et proportionnés, en lien direct avec la nature de l'activité exercée et la finalité du service rendu, de sorte qu'elle ne constitue pas une discrimination prohibée ;

Qu'il est dès lors légitime et non discriminatoire de fixer un montant de redevance distinct pour les demandeurs d'une licence F2 (librairies) ;

Considérant qu'une redevance de 2.700 € représente une somme de 540 € par an ou de 45 € par mois pour les licences avec une validité de 5 ans, et de 900 € par an ou de 75 € par mois pour les licences avec une validité de 3 ans ; soit une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables ;

Considérant que cette redevance est due dans le cadre d'un avis qui doit être rendu pour une demande de licence C, ainsi que pour un avis qui doit être rendu dans le cadre d'une demande de licence F2 pour les jeux de hasard de classe IV,

Considérant qu'une redevance de 1.200 € représente une somme de 400 € par an ou de 33,33 € par mois pour les licences de classe F2 pour les librairies ayant une validité de 3 ans ; soit une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables ;

Considérant que cette redevance est due dans le cadre d'un avis qui doit être rendu pour une demande de licence F2 pour les librairies ;

Considérant que ces redevances couvrent le traitement de la demande par l'administration communale quelle que soit la nature de l'avis (favorable ou défavorable) ;

Considérant qu'en cas de remise d'un avis négatif, le demandeur aura la possibilité de compléter son dossier et que cela n'impliquera pas de payer à nouveau la redevance sauf s'il y a un changement de numéro d'entreprise pour cet établissement ;

Considérant que la redevance est payable dès la demande d'avis du Bourgmestre et avant la délivrance de celui-ci ;

Considérant que cette redevance couvre une période de 5 ans équivalente à la période de validité de la licence C, et d'une période de 3 ans pour une licence F2 ;

Considérant par ailleurs, que la Commune entend lutter contre la multiplication des jeux de bingo dans les débits de boissons installés sur le territoire de la commune ;

Considérant que la mise à disposition de jeux de bingo dans les débits de boissons, notamment par l'affluence qu'elle génère, engendre des dépenses supplémentaires au niveau de la sécurité, de l'ordre public et de la propreté sans participer au coût de ces dépenses supplémentaires ; Qu'il est donc légitime de financer ces dépenses supplémentaires par le produit de la redevance ;

Considérant que, pour ces motifs, la commune entend réduire le montant pour les exploitants de jeux de bingo ou de jeux de hasard électroniques dont la licence C ou F2 est limitée à un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique afin qu'il soit en adéquation avec le service rendu ;

Considérant que le bénéfice de cette diminution sera octroyé au demandeur qui fournit la preuve que le formulaire de demande de licence C ou F2 comporte la mention expresse que l'autorisation sollicitée vise l'exploitation d'un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique ;

Considérant que pour les demandeurs de licence C ou F2 pour les établissements de classe IV qui exploitent un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique, le montant de la redevance est fixé à 1.350 € ; Que ce montant représente une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables ;

Considérant que pour les demandeurs de licence F2 pour les librairies qui exploitent un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique, le montant de la redevance est fixé à 600 € ; Que ce montant représente une somme modique qui n'est pas de nature à entraver de manière disproportionnée la liberté de commerce des redevables ;

Considérant que les services administratifs rendus aux tiers entraînent des charges pour la Commune et qu'il est équitable de faire supporter par les bénéficiaires les frais que ces services comportent ;

Considérant la situation financière de la Commune.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE

Article 1 : Durée et assiette

Il est établi pour les exercices **2025 à 2031** compris des redevances payables au comptant pour les demandeurs en vue :

- § de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C délivrée par la Commission des jeux de hasard ;
- § de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence F2 pour les établissements de jeux de hasard de classe IV délivrée par la Commission des jeux de hasard ;
- § de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence F2 pour les librairies délivrée par la Commission des jeux de hasard

Article 2 : Faits générateurs de la redevance

La redevance est due au moment du dépôt de la demande faite à la Commune pour se voir décerner un avis du Bourgmestre, et ce sans préjudice de toute autre contribution demandée par une autre autorité.

Article 3 : Taux

Les redevances sont fixées sur base des taux repris ci-dessous :

- § 2.700 € pour la constitution de dossiers lors des demandes en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C et d'une licence de classe F2 pour les établissements de jeux de hasard de classe IV délivrée par la Commission des jeux de hasard ;
- § 1.200 € pour la constitution de dossiers lors des demandes en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence F2 pour les librairies délivrée par la Commission des jeux de hasard ;
- § 1.350 € pour la constitution de dossiers lors des demandes en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence C ou F2 pour les établissements de jeux de hasard de classe IV délivrée par la Commission des jeux de hasard, lorsque la demande de licence est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique ;
- § 600 € pour la constitution de dossiers lors des demandes en vue de la délivrance par le Bourgmestre de l'avis préalable à l'octroi d'une licence F2 pour les librairies délivrée par la Commission des jeux de hasard, lorsque la demande de licence est explicitement limitée à l'exploitation d'un seul jeu de bingo ou jeu de hasard électronique.

Les montants de le redevance sont indexés annuellement en fonction de l'indice des prix à la consommation, l'indice de référence étant celui du mois de décembre 2024.

Les montants indexés sont arrondis au demi euro le plus proche.

Article 4 : Redevable

La redevance est due par la personne physique ou morale qui introduit une demande de

licence de classe C ou F2 pour l'exploitation de jeux de hasard, et pour laquelle un avis du Bourgmestre est requis. Cette redevance est perçue indépendamment de toute autre contribution éventuellement exigée par une autre autorité.

Article 5 : Modalités du paiement de la redevance

Le paiement de la redevance est à effectuer, au comptant, à la Caisse communale, la preuve de ce paiement étant à produire préalablement à un examen de la demande de l'administration.

Le paiement de la redevance est dû dans les 5 jours ouvrables de l'introduction de la demande.

En l'absence de preuve de paiement le dossier sera déclaré incomplet.

Article 6 : Etendue de la redevance

Le montant de la redevance est destiné à couvrir les frais administratifs relatifs au traitement de la demande.

Par conséquent, le montant de la redevance est dû en cas de :

1. demande non-suivie d'effets ;
2. demande retirée ;
3. demande annulé ;
4. demande refusée.

Article 7 : Recouvrement - Contentieux

A défaut de paiement, le recouvrement sera effectué par voie de procédure civile légale. Le redevable qui conteste devoir la redevance qui lui est réclamée est cependant tenu d'en consigner le montant entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa réclamation.

Article 8 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} décembre 2025 et reste applicable jusqu'au 31 décembre 2031.

Article 9 : Abrogation

Le 13°, C) de l'article 1 du « règlement-redevances pour services administratifs – Modification » adopté le 24 mars 2025 est abrogé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Retributiereglement voor de uitreiking van een advies van de burgemeester in het kader van een aanvraag voor een vergunning C of F2 voor de exploitatie van kansspelen of een kansspelinrichting

De gemeenteraad,

gelet op artikel 173 van de Grondwet;

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 117 alinea 1, 118 alinea 1 en

137bis;

gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, hierna "de wet van 7 mei 1999" en meer in het bijzonder artikel 6 waarin de kansspelinrichtingen worden ingedeeld in vier klassen "*te weten de kansspelinrichtingen klasse I of casino's, de kansspelinrichtingen klasse II of speelautomatenhallen, de kansspelinrichtingen klasse III of drankgelegenheden en de kansspelinrichtingen klasse IV of plaatsen uitsluitend bestemd voor het aannemen van weddenschappen*";

gelet op artikel 4, §1 van de wet van 7 mei 1999 "*Het is eenieder verboden om, zonder voorafgaande vergunning van de Kansspelcommissie overeenkomstig deze wet toegestaan en behoudens de uitzonderingen door de wet bepaald, een kansspel of kansspelinrichting te exploiteren, onder welke vorm, op welke plaats en op welke rechtstreekse of onrechtstreekse manier ook*";

gelet op artikel 25 van de wet van 7 mei 1999 waarin acht soorten vergunning zijn vastgelegd en drie bijkomende vergunningen, waaronder de vergunning van klasse C die "*staat voor hernieuwbare periodes van vijf jaar, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de exploitatie toe van een kansspelinrichting klasse III of drankgelegenheid*" en de "licentie van klasse F2" die "*staat voor hernieuwbare periodes van drie jaar, onder de door haar bepaalde voorwaarden, de aanneming van weddenschappen voor rekening van de houder van een vergunning klasse F1 toe in een vaste of mobiele kansspelinrichting klasse IV. Deze vergunning staat eveneens het aannemen van weddenschappen toe buiten een kansspelinrichting klasse IV voor de in artikel 43/4, §5, 1° en 2° bedoelde gevallen. Ook voor deze vergunning wordt een hernieuwbare periode van drie jaar ingesteld*";

gelet op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers en in het bijzonder artikel 43/4, §5 gewijzigd door de wetten van 7 mei 2019 en 28 november 2021 dat het volgende bepaalt: "*§5. "Buiten voormelde kansspelinrichtingen klasse IV mogen tevens worden aangenomen: 1° de weddenschappen op sportevenementen en op paardenwedrennen, bij wijze van strikt omschreven nevenactiviteit door de dagbladhandelaars, natuurlijke personen of rechtspersonen, die als commerciële onderneming zijn ingeschreven in de Kruispuntbank voor ondernemingen, voor zover ze niet worden aangenomen in gelegenheden waar alcoholische dranken worden verkocht voor verbruik ter plaatse. De Koning bepaalt de omschrijving van de nevenactiviteit en de nadere voorwaarden die de dagbladhandelaars moeten naleven voor de aanneming van deze weddenschappen. Zij dienen te beschikken over een vergunning klasse F2*";

overwegende dat de federale wetgever, bij de wet van 7 mei 2019, toestemming heeft gegeven aan boekhandelaars om weddenschappen aan te nemen als nevenactiviteit;

gelet op het koninklijk besluit van 17 februari 2022 tot vaststelling van de omschrijving van de nevenactiviteit uitgeoefend door boekhandelaars;

overwegende dat uit artikel 6 van het koninklijk besluit van 17 februari 2022 blijkt dat de aanvraag voor een vergunning F2 moet vergezeld zijn van het typedocument "ADVIES BURGEMEESTER INZAKE DAGBLADHANDELAARS";

gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende de vorm van de

vergunning klasse F2, de wijze waarop de aanvragen voor een vergunning klasse F2 moeten worden ingediend en onderzocht en de verplichtingen waaraan vergunninghouders F2 moeten voldoen inzake beheer en boekhouding;

overwegende dat uit artikel 2, §1 van het koninklijk besluit van 22 december 2010 blijkt dat bij de aanvraag om een vergunning F2 het door de bevoegde instantie ingevulde en ondertekende typedocument "ADVIES BURGEMEESTER INZAKE KANSSPELINRICHTINGEN IV" dient te worden gevoegd;

gelet op het koninklijk besluit van 11 oktober 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C en in het bijzonder artikel 1/1 dat bepaalt dat bij de aanvraag om een vergunning klasse C het door de bevoegde instantie ingevulde en ondertekende typedocument "ADVIES BURGEMEESTER INZAKE KANSSPELINRICHTINGEN KLASSE III" dient te worden gevoegd;

overwegende dat de geldigheidsduur van de vergunning F2 is beperkt tot 3 jaar;

overwegende dat de geldigheidsduur van de vergunning C is beperkt tot 5 jaar;

overwegende dat het advies dat moet worden gegeven in het kader van de aanvraag tot vernieuwing van de vergunning C of F2 onder dezelfde voorwaarden wordt gegeven als het advies dat nodig is voor een eerste aanvraag;

overwegende dat het werk voor een advies in het kader van een aanvraag tot hernieuwing van een vergunning van klasse C of F2 vergelijkbaar is met de werklast voor een eerste aanvraag;

overwegende dat het gemeentebestuur ook tussenkomt in het kader van het opsporen en vaststellen van inbreuken op de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, weddenschappen, kansspelinrichtingen en de bescherming van speler en de uitvoeringsbesluiten ervan, door alle nuttige documenten of aanvullende informatie te bezorgen en door bijstand van politiediensten te verlenen aan de officieren van de gerechtelijke politie en hulpofficieren van de procureur des Konings die daartoe zijn aangesteld door de Kansspelcommissie;

overwegende dat de dienstverlening door de gemeente en de politiediensten, waarvan zij gedeeltelijk de financiering op zich neemt, de invoering van een heffing als tegenprestatie rechtvaardigt;

overwegende dat de vrijheid van handel en nijverheid, zoals vastgelegd in artikels II.3 en II.4 van het Wetboek van economisch recht, niet onbeperkt is en in elk geval geen belemmering vormt voor het recht van de gemeente om een heffing in te voeren om de uitgaven te dekken die ontstaan uit een handelsactiviteit;

overwegende dat op grond van artikel 6 van het koninklijk besluit van 17 februari 2022 tot vaststelling van de omschrijving van de nevenactiviteit uitgeoefend door boekhandelaars, de gemeente moet controleren of de boekhandelaars voldoen aan de voorwaarden om het aannemen van weddenschappen te beschouwen als nevenactiviteit;

overwegende dat de beweegredenen van de federale wetgever in 2019 om boekhandelaars toe te staan weddenschappen aan te bieden als nevenactiviteit erin bestaan hen in staat te stellen **het verlies aan verkoopcijfers van de gedrukte pers te compenseren als gevolg van de opkomst van digitale media;**

overwegende dat het de wil van de wetgever was om het aangaan van weddenschappen uitsluitend bij boekhandelaars toe te staan;"

overwegende dat het bovengenoemde koninklijk besluit van 17 februari 2022 **strikte voorwaarden heeft vastgelegd voor de uitoefening van deze nevenactiviteit**, en dit niet alleen om misbruik te voorkomen en het fenomeen van “**valse boekhandelaars**” te bestrijden, maar ook **om spelers, en in het bijzonder minderjarigen, te beschermen** tegen de invloed van weddenschappen en om de samenleving te beschermen met het oog op een normalisering van weddenschappen;

overwegende dat, om deze doelstellingen te bereiken, de Koning:

- **de openingsuren** voor het aannemen van weddenschappen **heeft beperkt** tussen 6.00 uur en 20.00 uur;
- **de jaarlijkse inzetten heeft geplafonneerd** op 250.000 euro;
- **een maximum van 20% van de totale omzet** afkomstig van deze activiteit heeft vastgesteld;

overwegende dat deze beperkingen tot doel hebben te waarborgen dat het aangaan van weddenschappen in een boekhandel een **gereguleerde nevenactiviteit** blijft;

overwegende eveneens dat boekhandels **publieke dienstverlening** vervullen door bij te dragen aan de toegang tot informatie, cultuur en de bevordering van redactionele diversiteit;

overwegende dat boekhandels, in het kader van de ontwikkeling van nieuwe informatie- en communicatietechnologieën, vaak geen andere keuze hebben dan zich te diversifiëren;

overwegende dat de federale wetgever **uitdrukkelijk een onderscheid heeft gemaakt in aard en intensiteit tussen vergunningen van type C en type F2**, zowel wat betreft de toekenningsmodaliteiten als de exploitatievoorwaarden;

overwegende dat dit onderscheid **rechtvaardigt dat het tarief van de retributie voor de uitreiking van het “advies van de burgemeester over boekhandels” wordt verlaagd**, aangezien de door het gemeentebestuur geleverde dienst geen gelijke werklast inhoudt, noch hinder van dezelfde omvang veroorzaakt als die verbonden aan de exploitatie van een vergunning van type C of F2 voor inrichtingen van klasse IV;

overwegende ten slotte dat dit verschil in behandeling is gebaseerd op objectieve, redelijke en proportionele criteria, die rechtstreeks verband houden met de aard van de uitgeoefende activiteit en het doel van de verleende dienst, zodat het geen verboden discriminatie vormt;

dat het bijgevolg legitiem en niet discriminerend is om een afzonderlijk retributiebedrag vast te stellen voor aanvragers van een vergunning F2 (boekhandelaars);

overwegende dat een retributie van 2.700 euro overeenkomt met een bedrag van 540 euro per jaar of 45 euro per maand voor vergunningen met een geldigheid van 5 jaar, en van 900 euro per jaar of 75 euro per maand voor vergunningen met een geldigheid van 3 jaar; dat dit een bescheiden bedrag is dat de vrijheid van handel van de retributieplichtigen niet onevenredig schaadt;

overwegende dat deze retributie verschuldigd is in het kader van een advies dat moet worden gegeven voor een aanvraag van vergunning C en voor een advies dat moet worden gegeven in het kader van een vraag van vergunning F2 voor kansspelen van klasse IV;

overwegende dat een retributie van 1.200 euro overeenkomt met een bedrag van 400 euro per jaar of 33.33 euro per maand voor vergunningen van klasse F2 voor boekhandelaars met een geldigheid van 9 jaar; dat dit een bescheiden bedrag is dat de vrijheid van handel van de retributieplichtigen niet onevenredig schaadt;

overwegende dat deze retributie verschuldigd is in het kader van een advies dat moet worden gegeven voor een aanvraag van vergunning C voor boekhandelaars;

overwegende dat deze retributies de verwerking van de aanvraag door het gemeentebestuur dekken, ongeacht de aard van het advies (gunstig of ongunstig);

overwegende dat, in geval van een ongunstig advies, de aanvrager de mogelijkheid zal hebben om zijn dossier aan te vullen, zonder opnieuw de retributie te moeten betalen, tenzij er sprake is van een wijziging van het ondernemingsnummer voor deze inrichting;

overwegende dat de retributie verschuldigd is zodra de aanvraag voor een advies van de burgemeester wordt ingediend en voordat het advies wordt uitgereikt;

overwegende dat deze retributie een periode van 5 jaar dekt, gelijk aan de geldigheidsduur van een vergunning C, en een periode van 3 jaar voor een vergunning F2;

overwegende dat de gemeente bovendien de toename van bingospelen in drankgelegenheden op haar grondgebied wil bestrijden;

overwegende dat het aanbieden van bingospelen in drankgelegenheden, vooral door de toeloop die zij veroorzaken, extra uitgaven met zich meebrengt op het vlak van veiligheid, openbare orde en netheid, zonder bij te dragen aan de kosten van deze extra uitgaven; dat het bijgevolg gerechtvaardigd is om deze bijkomende uitgaven te financieren met de opbrengst van de retributie;

overwegende dat de gemeente om deze redenen de retributie wil verlagen voor uitbaters van bingospelen of elektronische kansspelen waarvan de vergunning C of F2 beperkt is tot één enkel bingospel of elektronisch kansspel, zodat deze in verhouding staat tot de geleverde dienstverlening;

overwegende dat dit verminderde tarief wordt toegekend aan de aanvrager die bewijst dat het aanvraagformulier voor een vergunning C of F2 uitdrukkelijk vermeldt dat de gevraagde vergunning uitsluitend betrekking heeft op de exploitatie van één enkel bingospel of elektronisch kansspel;

overwegende dat voor aanvragers van de vergunning C of F2 voor inrichtingen van klasse IV die slechts één bingospel of elektronisch kansspel uitbaten het bedrag van de retributie 1.350 euro bedraagt; dat dit een bescheiden bedrag is dat de vrijheid van handel van de retributieplichtigen niet onevenredig schaadt;

overwegende dat voor aanvragers van de vergunning F2 voor boekhandelaars die slechts één bingospel of elektronisch kansspel uitbaten het bedrag van de retributie 600 euro bedraagt; dat dit een bescheiden bedrag is dat de vrijheid van handel van de retributieplichtigen niet onevenredig schaadt;

overwegende dat administratieve diensten voor derden kosten met zich meebrengen voor de gemeente en dat het rechtvaardig is dat de begunstigden de kosten van die diensten betalen;

gelet op de financiële situatie van de gemeente;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLUIT

Artikel 1: Duur en grondslag

Voor de jaren **2025 tot en met 2031** worden contant te betalen retributies geheven:

- voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning C door de Kansspelcommissie;
- voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning F2 voor de kansspelinrichtingen van klasse IV door de Kansspelcommissie;
- voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning F2 voor boekhandelaars door de Kansspelcommissie.

Artikel 2: Feiten die aanleiding geven tot de retributie

De retributie is verschuldigd op het moment dat een aanvraag wordt ingediend bij de gemeente voor een advies van de burgemeester, onverminderd enige andere bijdrage die door een andere overheid kan worden gevraagd.

Artikel 3: Tarieven

Dit zijn de tarieven van de retributies:

- 2.700 euro voor het opstellen van een dossier bij aanvragen voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning C en een vergunning van klasse F2 voor de kansspelinrichtingen van klasse IV door de Kansspelcommissie;
- 1.200 euro voor het opstellen van een dossier bij aanvragen voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning F2 voor de boekhandelaars door de Kansspelcommissie;
- 1.350 euro voor het opstellen van een dossier bij aanvragen voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning C of F2 voor de kansspelinrichtingen van klasse IV door de Kansspelcommissie wanneer de aanvraag van de vergunning uitdrukkelijk is beperkt tot de exploitatie van een enkel bingospel of elektronisch kansspel.
- 600 euro voor het opstellen van een dossier bij aanvragen voor de uitreiking door de burgemeester van het advies voorafgaand aan de toekenning van een vergunning F2 voor boekhandelaars door de Kansspelcommissie wanneer de aanvraag van de vergunning uitdrukkelijk is beperkt tot de exploitatie van een enkel bingospel of elektronisch kansspel.

De bedragen van de retributie worden jaarlijks geïndexeerd volgens de consumptieprijsindex. De referte-index is die van de maand december 2024.

De geïndexeerde bedragen worden afgerond op de dichtstbijzijnde halve euro.

Artikel 4: Retributieplichtige

De retributie is verschuldigd door de natuurlijke persoon of rechtspersoon die een vergunning klasse C of F2 aanvraagt voor de exploitatie van kansspelen waarvoor een advies van de burgemeester is vereist. Deze retributie wordt geïnd ongeacht enige andere bijdrage die door een andere overheid kan worden gevraagd.

Artikel 5: Betaling van de retributie

De betaling van de retributie gebeurt contant aan de gemeentekas. Het gemeentebestuur moet het betalingsbewijs ontvangen voordat het de aanvraag onderzoekt.

De betaling van de retributie moet gebeuren binnen 5 werkdagen na de indiening van de aanvraag.

Zonder betalingsbewijs wordt het dossier onvolledig verklaard.

Artikel 6: Reikwijdte van de retributie

Het bedrag van de retributie dekt de administratieve kosten voor de verwerking van de aanvraag.

Bijgevolg is de retributie verschuldigd in de volgende gevallen:

1. aanvraag zonder gevolg
2. ingetrokken aanvraag
3. geannuleerde aanvraag
4. geweigerde aanvraag.

Artikel 7: Invordering – Geschillen

Als de retributie niet wordt betaald, wordt deze ingevorderd via een wettelijke burgerlijke procedure. De retributieplichtige die betwist de gevorderde heffing verschuldigd te zijn, is verplicht het bedrag in bewaring te geven bij de gemeenteontvanger totdat er een beslissing is genomen over het bezwaar.

Artikel 8: Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op 1 december 2025 en blijft van toepassing tot 31 december 2031.

Artikel 9: Opheffing

13°, C) van artikel 1 van het “reglement betreffende retributies voor administratieve diensten – Wijziging”, goedgekeurd op 24 maart 2025, wordt opgeheven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Document_Notif01_pas d'objection T36290644831500838198.pdf, Annexe FR Règlement redevance relatif à l'établissement d'avis préalable du Bourgmestre version 2.docx, Annexe NL Règlement redevance relatif à l'établissement d'avis préalable du Bourgmestre version 2.docx

Centre culturel Espace Senghor - Cultureel Centrum Espace Senghor

17.11.2025/A/0017 **A.S.B.L « Centre Culturel d’Etterbeek » Comptes 2021 – Budget 2022 - Prise d’acte.**

Le Conseil communal,

Considérant qu’un subside de 371.422,80-€ a été proposé en faveur de l’A.S.B.L. « Centre Culturel d’Etterbeek » au budget ordinaire 2021 de la commune d’Etterbeek (art.762/33202/10) ;

Attendu que les instructions de Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes et budgets des A.S.B.L. subsidiés par les communes, doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Attendu qu’il s’agit d’une institution relevant de la Communauté française de Belgique et que selon les termes du décret du Conseil de la Communauté française du 10 avril 1995, les comptes et bilans seront arrêtés au 31 décembre de chaque année ;

Vu les comptes 2021 et le budget 2022 arrêtés par l’Assemblée Générale de l’A.S.B.L. « Centre Culturel d’Etterbeek » ;

Vu les articles 90 et 117 de la Nouvelle Loi communale ;

PREND ACTE

Des comptes 2021 et du budget 2022 de l’A.S.B.L. « Centre Culturel d’Etterbeek », tels qu’ils sont annexés à la présente.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

V.Z.W. “ Cultureel Centrum van Etterbeek ” Rekeningen 2021 – Begroting 2022 Akteneming

De Gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van 371.422,80-€ ten gunste van het Cultureel Centrum van Etterbeek op artikel 762/33202/10 van de begroting 2021 werd voorgesteld ;

Aangezien dat de instructies van de Heer Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest benadrukken dat de rekeningen en de begroting van de V.Z.W.’s gesubsidieerd door de gemeenten, goedgekeurd moeten worden door de Gemeenteraad ;

Aangezien dat het om een instelling van de Franse Gemeenschap van België gaat en dat volgens het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 april 1995, de rekeningen en de balans zullen vastgelegd worden op 31 december van elk dienstjaar ;

Gelet op de rekeningen van 2021 en de begroting 2022 vastgelegd door de Algemene bijeenkomst van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » ;

Gelet op de artikels 90 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

NEEMT ACTE

Van de rekeningen 2021 en de begroting 2022 van de V.Z.W. « Cultureel Centrum van Etterbeek » zoals bijgevoegd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Senghor_Bilan 2021.pdf, Rapport Commissaire aux comptes 2021.pdf, Budget2022_AG.pdf

17.11.2025/A/0018

Centre culturel d'Etterbeek « Le Senghor » - Dossier de demande de renouvellement de reconnaissance par la Fédération Wallonie-Bruxelles (contrat-programme 2027-2031) – Approbation

Le Conseil communal,

Vu le décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 2014 portant exécution du décret du 21 novembre 2013 relatif aux centres culturels ;

Considérant que, conformément à l'article 8 2° du décret-programme du 14 juillet 2021, le présent contrat-programme arrive à échéance au 31 décembre 2026 ;

Considérant que l'organe d'administration, en sa séance du 08 octobre 2025 a acté le dossier de renouvellement de reconnaissance du Senghor 2027-2031 en ce compris les deux dossiers, à savoir :

- La reconnaissance de l'action culturelle générale ;
- La reconnaissance en action spécialisée en diffusion des arts de la scène 2027-2031 ;

Considérant que ce dossier sera transmis au cabinet de la ministre de la Culture au plus tard le 15 décembre 2025 ;

DECIDE d'approuver dossier de renouvellement de reconnaissance du Senghor 2027-2031.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Cultureel centrum van Etterbeek “Le Senghor” - Dossier voor de aanvraag tot hernieuwde erkenning door de Federatie Wallonië-Brussel (programmaovereenkomst 2027-2031) –

Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra ;

gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 2024 houdende uitvoering van het decreet van 21 november 2013 betreffende de culturele centra ;

overwegende dat, volgens artikel 8 2° van het programmadecreet van 14 juli 2021, dit programma-contract eindigt op 31 december 2026 ;

overwegende dat het bestuursorgaan, in zijn zitting van 8 oktober 2025, akte heeft genomen van het dossier voor de verlenging van de erkenning van Le Senghor 2027-2023, met inbegrip van de twee dossiers :

- De erkenning van de algemene culturele actie ;

- De erkenning van de gespecialiseerde actie in de verspreiding van podiumkunsten 2027-2023 ;

overwegende dat dit dossier uiterlijk op 15 december naar het kabinet van de minister van Cultuur wordt gestuurd ;

BESLIST het dossier voor de verlenging van de erkenning van Le Senghor 2027-2031 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Annexe+DDR.pdf.pdf, Dossier+de+reconnaissance+2027-2031.pdf

Marchés publics - Overheidsopdrachten

17.11.2025/A/0019 **Location d'un véhicule équipé d'une solution RMAI (scan-car), d'un logiciel associé de gestion des redevances et de la maintenance de l'ensemble de la solution - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 relatif au marché "Location d'un véhicule équipé d'une solution RMAI (scan-car), d'un logiciel associé de gestion des redevances et de la maintenance de l'ensemble de la solution" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 480.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 48 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2026, 2027, 2028 et 2029, article 424/EEE-02 et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 et le montant estimé du marché "Location d'un véhicule équipé d'une solution RMAI (scan-car), d'un logiciel associé de gestion des redevances et de la maintenance de l'ensemble de la solution". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 480.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2026, 2027, 2028 et 2029, article 424/EEE-02 et au budget des exercices suivants.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 22 votes positifs, 3 votes négatifs, 8 abstentions.

Non : Sacha Moëns, Lise Ottinger, Sana Aissaoui.

Abstentions : Caroline Joway, Audrey Petit, Pieterjan Vanden Boer, Thibault Deleixhe, Stéphanie Ngalula Mbuyi Kapinga, Delphine Cordier, Athenais Cazalis de Fondouce, Helena Ruiz Fabra.

Verhuur van een voertuig uitgerust met een RMAI-oplossing (scan-car), bijbehorende software voor het beheer van vergoedingen en onderhoud van de volledige oplossing - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Verhuur van een voertuig uitgerust met een RMAI-oplossing (scan-car), bijbehorende software voor het beheer van vergoedingen en onderhoud van de volledige oplossing" een bestek met nr. MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 480.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een duur van 48 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2026, 2027, 2028 en 2029, op artikel 424/EEE-02 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. MP/STATIONNEMENT/SCANCAR/2026-2030 en de raming voor de opdracht "Verhuur van een voertuig uitgerust met een RMAI-oplossing (scan-car), bijbehorende software voor het beheer van vergoedingen en onderhoud van de volledige oplossing". De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 480.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

Huidige beraadslaging te verzenden naar de Toezichthoudende overheid.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2026, 2027, 2028 en 2029, op artikel 424/EEE-02 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 22 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen, 8 onthoudingen.

Nee : Sacha Moëns, Lise Ottinger, Sana Aissaoui.

Onthoudingen : Caroline Joway, Audrey Petit, Pieterjan Vanden Boer, Thibault Deleixhe, Stéphanie Ngalula Mbuyi Kapinga, Delphine Cordier, Athenais Cazalis de Fondouce, Helena Ruiz Fabra.

6 annexes / 6 bijlagen

17.11.2025/A/0020

Acquisition de 4 camionnettes - Approbation du cahier spécial des charges TP/RINSDELLE/2025/07 modifié suite remarques de la Tutelle

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le Conseil communal en sa séance du 13 octobre 2025 a approuvé les conditions et mode de passation ainsi que le cahier des charges N° TP/RINSDELLE/2025/07 relatif au marché "Propreté publique - Acquisition de 4 camionnettes" ;

Considérant que ce dossier a été envoyé à la Tutelle le soir-même après la fin du Conseil communal ;

Considérant que la Tutelle a envoyé un courrier à la Commune nous informant qu'ils auront besoin d'un délai supplémentaire de 15 jours pour statuer sur ce dossier (voir document en annexe de la présente délibération) ;

Considérant que le service des Marchés publics a reçu un appel téléphonique de la Tutelle dans l'après-midi du 13 novembre 2025 ;

Considérant que la Tutelle avançait deux remarques sur le cahier des charges notamment

par rapport aux exigences minimales demandées dans le cadre de la sélection qualitative et date de dépôt des offres ;

Considérant, par conséquent, que le cahier des charges a été modifié de la façon suivante :

1. Exigences minimales (trop sommaire, à développer)

Texte initial : Le soumissionnaire joindra à son offre au minimum une référence répondant aux

critères techniques exigés dans le présent cahier spécial des charges (poste 1 et 2).

Références non jointes = critère d'exclusion

Texte modifié : Le soumissionnaire joindra à son offre au minimum une référence répondant aux critères techniques exigés dans le présent cahier spécial des charges (français) :

Lot 1 :

- a) Véhicule de type camionnette « fermée », version Diesel sur base des caractéristiques techniques reprises sous le point III.1.1 aux pages 19 à 21
- b) Véhicule de type camionnette « avec benne ouverte » version Diesel sur base des caractéristiques techniques reprises sous le point III.1.2. aux pages 21 à 24

Lot 2 : véhicule de type fourgonnette fermée version électrique sur base des caractéristiques techniques reprises sous le point III.2 aux pages 25 à 27

Références non jointes = critère d'exclusion

2. Date de dépôt des offres

La date mentionnée dans le cahier des charges initial mentionnait le 14 décembre 2025 (dimanche) au plus tard alors que l'avis de marché provisoire indiquait le 15 décembre 2025.

La bonne date de dépôt des offres est bien le 15 décembre 2025 à 14h au plus tard.

Sur proposition du Collège;

Décide:

1. D'approuver les modifications apportées au cahier spécial des charges N° TP/RINSDELLE/2025/07 relatif au marché "Propreté publique - Acquisition de 4 camionnettes". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics.
2. D'envoyer le dossier à la tutelle via BOS-Exchange

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Aankoop van 4 bestelwagens - Goedkeuring van het gewijzigd bijzonder lastenboek TP/RINSDELLE/2025/07 na opmerkingen van de Toezichthoudende overheid

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid

artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de Gemeenteraad in zitting van 13 oktober 2025 de lastenvoorwaarden en de gunningsmode alsook het lastenboek TP/RINSDELLE/2025/07 in het kader van de opdracht "Openbare netheid - Aankoop van 4 bestelwagens" heeft goedgekeurd;

Overwegende dat dit dossier de avond zelf na het einde van de Gemeenteraad verstuurd werd naar de Toezichhoudende overheid;

Overwegende dat de Toezichhoudende overheid een brief heeft gestuurd naar de Gemeente waarin wordt meegedeeld dat zij 15 dagen extra tijd nodig heeft om een besluit te nemen over deze zaak (zie document in bijlage van huidige beraadslaging);

Overwegende dat de dienst Overheidsopdrachten op 13 november 2025 in de namiddag een telefoontje heeft ontvangen van de toezichhoudende overheid;

Overwegende dat de toezichhoudende overheid twee opmerkingen maakte over het bestek, met name met betrekking tot de minimumvereisten in het kader van de kwalitatieve selectie en de datum van indiening van de offertes;

1. Minimumeisen (te summier, uit te werken)

Oorspronkelijke tekst: De inschrijver voegt bij zijn offerte ten minste één referentie die voldoet aan de technische criteria van dit bestek (post 1 en 2).

Niet bijgevoegde referenties = uitsluitingscriterium

Gewijzigde tekst: De inschrijver voegt bij zijn offerte ten minste één referentie die voldoet aan de technische criteria van dit bijzonder bestek (nederlands):

Perceel 1:

- a) Voertuig van het type "gesloten" bestelwagen, dieserversie, op basis van de technische kenmerken vermeld in punt III.1.1 op pagina's 19 tot 21
- b) Voertuig van het type bestelwagen "met open laadbak", dieserversie, op

basis van de technische kenmerken vermeld onder punt III.1.2. op de pagina's 21 tot 24.

Perceel 2 : Voertuig van het type gesloten bestelwagen, elektrische versie, op basis van de technische kenmerken vermeld onder punt III.2 op de pagina's 25 tot 27.

Niet bijgevoegde referenties = uitsluitingscriterium.

2. Datum voor het indienen van offertes

In het oorspronkelijke bestek stond 14 december 2025 (zondag) als uiterste datum vermeld, terwijl in de voorlopige aankondiging van de opdracht 15 december 2025 stond vermeld.

De juiste datum voor het indienen van offertes is 15 december 2025 om 14.00 uur.

Op voorstel van het college;

Besluit:

-

1. De wijzigingen goed te keuren die zijn aangebracht in het speciale bestek nr. TP/RINSDELLE/2025/07 met betrekking tot de opdracht "Openbare reinheid - Aankoop van 4 bestelwagens". De voorwaarden zijn vastgesteld zoals bepaald in het bestek en in de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten.
2. Het dossier via BOS-Exchange naar de toezichthoudende instantie te sturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

avis de marché 2025_11_13_10_46_24_F02.pdf, courrier de la Tutelle (prorogation délai).pdf, Document_notif06_délai_expiré12409477171679955710.pdf, 2025_09_05_Bestek - Model 3P.pdf, 2025_09_05_CCH - Modele 3P.pdf

Action sociale - Maatschappelijk Welzijn

17.11.2025/A/0021 **Charte et label Handycity - Suivi des projets et actions menés en 2025**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en sa séance du 26 mai 2025, il a décidé de signer la charte communale de l'inclusion de la personne en situation de handicap et de mandater le service Contact Plus pour entamer le processus de handistreaming en vue d'obtenir le label "Handycity" en 2030 ;

Considérant que cette charte marque le début d'un processus de mise en place concrète du

principe du Handistreaming, à savoir la prise en compte du handicap dans toutes les politiques publiques et leur travail d'inclusion à échelle communale ;

Considérant que cette charte se concentre sur cinq domaines en vue de l'obtention du label "Handycity" :

- Fonction consultative - Sensibilisations
- Accueil de la petite enfance - Inclusion et intégration en milieu scolaire et parascolaire
- Emploi
- Accessibilité plurielle : informations, transports, parkings
- Inclusion dans les loisirs : sport, culture, nature, événements

Considérant que plusieurs projets et actions ont été entamés depuis la signature de la charte :

- Les midis de l'inclusion ;
- Handi'Cap Ensemble ;
- Sensibilisation communale aux boucles piétonnes ;
- Redynamisation du Conseil consultatif de la personne porteuse d'un handicap ;
- Balades à vélos - Babelbike ;
- Activité de sensibilisation lors de la journée sans voitures ;
- Diverses formations pour la chargée de projets "Handicap".

Considérant que chacun de ces projets font l'objet d'une fiche détaillée reprise en annexe de la présente délibération ;

Considérant les projets d'action à venir :

- Etablir un profil de fonction "Référént Handistreaming" et désigner sous ce terme la fonction de chargé de projets "Handicap" ;
- Poursuivre et encourager la formation continue de la personne désignée "Référént Handistreaming" ;
- Présenter le service Contact Plus et ses assistantes sociales comme "Handicontact" ;
- Constitution d'un groupe de travail inter-services afin d'implémenter le handicap dans toutes les compétences communales ;
- Traduire progressivement les documents et procédures administratives selon la méthode FALC (Facile A Lire et à Comprendre) ;
- Poursuivre la sensibilisation du personnel (handicap invisible, initiation à la langue des signes, boucles piétonnes...) ;
- Proposer annuellement le programme "Handi'Cap Ensemble" en le construisant avec le tissu associatif et les partenaires locaux ;
- Promouvoir la sensibilisation au handicap chez les enfants et adolescents ;
- Prévoir une activité sportive et/ou culturelle ;
- Encourager la participation citoyenne en mobilisant le Conseil consultatif de la personne porteuse d'un handicap pour le développement d'activités concrètes à leur niveau et en leur permettant d'assister à d'autres Conseils consultatifs ;
- Poursuivre la collaboration avec le service Mobilité pour la mise en place de balades à vélos adaptés ;
- Encourager et soutenir le service Mobilité pour la réalisation d'un audit des trottoirs qui permettra notamment de rendre l'espace public plus accessible ;
- Proposer des actions de sensibilisation au handicap lors des événements communaux qui se déroulent dans l'espace public.

PREND POUR INFORMATION

1. Les projets et actions entrepris depuis la signature de la charte pour l'inclusion de la personne en situation de handicap ;
2. Les projets d'actions envisagés pour poursuivre et favoriser la mise en place du handistreaming.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Charte en Handycity label - Opvolging van de projecten en acties die in 2025 worden uitgevoerd

Traduction à venir

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

Formations.pdf, Conseil consultatif.pdf, Projets futurs.pdf, Babbelbike.pdf, Boucles piétonnes.pdf, Handi Cap Ensemble.pdf, Journée sans voitures.pdf, Midis de l'inclusion.pdf

Garage communal - Gemeentelijke garage

17.11.2025/A/0022 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL URBAN STEP en vue de se rendre le mardi 23 décembre 2025 rue Picard à 1000 Bruxelles.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une quatrième demande cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL URBAN STEP en vue de se rendre le mardi 23 décembre 2025 rue Picard à 1000 Bruxelles ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et à l'ASBL URBAN STEP.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et à l'ASBL URBAN STEP

Responsable Monsieur Ivoha Perdomo
Rue Général Fivé, 18
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller/retour) un groupe de maximum 15 personnes faisant partie du public de l'ASBL URBAN STEP entre Etterbeek et 1000 Bruxelles.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL URBAN STEP

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

l'ASBL URBAN STEP intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL URBAN STEP

l'ASBL URBAN STEP s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL URBAN STEP devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL URBAN STEP est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

l'ASBL URBAN STEP est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL URBAN STEP est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL URBAN STEP ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

l'ASBL URBAN STEP est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW URBAN STEP op 23 december 2025 om naar Picardstraat 1000 Brussels te gaan.

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de vierde aanvraag is voor het jaar ;

Overwegende dat de vzw URBAN STEP vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op dinsdag 23 december 2025 om naar Picardstraat, 1000 Brussels te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

Overwegende dat na analyse is vastgesteld dat de bestemming kampt met beperkte toegankelijkheid via het beschikbare openbaar vervoer, wat aanzienlijke hindernissen oplevert voor potentiële reizigers;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw URBAN STEP goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

en de vzw URBAN STEP

Verantwoordelijke meneer Ivoha Perdomo
Generaal Fivéstraat 18
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”
wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 15 personen, die deel uitmaken van het publiek van VZW URBAN STEP tussen Etterbeek en 1000 Brussels.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw URBAN STEP.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw URBAN STEP komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw URBAN STEP

De vzw URBAN STEP verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw URBAN STEP de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw URBAN STEP -aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw URBAN STEP moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw URBAN STEP de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw URBAN STEP of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw URBAN STEP is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Re_ Demande de réservation bus - stages hiver 2025.msg

17.11.2025/A/0023

Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'Institut Sainte Anne en vue de se rendre le mardi 30 juin 2026 à 1472 Vieux-Genappe.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande pour l'année 2026 ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'INSTITUT SAINTE ANNE en vue de se rendre le mardi 30 juin 2026 à 1472 Vieux-Genappe ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune

d'Etterbeek et l'INSTITUT SAINTE ANNE :
Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'INSTITUT SAINTE ANNE
Représentée par Monsieur Mohsen Ombelets
Rue du Fort de Bonnelles 8
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».
Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller-retour) un groupe de maximum 54 personnes, faisant partie du public de l'INSTITUT SAINTE ANNE, entre Etterbeek et Vieux-Genappe le 30 juin 2026.
Un chauffeurs est également mis à disposition de l'INSTITUT SAINTE ANNE.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'INSTITUT SAINTE ANNE intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'INSTITUT SAINTE ANNE

L'INSTITUT SAINTE ANNE s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'INSTITUT SAINTE ANNE devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'INSTITUT SAINTE ANNE est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'INSTITUT SAINTE ANNE est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'INSTITUT SAINTE ANNE est tenu de remplir toutes les

formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.
Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'INSTITUT SAINTE ANNE ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'INSTITUT SAINTE ANNE est seul responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge. Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre. La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) aan het Institut Sainte Anne op dinsdag 30 juni 2026 om naar 1472 Vieux-Genappe te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de eerste aanvraag is voor 2026 ;

Overwegende dat de INSTITUUT SINT ANNE gevraagd heeft van een gemeentebus (heen- en terugrit) op dinsdag 30 juni 2026 om naar 1472 Vieux-Genappe te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden ;

BESLIST om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de Gemeente Etterbeek en INSTITUUT SINT ANNE goed te keuren.

Tussen het Gemeentebestuur van Etterbeek
Kasernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en INSTITUUT SINT ANNE
Vertegenwoordigd door Mijnheer Mohsen Ombelets
Fort van Boncellesstraat 8
1040 Etterbeek

De zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"
Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer van een groep van maximaal 54 personen, die deel uitmaken van het publiek van het INSTITUUT SINT ANNE, tussen 1472 Vieux-Genappe en Etterbeek op dinsdag 30 juni 2026 ;

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het INSTITUUT SINT ANNE.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het INSTITUUT SINT ANNE komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het INSTITUUT SINT ANNE.

Het INSTITUUT SINT ANNE verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het INSTITUUT SINT ANNE de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het INSTITUUT SINT ANNE aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het INSTITUUT SINT ANNE moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het INSTITUUT SINT ANNE de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het INSTITUUT SINT ANNE of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het INSTITUUT SINT ANNE is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening. De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

RE_2 demandes.msg

17.11.2025/A/0024

Mise à disposition d'un bus communal pour l'ASBL la Tour de Babel (aller-retour) le samedi 6 décembre 2025 et le dimanche 7 décembre 2025 en vue de se rendre à 5570 Beauraing.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus pour l'ASBL la Tour de Babel (aller-retour) le samedi 6 décembre 2025 et le dimanche 7 décembre 2025 en vue de se rendre à 5570 Beauraing.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL la Tour de Babel ;

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL la Tour de Babel

Chau. de Wavre, 626

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller-retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de l'ASBL la Tour de Babel, entre Etterbeek et 5570 Beauraing le 6 décembre 2025 et le 07 décembre 2025.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL la Tour de Babel.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL la Tour de Babel intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL la Tour de Babel

L'ASBL la Tour de Babel s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL la Tour de Babel devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL la Tour de Babel est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL la Tour de Babel est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL la Tour de Babel est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de

l'ASBL la Tour de Babel ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL la Tour de Babel est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor VZW la Tour de Babel (heen- en terugrit) op zaterdag 6 december 2025 en zondag 7 december naar 5570 Beauraing te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat de vzw la Tour de Babel vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op zaterdag 6 december 2025 en op zondag 7 december 2025 naar 5570 Beauraing te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw la Tour de Babel goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En de vzw la Tour de Babel

Waverssteenweg, 626

1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw la Tour de Babel, tussen Etterbeek en 5570 Beauraing op 06 december 2025 en op 7 december 2025.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw la Tour de Babel.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw la Tour de Babel komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichtingen van de vzw la Tour de Babel

De vzw la Tour de Babel verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw la Tour de Babel de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit "normale" slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw la Tour de Babel aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw la Tour de Babel moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw la Tour de Babel de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw la Tour de Babel of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele

verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw la Tour de Babel is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Demande de réservation du bus communal – déplacement à Beauraing (Belgique).msg

Service du développement économique et commercial - Dienst voor Economische en Commerciële Ontwikkeling

17.11.2025/A/0025 **Convention relative au soutien financier de la commune d'Etterbeek à l'ASBL Team Belgium Gelato dans le cadre de sa participation à la Gelato World Cup 2026**

Le conseil communal,

Considérant que l'ASBL Team Belgium Gelato a été sélectionnée pour représenter officiellement la Belgique à la Gelato World Cup 2026 qui se déroulera en janvier 2026 ;

Considérant que cette compétition constitue la référence mondiale dans le domaine de la glace artisanale, rassemblant les meilleurs glaciers et attirant plus de 200 000 visiteurs avec une couverture médiatique internationale ;

Considérant que l'équipe est composée d'artisans glaciers belges de haut niveau, dont Monsieur Jose Romero, gérant de l'établissement « Pepe » situé chaussée de Wavre, dans le quartier de la Chasse ;

Considérant que, en tant que commerçant etterbeekois, monsieur Romero sollicite le soutien de la commune ;

Considérant que ce soutien communal permet de :

- valoriser un commerce local ;
- renforcer l'attractivité de la Chaussée de Wavre qui subit une vacance commerciale importante ;
- donner une image positive de la commune qui soutient le commerce local ;
- encourager et inspirer d'autres commerçants à innover et à s'établir sur la commune ;

Considérant que la Commune n'a pas pour habitude d'accorder ce type de sponsoring, mais qu'à titre exceptionnel, et compte tenu du contexte particulier du quartier de la Chasse, il est proposé de soutenir cette initiative, afin d'accompagner la relance commerciale et l'image positive du quartier ;

Considérant que le budget global du projet s'élève à 53 000 €, et que l'ASBL propose plusieurs formules de sponsoring allant de 500 € à 10 000 € ;

Considérant qu'un soutien de 2 000 € (formule Argent) représente un équilibre pertinent permettant une visibilité tout en restant proportionné aux capacités budgétaires communales et au traitement équitable des autres commerçants ;

Considérant que le montant devrait être imputé à l'article budgétaire 520 332 02 02 ;

Considérant qu'en sa séance du 17 septembre 2025, le collège des bourgmestre et échevin a approuvé l'octroi d'un subside exceptionnel de 2000 (formule argent) à l'ASBL Team Belgium Gelato ;

DECIDE d'accorder un subside exceptionnel de 2000€ aux conditions reprises dans la convention tel que reprise ci-dessous :

CONVENTION DE SUBVENTION

Entre les soussignés,

LA COMMUNE D'ETTERBEEK, représentée par le Bourgmestre, Vincent De Wolf et la secrétaire communale, Annick Petit, ci-après dénommée « la Commune », et

Et d'autre part,

L' A S B L *Team Belgium Gelato*, dont le siège est établi à , enregistrée à la BCE sous le n° , représentée par M. Fabio Marasti, Président, et M. José Roméro, ci-après dénommé « le Bénéficiaire ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'un soutien financier exceptionnel accordé par la Commune d'Etterbeek à l'ASBL *Team Belgium Gelato* dans le cadre de sa participation à la Gelato World Cup 2026.

Ce soutien est accordé en raison de l'ancrage local de l'un des membres de l'équipe, gérant d'un établissement situé sur le territoire de la Commune (chaussée de Wavre 758), et s'inscrit dans la volonté d'Etterbeek de valoriser et de dynamiser le quartier de la Chasse.

Article 2 – Nature et montant du soutien

Moyennant le respect des conditions stipulées dans la présente convention, le bénéficiaire perçoit un soutien de 2 000 €, ce qui équivaut à la formule « Soutien Argent » reprise dans

le dossier de sponsoring du bénéficiaire.

Ce montant constitue une contribution au financement des frais liés à la préparation et à la participation de l'équipe à la compétition.

Article 3 – Engagements du bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à :

- assurer la visibilité de la Commune par la mention du soutien communal dans ses communications officielles liées à la Gelato World Cup 2026 ;
- mettre en avant le quartier commerçant dans lequel l'établissement etterbeekois est établi : le quartier de la chasse ;
- faire un remerciement explicite public sur les réseaux sociaux et/ou dans les médias;
- participer effectivement à la Gelato World Cup 2026. En cas de non-inscription ou de non-participation effective, sauf cas de force majeure dûment justifié, le Bénéficiaire s'engage à rembourser intégralement la subvention perçue ;
- maintenir l'établissement concerné sur le territoire de la Commune pendant une période minimale de six mois suivant la perception du subside, sauf circonstances exceptionnelles indépendantes de sa volonté (fermeture imposée, cas de force majeure ou réaffectation temporaire justifiée) ;
- remettre à la Commune, au plus tard deux mois après la clôture de l'événement, un rapport succinct indiquant l'utilisation du subside et les actions de visibilité réalisées ;

Le service Économie de la Commune se tient à la disposition du bénéficiaire pour lui fournir le logo de la commune et toute mention officielle nécessaire.

Article 4 – Modalités de liquidation de la prime

Le montant du subside sera versé en une fois, sur le compte bancaire de l'ASBL *Team Belgium Gelato* dont le numéro est le suivant :
BE.....

Le versement interviendra après l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et la signature de la convention par les deux parties.

Article 5 – Litige

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis au Collège des Bourgmestre et Echevins pour décision.

Fait à Etterbeek en 2 exemplaires originaux, le

Chaque partie reconnaît avoir reçu un exemplaire signé de cette convention et avoir paraphé toutes les pages.

POUR LA COMMUNE

Annick PETIT
WOLF

Secrétaire communale

Vincent DE

Bourgmestre

POUR L'ASBL TEAM BELGIUM GELATO

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Overeenkomst betreffende de financiële steun van de gemeente Etterbeek aan de vzw Team Belgium Gelato in het kader van haar deelname aan de Gelato World Cup 2026

De gemeenteraad,

overwegende dat de vzw Team Belgium Gelato werd geselecteerd om België officieel te vertegenwoordigen op de Gelato World Cup 2026 in januari 2026;

overwegende dat deze competitie wereldwijd geldt als de referentie op het vlak van ambachtelijk ijs, waarbij de beste ijsbereiders samenkomen en meer dan 200.000 bezoekers aantrekt, met internationale media-aandacht;

overwegende dat het team bestaat uit Belgische ambachtelijke ijsbereiders van hoog niveau, waaronder de heer Jose Romero, uitbater van de zaak "Pepe" gelegen aan de Waversesteenweg, in de Jachtwijk;

overwegende dat de heer Romero, als Etterbeekse handelaar, de steun van de gemeente vraagt;

overwegende dat deze gemeentelijke steun toelaat om:

- een lokale handelszaak in de kijker te zetten;
- de aantrekkelijkheid van de Waversesteenweg te versterken, die momenteel kampt met een hoge leegstand;
- een positief imago van de gemeente uit te dragen als ondersteuner van lokale handel;
- andere handelaars aan te moedigen en te inspireren om te innoveren en zich in de gemeente te vestigen;

overwegende dat de gemeente doorgaans geen sponsoring van deze aard toekent, maar dat, gezien de bijzondere context van de Jachtwijk, wordt voorgesteld om deze uitzonderlijke steun te verlenen, ter ondersteuning van de commerciële heropleving en het positieve imago van de wijk;

overwegende dat het totale budget van het project 53.000 euro bedraagt en dat de vzw verschillende sponsorformules aanbiedt, van 500 tot 10.000 euro;

overwegende dat een steun van 2.000 euro (zilveren formule) een relevant evenwicht vormt, dat zichtbaarheid biedt en tegelijk proportioneel blijft ten opzichte van de gemeentelijke budgettaire mogelijkheden en een eerlijke behandeling van andere handelaars waarborgt;

overwegende dat het bedrag moet worden ingeschreven op begrotingsartikel 520 332 02 02;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 17 september 2025 goedkeuring heeft gegeven voor de toekenning van een uitzonderlijke subsidie van 2000 euro (zilveren formule) aan de vzw Team Belgium Gelato;

BESLIST

om een uitzonderlijke subsidie van 2000 euro toe te kennen onder de voorwaarden uit de onderstaande overeenkomst:

SUBSIDIEOVEREENKOMST

Tussen de ondergetekenden,

DE GEMEENTE ETTERBEEK, vertegenwoordigd door de burgemeester, Vincent De WOLF, en de gemeentesecretaris, Annick Petit, hierna “de gemeente” genoemd, en

anderzijds,

de vzw *Team Belgium Gelato*, waarvan de zetel is gevestigd in, geregistreerd in het KBO onder het nummer, vertegenwoordigd door Fabio Marasti, voorzitter, et José Roméro, hierna “de begunstigde” genoemd.

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst

Deze overeenkomst bepaalt de voorwaarden voor de uitzonderlijke financiële steun van de gemeente Etterbeek aan de vzw *Team Belgium Gelato* in het kader van haar deelname aan de Gelato World Cup 2026.

Deze steun wordt toegekend vanwege de lokale verankering van een van de teamleden, uitbater van een zaak gelegen op het grondgebied van de gemeente (Waversesteenweg 758) en kadert in de wens van Etterbeek om de Jachtwijk te valoriseren en te versterken.

Artikel 2 – Aard en bedrag van de steun

Onder voorbehoud van naleving van de voorwaarden uit deze overeenkomst ontvangt de begunstigde een steunbedrag van 2.000 euro. Dit is de formule “Soutien Argent” uit het sponsordossier van de begunstigde.

Dit bedrag vormt een bijdrage in de financiering van de kosten voor de voorbereiding en de deelname van het team aan de competitie.

Artikel 3 – Verbintenissen van de begunstigde

De begunstigde verbindt zich ertoe:

- de zichtbaarheid van de gemeente te verzekeren door de gemeentelijke steun in zijn officiële communicatie over de Gelato World Cup 2026 te vermelden;
- de handelswijk waarin de Etterbeekse zaak gevestigd is, namelijk de Jachtwijk, in de kijker te zetten;
- een uitdrukkelijk en openbaar dankwoord te uiten via sociale media en/of in de pers;
- daadwerkelijk deel te nemen aan de Gelato World Cup 2026. In geval van niet-inschrijving of niet-deelname, behalve bij een gerechtvaardigd geval van overmacht, verbindt de begunstigde zich ertoe het ontvangen subsidiebedrag volledig terug te betalen;
- de betrokken zaak gedurende minstens zes maanden na ontvangst van de subsidie op het grondgebied van de gemeente te behouden, tenzij in uitzonderlijke omstandigheden buiten zijn wil (verplichte sluiting, overmacht of gerechtvaardigde tijdelijke herbestemming);
- uiterlijk twee maanden na afloop van het evenement een beknopt verslag aan de

gemeente te bezorgen waarin het gebruik van de subsidie en de uitgevoerde zichtbaarheidsacties worden toegelicht.

De dienst Economie van de gemeente bezorgt het logo van de gemeente en andere officiële vermeldingen aan de begunstigde.

Artikel 4 – Voorwaarden voor de betaling van de premie

Het subsidiebedrag wordt in één keer uitbetaald op het rekeningnummer van de vzw *Team Belgium Gelato*: BE.....

De storting gebeurt na goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad en ondertekening van de overeenkomst door de twee partijen.

Artikel 5 – Geschillen

Alle geschillen over de interpretatie of de uitvoering van deze overeenkomst worden ter beslissing voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.

Opgemaakt in Etterbeek in 2 originele exemplaren op

Elke partij verklaart een ondertekend exemplaar van deze overeenkomst te hebben ontvangen en alle pagina's te hebben geparafeerd.

VOOR DE GEMEENTE

Annick PETIT
WOLF

Gemeentesecretaris

Vincent DE

Burgemeester

VOOR DE VZW TEAM BELGIUM GELATO

Fabio Marasti
Roméro

José

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

collège approuvé GWC26.pdf,

Dossier_Sponsoring_Team_Belgium_Gelato_World_Cup_2026_v3.pdf, demande GWC.docx

Secrétariat - Secretariaat

17.11.2025/A/0026

**Interpellation de Monsieur Pieterjan Vanden Boer relative à l'avenir du site actuel du
Maalbeek.**

La VGC examine actuellement l'avenir de l'ancien site du Maalbeek. Le maintien d'un point antenne du centre communautaire (« gemeenschapscentrum ») à cet endroit est envisagé, mais sa réalisation ne semble possible qu'à plus long terme, compte tenu des travaux nécessaires et du déménagement du Centre communautaire vers le boulevard de la Plaine, prévu entre novembre 2026 et janvier 2027.

Entre-temps, je m'inquiète, avec des habitants, de la continuité de l'offre locale. Une habitante m'a signalé que sa famille participe actuellement à des activités sportives et à des stages pendant les vacances scolaires. Ils craignent qu'après le déménagement, il n'y ait plus d'offre dans le quartier.

Mes questions au collègue sont dès lors les suivantes :

1. Comment sera-t-il prévu de maintenir une offre d'activités sportives et culturelles dans le quartier autour de l'actuel site du Maalbeek quand une partie du centre communautaire aura déménagé ?
2. La commune entame-t-elle une concertation avec la VGC à ce sujet ? Quelle position la commune adopte-t-elle ?
3. Après le déménagement du Maalbeek, la commune organisera-t-elle encore des stages et des camps d'été pendant les périodes de vacances dans ce quartier ?
4. Les habitants du quartier pourront-ils être associés à la réflexion sur l'avenir de ce site et sur l'aménagement éventuel d'un point antenne ?

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van Mijnheer Pieterjan Vanden Boer betreffende de toekomst van de huidige Maalbeeksite.

De VGC onderzoekt momenteel de toekomst van de oude Maalbeeksite. Het behouden van een antennepunt van het Gemeenschapscentrum op die plek wordt overwogen, maar de realisatie lijkt pas op langere termijn mogelijk, gezien de noodzakelijke verbouwingen en de verhuis van het GC naar de Pleinlaan, gepland tussen november 2026 en januari 2027.

In tussentijd maak ik mij, samen met inwoners, zorgen over de continuïteit van het lokale aanbod. Een inwoner wees me erop dat haar familie er nu deelneemt aan sportactiviteiten en stages tijdens de schoolvakanties. Zij vrezen dat er na de verhuis geen aanbod meer zal zijn in de buurt.

Daarom mijn vragen aan het College:

1. Hoe wordt er op voorzien in een aanbod van sportieve en culturele activiteiten in de wijk rond de huidige Maalbeeksite, eens een deel van het GC verhuisd is?
2. Gaat de gemeente hierover in overleg met de VGC? Welke positie neemt de gemeente hierover in?
3. Zal de gemeente in na de verhuis van de Maalbeek nog zomerkampen en stages organiseren tijdens de vakantieperiodes in deze wijk?
4. Kunnen de buurtbewoners betrokken worden bij de reflectie over de toekomst van deze site en de invulling van een mogelijk antennepunt?

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur Van Bockstal :

Merci Monsieur le bourgmestre :

Merci chère(s) collègues.

Un peu de clarté pour chacun et chacune, le site du Maelbeek comprend, avec l'entrée actuelle sur l'avenue d'Auderghem, le « Go onderwijs » et la salle de sport, Rue du Cornet, la salle de fête fermée depuis 10 ans et l'internat fermé depuis 25 ans.

N'oubliez donc pas ces éléments là si vous informez vos voisins, puisque nos retours sont que les riverains ne sont pas très contents au niveau de la gestion du VGC.

L'étude, Monsieur Vanden Boer, de la VGC date d'août 2024.

Je pense qu'au Collège, une lettre a été adressée à la VGC. Monsieur Vanden Boer a alors demandé de reporter l'envoi de cette lettre. Il devait contacter une certaine présidente du collège de la VGC, madame Van den Brandt.

Dans cette lettre, je lis ce qui est écrit, je lis littéralement ce qui a été écrit :

« Nous regrettons qu'il n'y ait pas eu de consultation préalable avec la commune pour discuter du contenu de cette mission et parvenir à un accord à ce sujet. »

De plus, la mission a été publiée par la VGC sur une plateforme payante – un service public, comprenez-vous qu'ils agissent ainsi ? – ce qui a échappé à l'administration communale.

Dans cette lettre, nous demandons le retrait – les membres du collège de 2024 – pour cette procédure de négociation simplifiée, donc une procédure simplifiée pour le VGC sur un site de Maelbeek qui vous intéresse aujourd'hui qui vaut plus que des dizaines de millions, aucun contact préalable.

De plus, la VGC, principale responsable de la politique culturelle de la Flandre, fait référence à tort au décret sur la politique culturelle locale au lieu du décret sur la politique culturelle supralocale. L'un des décrets date de 2012, l'autre entrera en vigueur en 2025.

Nous ne souscrivons donc pas non plus à votre question, Monsieur Vanden Boer, lorsque vous évoquez le déménagement du centre communautaire.

Mais qui a jamais approuvé cela ? Y a-t-il quelqu'un dans cette salle qui approuve le déménagement du centre culturel ?

Monsieur, mon cher collègue Madrane, tu as entendu que le Centre Culturel Senghor va déménager à Ixelles ?

On a souscrit ça ?

Nous avons donc effectivement déclaré que nous ne renvoyons pas, nous n'acceptons pas qu'il ne reste qu'un simple point d'ancrage comme vous l'écrivez dans votre question et nous affirmons que nous souhaitons conserver un centre communautaire à part entière sur notre territoire, comme décrit dans la politique culturelle.

Pour votre information, il existe également, d'après les couloirs où nous avons de nombreux contacts avec la VGC, je peux vous informer, Monsieur le trésorier financier, que la probabilité la plus forte est que la VGC se contentera de vendre les bâtiments - l'objectif de VGC est simplement de vendre le site du Maelbeek pour avoir l'argent nécessaire pour d'autres palais de culture néerlandophones.

Donc, sur écriture de la VGC, Monsieur Vanden Boer, c'est-à-dire sur écriture du collège, le collège étant les secrétaires d'État et ministres néerlandophones, cette mission, écoutez bien – réponse du collège de la VGC : cette mission est une mission d'étude préparatoire à la prise de décision politique. - donc pourquoi est-ce qu'ils disent ceci on ne considère pas

que c'est une étude avec un impact financier énorme puisqu'ils ont écrit cette étude pour avoir des discussions préparatoires pour des informations pour le collège suivant - une étude préparatoire visant à dresser un état des lieux indépendant du site afin que le prochain collège de la Communauté flamande puisse prendre les décisions qui s'imposent. Lettre signée par les trois ministres.

Cher collègue, puis-je vous rappeler que vous avez demandé, avec le collège, que cette lettre de la VGC soit clarifiée et que, jusqu'à présent, madame Van den Brandt, en tant que présidente du collège de la VGC et responsable de la politique urbaine, madame Van den Brandt responsable au niveau du gouvernement pour les travaux publics, un centre culturel est un centre public.

Mais par la suite, nous avons appris que la VGC avait soumis le dossier et en avait discuté avec le maître d'œuvre.

Conclusion: Le projet doit tenir compte des contraintes patrimoniales, de la préservation maximale, des normes en vigueur et des fonctions collectives requises. La municipalité souligne une nouvelle fois l'importance d'une communication claire et en temps utile avec le collège, écrit le maître d'ouvrage. Même le maître d'ouvrage, qui n'est plus présent aujourd'hui, mais qui était en fonction à l'époque, attribue à la municipalité un rôle à jouer à cet égard. La commune dispose également de cette information : les réunions ne sont pas des réunions de projet telles que décrites dans le Cobat, la référence urbanistique. Pour la description exacte du point d'ancrage sur lequel je reviens, la VGC renvoie au formulaire de mission publié publiquement que nous, comme vous le comprenez, n'acceptons pas. Je vais être bref, car c'est là l'essentiel.

La situation actuelle : nous avons entendu dire que les contacts entre la VGC et le maître d'œuvre se sont poursuivis, malgré toutes les informations disponibles. Vous êtes au courant et vous n'interrogez pas votre ministre, mais bien l'échevin. N'est-ce pas un peu étrange ?

Le 7 novembre, le Service de l'Urbanisme reçoit une invitation : pendant les mois passés, nous avons continué à la discussion avec le VGC et aujourd'hui, nous voudrions vous consulter encore une fois pour présenter l'état d'avancement, ceci en vue d'une décision du Conseil du VGC mi-décembre.

En concertation avec nos collègues, bien sûr ; mais notre administration, Monsieur, n'a pas encore été informée d'une information, d'un contact du collège. Comment peut-on déjà avoir des contacts avec l'administration si même mes chers membres du collège ne sont même pas encore informés ? Dixit avancement du VGC.

Donc à juste titre le service de l'urbanisme que l'on vient de remercier, fait effectivement la référence, « J'ai pas mandat pour participer à des réunions urbanistiques au sujet du développement du site. »

Le 12 novembre, Mme la secrétaire d'État Ans Persoons a soudainement envoyé une invitation à monsieur le Bourgmestre. Quelques jours plus tard, je suppose que madame Persoons a réagi en tant que secrétaire d'État d'Urban Brussels. Vous le savez déjà, j'ai dû découvrir tout cela par moi-même. Apparemment, la Région est mieux informée que la commune au sujet du site de Maelbeek. Plus important encore, madame Persoons est également membre du collège compétent pour les centres communautaires. Monsieur le Bourgmestre est donc invité à une réunion, mais nous ne savons pas dans quel but.

Je dois vous avouer sincèrement, Monsieur Vanden Boer, cher collègue, que je me sens quelque peu mal à l'aise de répondre à votre interpellation de manière univoque.

De manière univoque, vous devez finalement adresser vos questions à la présidente de votre collège, Madame Van den Brandt.

Pour répondre à vos questions concrètes, si vous êtes si inquiet depuis 2024 :

Votre question : allons-nous conserver le site après le déménagement du « centre communautaire » ?

Nous demandons donc clairement, le collège et je l'espère le conseil communal, que, conformément aux directives et au décret de la Flandre, la VGC conserve également un centre communautaire à part entière à Etterbeek. L'infrastructure actuelle de la rue Leman restera en place jusqu'en 2027 et, comme vous le savez, les différentes initiatives auxquelles le Maelbeek est également invité à participer continueront d'exister, non seulement dans le quartier du Maelbeek , mais aussi dans le quartier d'Etterbeek, où un centre communautaire est en activité.

Donc, votre question : la commune va-t-elle se concerter avec la VGC ?

Nous regrettons toujours le manque de concertation et d'information concernant ce centre communautaire de la VGC. Pour le site du Maelbeek, qui est extrêmement important et qui a un impact sur la vie sociale, la commune n'est même pas impliquée. Sur le site du Maelbeek , on peut lire : « Ceux qui connaissent un peu notre commune savent que la gare d'Etterbeek se trouve en fait juste de l'autre côté de la frontière » – le site du Maelbeek , ils sont forts quand même. Et cela vaut également pour le futur bâtiment. Comme nous voulons conserver le lien avec le centre d'Etterbeek, nous conservons un point d'ancrage, un point d'ancrage qu'ils veulent maintenir comme un centre culturel. Cela aurait dû être le cœur de votre interpellation, monsieur Vanden Boer.

La commune organisera-t-elle des camps d'été après le déménagement ?

Les camps d'été ne sont pas uniquement organisés par la commune, mais sont également soutenus par la VGC, initiés et organisés par la Flandre.

Les habitants peuvent-ils être associés à la réflexion sur l'avenir?

Monsieur le bourgmestre, en conclusion, on demande, est ce que les riverains pourront être invités pour participer à la discussion ? Monsieur Vanden Boer, si la VGC et les différents responsables ont le respect de s'adresser à la commune, celle-ci a toujours soutenu les grands projets par la participation, l'information et diverses réunions.

Je vous remercie.

Monsieur le Bourgmestre

Donc Monsieur Vanden Boer, je voulais quand même vous dire que je crois que, selon l'avis de l'échevin Van Bockstal, votre interpellation est bien sûr valable, mais à la bruxelloise, un peu fort de café, un peu fort de café.

Et vous avez fortement inquiété l'échevin de la santé parce que vous devez savoir que depuis le moment où Monsieur Van Bockstal a reçu l'interpellation, son rythme cardiaque n'a plus baissé et j'ai dû aller le trouver avant la réponse en disant calme menneke, calme.

C'était presque réussi, mais à la fin, c'était tout de même un peu difficile, donc vous avez pris des risques avec la santé de l'échevin, vous devez le savoir. Vous avez la parole.

Monsieur Vanden Boer :

Je comprends maintenant pourquoi l'échevin Van Bockstal s'est éclipé un instant pour se calmer. Je suis satisfait de votre réponse, qui m'a apporté des informations que je n'avais pas encore, donc merci pour cela. En ce qui concerne l'offre culturelle et sportive, et certainement les stages scolaires, y compris pour les stagiaires non néerlandophones, la commune déploie également beaucoup d'efforts pour organiser des stages scolaires. À mon avis, quand on veut, on peut, avec ou sans la VGC.

J'espère qu'il y aura encore des perspectives dans ce domaine à l'avenir.

Merci pour votre réponse.

Mijnheer Van Bockstal:

Dank u mijnheer de Burgemeester, dank u beste collega's,

Even ter verduidelijking voor iedereen: de site van de Maelbeek omvat, naast de huidige ingang aan de Oudergemaal, ook nog de "Go onderwijs" en de sportzaal in de Cornetstraat, de feestzaal die al 10 jaar gesloten is en het internaat dat al 25 jaar gesloten is.

Vergeet deze elementen dus niet wanneer u uw burens informeert, want uit onze feedback blijkt dat de omwonenden niet erg tevreden zijn over het beheer van de VGC.

De studie, mijnheer Vanden Boer, van de VGC dateert van augustus 2024.

Ik denk dat het college, er werd een schrijven gericht aan de VGC. Mijnheer Vanden Boer heeft toen gevraagd dat schrijven uit te stellen.

Hij moest contact opnemen met een zekere college-voorzitter van de VGC, college-voorzitter met name mevrouw Van den Brandt.

In dat schrijven lees ik wat er in de brief staat, ik lees letterlijk wat er geschreven staat:

"Wij betreuren dat er geen voorafgaand overleg was met de gemeente om de inhoud van deze opdracht te bespreken en hierover tot een akkoord te komen."

De opdracht werd bovendien uitgeschreven door de VGC op een betalend platform - een openbare dienst, kan u begrijpen dat ze dat doen? – en waardoor dit door de gemeentelijke administratie is ontsnapt.

In dit schrijven vragen we de terugtrekking – de collegeleden van 2024 – voor deze vereenvoudigde onderhandelingsprocedure, dus een vereenvoudigde procedure voor de VGC op een locatie in Maelbeek die u vandaag interesseert en die dan meer waard is tientallen miljoenen, geen voorafgaand contact.

Bovendien de VGC, de grote verantwoordelijke voor het Cultuurbeleid van Vlaanderen, geeft een verkeerde verwijzing naar het Decreet Lokaal Cultuurbeleid in plaats van Bovenlokaal Cultuurbeleid.

Eén decreet dateert van 2012, het andere decreet gaat in vanaf 2025.

Dus wij onderschrijven ook niet uw vraag mijnheer Vanden Boer, u zegt: de verhuis van het

gemeenschapscentrum.

Maar wie heeft dat ooit goedgekeurd? Is er iemand in de zaal die de goedkeuring van het cultureel centrum goedkeurt?

Mijnheer, mijn beste collega Madrane, heeft u gehoord dat het Cultureel Centrum Senghor gaat verhuizen naar Elsene?

Hebben we dat onderschreven?

Dus hebben wij inderdaad gezegd van wij verwijzen niet, wij aanvaarden niet dat er enkel een louter ankerpunt blijft zoals u schrijft in uw vraag en wij zeggen dat wij een volwaardig gemeenschapscentrum op ons grondgebied wensen te behouden zoals beschreven in het cultuurbeleid.

Er bestaat dus ook, te uwer informatie, vanuit de wandelgangen waar wij veel contacten hebben met de VGC, *Ik kan u informeren, mijnheer de penningmeester, dat de grootste waarschijnlijkheid is dat de VGC de gebouwen louter zal verkopen* - het doel van VGC is simpelweg om de site Maalbeek te verkopen om zo het nodige geld te verkrijgen voor andere Nederlandstalige cultuurpaleizen.

Dus op schrijven van de VGC, mijnheer Vanden Boer, dus het schrijven van het college, college zijnde de Nederlandstalige Staatssecretarissen en Ministers, deze opdracht, luister goed – antwoord van het VGC college : deze opdracht is een beleidsvoorbereidende studieopdracht –

Waarom zeggen ze dit dan?

We beschouwen dit niet als een onderzoek met een enorme financiële impact, aangezien ze dit onderzoek hebben geschreven om voorbereidende discussies te voeren voor informatie voor de volgende collegeperiode - een beleidsvoorbereidende studieopdracht waarbij het de bedoeling is de site onafhankelijk in kaart te brengen zodat het volgende VGC-college mogelijk beslissingen zal treffen.

Schrijven ondertekend door de 3 ministers.

Beste collega, mag ik er u dus aan herinneren dat u samen met het college gevraagd heeft dit VGC schrijven te verduidelijken en dat dus tot op heden mevrouw Van den Brandt als VGC-college voorzitter en verantwoordelijk voor het Stedelijk Beleid, mevrouw Van den Brandt, verantwoordelijk op regeringsniveau voor openbare werken, een cultureel centrum is een openbaar centrum, maar nadien hebben we nog gehoord dat de VGC het dossier heeft ingediend en besproken met de bouwmeester.

De conclusie: het project moet rekening houden met erfgoedbeperkingen, maximaal behoud, geldende normering en vereiste collectieve functies. De gemeente benadrukt nogmaals het belang van een tijdige en duidelijke communicatie met het college, schrijft de bouwmeester.

Zelfs de bouwmeester, vandaag niet meer aanwezig, maar indertijd operationeel, geeft de gemeente een rol om daarin mee te spelen. De gemeente heeft ook in die informatie: de vergaderingen zijn geen projectvergaderingen zoals beschreven in de Cobat, de Stedenbouwkundige verwijzing.

Voor de exacte omschrijving van de ankerplek waar ik terug op val, verwijst de VGC naar het openbaar gepubliceerd opdrachtformulier wat wij, zoals u begrijpt, niet aanvaarden.

Ik zal nu kort zijn, wat dit is de essentie.

De stand van zaken vandaag: wij horen in de wandelgangen dat de contacten zijn verder gelopen tussen de VGC en de bouwmeester, ondanks alle informatie. U bent op de hoogte en u ondervraagt niet uw minister maar wel de schepen. Dat is toch een beetje raar?

Op 7 november krijgt de dienst Stedenbouw - de dienst Stedenbouw ontvangt een uitnodiging: *de afgelopen maanden hebben we de besprekingen met de VGC voortgezet en vandaag willen we u nogmaals raadplegen om de voortgang te presenteren, met het oog op een besluit van de Raad van de VGC medio december.*

In overleg natuurlijk met onze collega's; maar onze administratie mijnheer, is nog niet op de hoogte van een informatie, een contact van het college.

Hoe kunnen we al contact opnemen met de overheid als zelfs mijn beste collega's nog niet eens op de hoogte zijn? Volgens de voortgang van het VGC. De dienst Stedenbouw, die we zojuist hebben bedankt, verwijst dan ook terecht naar het volgende: "Ik heb geen mandaat om deel te nemen aan stedenbouwkundige vergaderingen over de ontwikkeling van de site."

Op datum van 12 november stuurt ineens mevrouw Staatsecretaris Ans Persoons, een uitnodiging aan mijnheer de Burgemeester, enkele dagen nadien, ik vermoed dat mevrouw Persoons als Staatssecretaris van Urban Brussels gereageerd heeft. U weet dat ook al, ik heb dat allemaal moeten uitvinden. Blijkbaar zijn ze bij het Gewest meer op de hoogte dan op gemeentelijk niveau over de Maalbeeksite.

Wat het belangrijkste is, mevrouw Persoons is ook collegelid bevoegd voor de Gemeenschapscentra.

Dus mijnheer de burgemeester wordt uitgenodigd op een vergadering maar we weten niet waartoe.

Ik moet eerlijk zeggen mijnheer Vanden Boer, beste collega, het maakt mij een beetje ongemakkelijk om op uw interpellatie te kunnen antwoorden op een eenduidige manier. Eenduidige manier, u dient uiteindelijk uw vragen te richten aan uw collegevoorzitter mevrouw Van den Brandt.

Naar uw concrete vragen toe, als u toch zo ongerust bent sinds 2024:

Uw vraag: behouden wij de site als het gemeenschapscentrum verhuisd is?

Wij vragen dus, het college en ik hoop de gemeenteraad, duidelijk dat namens de richtlijnen, het decreet van Vlaanderen de VGC ook een volwaardig gemeenschapscentrum in Etterbeek behoudt. De huidige infrastructuur aan de Lemanstraat blijft tot 2027 en zoals u weet, de verschillende initiatieven waarbij ook de Maalbeek uitgenodigd wordt om wijkinitiatieven te nemen zullen blijven bestaan, niet enkel in de wijk van de Maalbeek moet behoren maar in de wijk van Etterbeek waar een gemeenschapscentrum functioneert.

Dus uw vraag: gaat de gemeente in overleg met de VGC?

Wij betreuren nog steeds het gebrek aan overleg en informatie over dit gemeenschapscentrum van de VGC. Voor de Maalbeeksite, die enorm belangrijk is, die een impact heeft op het sociale leven, wordt de gemeente niet eens betrokken.

Op de Maalbeeksite leest men: "wie een beetje thuis is in onze gemeente weet dat het station van Etterbeek eigenlijk net over de grens ligt" – de Maalbeeksite, ze zijn toch wel sterk. En dat betekent dus ook hetzelfde met het toekomstig gebouw. Omdat we de band met het centrum van Etterbeek willen bewaren, behouden we een akerpunt, een

ankerpunt dat ze willen behouden als cultureel centrum. Dat had de essentie van uw interpellatie moeten zijn mijnheer Vanden Boer.

Zal de gemeente na de verhuis zomerkampen organiseren?

De zomerkampen zijn niet alleen door de gemeente georganiseerd maar worden door de VGC ondersteund door Vlaanderen geïnitieerd en georganiseerd.

Kunnen de bewoners betrekken worden bij de reflectie over de toekomst?

Mijnheer de burgemeester, tot slot wordt er gevraagd of de omwonenden uitgenodigd kunnen worden om deel te nemen aan de discussie? Mijnheer Vanden Boer, als de VGC, als de verschillende verantwoordelijken respect hebben om met de gemeente te spreken, heeft de gemeente altijd grote projecten gesteund met participatie, met informatie, met verschillende vergaderingen.

Ik dank u.

Mijnheer de Burgemeester:

Dus, meneer Vanden Boer, ik wilde u toch zeggen dat ik denk dat in de mening van de schepen Van Bockstal, uw interpellatie is natuurlijk geldig maar op z'n Brussels een beetje *fort de café*, een beetje *fort de café*.

En u hebt de schepen van volksgezondheid ernstig verontrust, want u moet weten dat sinds het moment dat de heer Van Bockstal de interpellatie ontving, zijn hartslag niet meer is gedaald en ik hem vóór het antwoord moest gaan zoeken om hem te zeggen: kalm menneke, kalm.

Het was bijna gelukt maar op het einde was het toch een beetje moeilijk, dus u heeft risico's genomen met de gezondheid van de schepen. Dat moet u weten. U heeft het woord.

Mijnheer Vanden Boer:

Nu begrijp ik waarom schepen Van Bockstal even nog naar buiten vluchtte om zich te kalmeren. Ik ben tevreden met uw antwoord, informatie die ik nog niet had, dus bedankt daarvoor. Over het culturele en sport aanbod en zeker de schoolstages ook voor niet Nederlandstalige stages, doet de gemeente ook veel moeite om schoolstages te organiseren. Volgens mij als er een wil is, is er een weg om ook in die buurt nog dat te doen, met de VGC of zonder. Ik hoop dat er in de toekomst nog perspectief is daar ook. Bedankt voor u antwoord.

17.11.2025/A/0027

Interpellation de Madame Audrey Petit concernant l'élection d'un président du Conseil communal.

Lors de la précédente législature, le Conseil communal avait choisi d'élire un président distinct du bourgmestre ; cela s'était d'ailleurs très bien passé.

Notre règlement d'ordre intérieur le permet toujours, à l'article 10.

Dans la plupart des communes bruxelloises — Uccle, Woluwe-Saint-Pierre, Woluwe-Saint-Lambert, Ixelles, Forest, Bruxelles-Ville, Saint-Gilles, Anderlecht, Watermael-Boitsfort et Koekelberg — la présidence du Conseil est assurée par une personne distincte du bourgmestre, permettant ainsi de bien séparer les rôles.

Est-il prévu de procéder à l'élection d'un président du Conseil communal prochainement?

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van mevrouw Audrey Petit over de verkiezing van een voorzitter van de gemeenteraad.

Tijdens de vorige legislatuur had de gemeenteraad ervoor gekozen een voorzitter te verkiezen die niet de burgemeester was. Dit is overigens zeer goed verlopen. Ons huishoudelijk reglement laat dit nog steeds toe, in artikel 10.

In de meeste Brusselse gemeenten (Ukkel, Sint-Pieters-Woluwe, Sint-Lambrechts-Woluwe, Elsene, Vorst, Stad Brussel, Sint-Gillis, Anderlecht, Watermaal-Bosvoorde en Koekelberg) wordt het voorzitterschap van de raad waargenomen door een persoon die niet de burgemeester is, waardoor de rollen duidelijk gescheiden blijven.

Is het voorzien om binnenkort over te gaan tot de verkiezing van een voorzitter van de gemeenteraad?

De raad hoort de interpellatie.

Madame Vandersande :

Puis-je prendre la parole Monsieur le bourgmestre ?

Monsieur le Bourgmestre :

Si vous demandez la parole, vous la recevez.

Madame Vandersande :

Alors permettez-moi, avant de répondre à votre question, de rappeler brièvement ce qu'implique la fonction de président du Conseil communal telle que décrite notamment par la loi communale.

Le président du Conseil communal dirige les travaux du Conseil, assure la police de l'Assemblée, convoque les réunions, fixe l'ordre du jour, préside les séances, veille au bon déroulement des débats et garantit le respect de l'ordre au sein de l'Assemblée.

Depuis 11 mois, nos débats se déroulent dans un climat productif et respectueux. Chacun a pu s'exprimer, débattre, voter et délibérer sur l'ensemble des points essentiels pour notre commune et ses habitantes et ses habitants. Personne n'a contesté jusqu'ici la qualité du fonctionnement de notre conseil.

Lors de la séance d'installation du nouveau conseil communal, la majorité n'a pas déposé

d'acte de présentation pour désigner un président distinct du bourgmestre. Ce n'est pas un oubli, c'est un choix politique assumé.

Le rôle de président du Conseil exercé par le bourgmestre favorise la cohérence entre les décisions que nous prenons ici et leur mise en œuvre par le collège. Il est le pivot institutionnel entre l'Assemblée délibérante et l'exécutif communal.

Dans ce contexte, nous estimons que maintenir le bourgmestre à la présidence du Conseil communal est le choix le plus responsable et le plus fidèle à la confiance que les etterbeekois lui ont accordé dans les urnes.

La rigueur, l'expérience et la maîtrise des dossiers dont fait preuve Monsieur le bourgmestre sont des atouts indéniables face aux défis économiques, sociaux, politiques et institutionnels que nous devons affronter. Dans ses interventions, sa pédagogie et l'humanité dont il fait preuve contribuent à éclairer nos débats et à donner du sens au choix proposé.

Vous évoquez une éventuelle plus-value démocratique a désigné un président qui ne serait pas le bourgmestre, nous ne la voyons pas. Le cadre légal le permet-il ne l'impose pas. Et notre pratique démontre que la qualité du débat démocratique n'en souffre nullement. Nos séances sont publiques, désormais retransmises en ligne. Chacun peut juger en toute transparence du sérieux et de l'équilibre de nos travaux.

Aujourd'hui, la majorité assume donc un choix clair. Le bourgmestre, par son expérience et sa solidité incontestables, est la personne la mieux placée pour conduire les travaux de ce Conseil.

Nous maintenons ce choix en pleine conscience et en toute loyauté vis-à-vis des électrices et des électeurs qui nous ont confié leur mandat.

Madame Bataille :

Monsieur le Président, chers collègues.

L'enjeu de la présidence du Conseil communal, assuré par une autre personne que le bourgmestre est une question à laquelle notre groupe est aussi sensible. C'est parce que nous sommes conscients de l'intérêt de cette mesure que nous avons fait voter une résolution à ce propos il y a une dizaine d'années, portée à l'époque par notre ancien collègue Damien Gérard, elle avait été soutenue par la majorité et avait été suivi d'effet puisque dès la législature suivante, entre 2018 et 2024, la présidence du Conseil avait été assurée par un membre du Conseil communal qui ne faisait pas partie du collège. On peut donc être convaincu de l'intérêt de cette formule qui distingue les fonctions exécutives et législatives, mais il s'agit d'une formule qui n'a pas de valeur impérative, la loi communale laissant le Conseil communal souverain en la matière.

L'important, c'est que la sérénité du débat démocratique soit assurée et que chacun puisse s'exprimer en toute liberté et avec le respect qui lui revient, c'est à ce propos que nous souhaitons mettre en avant 2 éléments relevant.

Le premier élément porte sur l'expérience vécue lors de la dernière législature. Nous n'avons pas été convaincu par l'efficacité de la formule. À plusieurs reprises, le président en titre ou en fonction s'est retrouvé dans une situation inconfortable, parce qu'il ne maîtrisait visiblement pas les enjeux du sujet qui faisait l'objet des débats. Alors avoir un président dont le rôle se limite à passer la parole a peu de sens. C'est la principale raison qui nous a conduit à accepter en début de législature la formule actuellement en vigueur.

Après une année de cette mandature, nous constatons aujourd'hui, et c'est le 2ème élément relevant, que la fonction de présidence du Conseil est assumée par le bourgmestre, avec respect à l'égard des personnes, avec vigilance du débat démocratique et maîtrise complète des dossiers en jeu et en plus, sans que le bourgmestre ne s'attribue le monopole des réponses de la majorité.

Nous estimons donc que l'objectif d'assurer la sérénité, l'équilibre et le dynamisme du débat démocratique ainsi que la liberté d'expression de chaque membre du Conseil, ce qui pour nous reste fondamental et à propos de quoi notre vigilance, reste toujours intacte, donc que cet objectif de débat démocratique est entièrement respecté dans le contexte actuel.

Au-delà donc de toute posture dogmatique, le groupe des Engagés réitère dès lors la confiance qu'il place dans le bourgmestre pour assurer cette fonction avec doigté dans un contexte général empli de nouveaux défis et nous l'en remercions.

Monsieur le Bourgmestre :

Merci Madame.

Monsieur Rigaux :

Oui Monsieur le bourgmestre, je vais être assez bref puisque tout a déjà été plus ou moins dit, mais je veux juste insister sur 2, 3 points.

Premièrement, c'est que sur le point des principes, je comprends très bien que cette formule, elle peut séduire, vouloir distinguer exécutif et en quelque sorte le législatif, même si on n'est pas le législatif, on ne prend pas des normes législatives, mais on peut considérer que c'est assez pertinent de distinguer les deux.

Pourtant sur la pratique et là je rejoins ce que Madame Bataille vient de dire sur la pratique, on a testé la formule. Je trouvais que Jean Laurent a fait un bon travail et malgré qu'il ait fait un bon travail, en fait je n'ai pas trouvé de réelle plus-value.

Il y a eu quelques petits couacs qui ne sont pas en fait pour ma part de la faute du conseiller Monsieur Laurent à l'époque, mais il ne faut pas oublier qu'il n'est pas assisté par un service administratif, il a pas d'aide administrative, de personnelle derrière, donc c'est une fonction qui est finalement que symbolique, qui est de céder la parole.

Pour le coup on a quelqu'un, en la personne du bourgmestre, qui est expérimenté, qui fait ça bien et il n'y a eu aucun problème jusqu'ici et je ne pense pas qu'il y en aura.

Je pense qu'il y avait vraiment aucune plus-value à donner ce rôle à une tierce personne, en tout cas à l'heure actuelle, d'autant plus qu'il y a une asymétrie aussi d'information, on l'a vu lors des derniers conseils avec Monsieur Laurent, on ne peut pas lui reprocher, mais effectivement, n'étant pas membre du Collège, il y a une asymétrie d'information, ce qui rend beaucoup plus pertinent peut être le rôle du bourgmestre.

Ça n'aurait pas été le cas si le président avait un service derrière, mais on n'a pas les moyens je crois pour se permettre ce genre de propositions.

À l'heure actuelle, pour ma part, c'est juste un gadget qui, d'ailleurs certes minime mais, a quand même un coût et puisqu'il n'y a pas de plus-value, je ne vois pas vraiment l'intérêt de dépenser davantage d'argent à l'heure où on demande de fournir des efforts, pour quelque

chose qui n'a à mon sens et au sens de notre groupe, aucune plus-value.

Monsieur le Bourgmestre :

Encore une demande de parole, pas d'autre intervention ? Madame Petit ?

Madame Petit :

Vous vous ne répondez pas ?

Non mais c'était pas du tout contre vous. Vous avez votre fan club, c'est certain.

On reconnaît votre professionnalisme et ça s'est très bien passé. Il y a eu d'ailleurs, et je parle en mon nom, une nette amélioration entre les tout premiers Conseils communaux et les derniers, on est beaucoup plus dans le respect, c'est certain.

Mais donc c'est simplement pour faire valoir cet aspect de gestion de prise de parole dans un souci d'équité que d'autres communes appliquent.

J'entends que la plupart de mes collègues trouvent que ça va très bien comme ça. J'espère qu'alors on continuera à fonctionner dans le respect de tout un chacun et que les débats seront productifs.

Monsieur le bourgmestre :

Je suis sûr que vous y serez vigilante Madame Petit.

L'incident est clos.

Mevrouw Vandersande:

Mag ik het woord nemen, mijnheer de burgemeester?

De burgemeester:

Als u het woord vraagt, dan krijgt u dat.

Mevrouw Vandersande:

Laat me, voor ik op uw vraag antwoord, kort in herinnering brengen wat de functie van voorzitter van de gemeenteraad inhoudt, zoals onder meer beschreven in de Gemeentewet.

De voorzitter van de gemeenteraad leidt de werkzaamheden van de raad, handhaaft de orde tijdens de vergadering, roept de vergaderingen samen, bepaalt de agenda, zit de zittingen voor, ziet toe op het goede verloop van de debatten en garandeert de naleving van de orde binnen de vergadering.

Sinds 11 maanden verlopen onze debatten in een productieve en respectvolle sfeer. Iedereen heeft zich kunnen uitspreken, debatteren, stemmen en beraadslagen over alle

essentiële punten voor onze gemeente en haar inwoners. Niemand heeft tot nu toe de kwaliteit van de werking van onze raad in vraag gesteld.

Tijdens de installatievergadering van de nieuwe gemeenteraad heeft de meerderheid geen voordrachtsakte ingediend om een voorzitter aan te duiden die niet de burgemeester is. Dat was geen vergetelheid, maar een bewuste politieke keuze.

De rol van voorzitter van de raad, uitgeoefend door de burgemeester, bevordert de samenhang tussen de beslissingen die wij hier nemen en hun uitvoering door het college. Hij vormt de institutionele schakel tussen de beraadslagende vergadering en het gemeentelijk uitvoerend orgaan.

In dat kader vinden wij dat het behoud van de burgemeester als voorzitter van de gemeenteraad de meest verantwoordelijke keuze is, en het meest trouw aan het vertrouwen dat de Etterbekenaren hem in de stembus hebben gegeven.

De nauwgezetheid, ervaring en dossierkennis die de burgemeester aan de dag legt, zijn onmiskenbare troeven in het licht van de economische, sociale, politieke en institutionele uitdagingen waarmee wij geconfronteerd worden. Zijn tussenkomsten, zijn pedagogische aanpak en de menselijkheid die hij toont, helpen onze debatten te verhelderen en geven betekenis aan de keuzes die worden voorgelegd.

U verwijst naar een mogelijke democratische meerwaarde van een voorzitter die niet de burgemeester is. Wij zien die niet. Het wettelijke kader laat het toe, maar verplicht het niet. En onze praktijk toont aan dat de kwaliteit van het democratische debat er geenszins onder lijdt. Onze zittingen zijn openbaar en worden voortaan online uitgezonden. Iedereen kan in alle transparantie oordelen over de ernst en de evenwichtigheid van onze werkzaamheden.

Vandaag maakt de meerderheid dus een duidelijke keuze. De burgemeester is, door zijn ervaring en zijn onbetwistbare stabiliteit, de best geplaatste persoon om de werkzaamheden van deze raad te leiden.

Wij bevestigen deze keuze met volle overtuiging en in volledige loyaliteit tegenover de kiezers die ons hun mandaat hebben toevertrouwd.

Mevrouw Bataille:

Mijnheer de voorzitter, beste collega's.

De kwestie van het voorzitterschap van de gemeenteraad, uitgeoefend door iemand anders dan de burgemeester, is een onderwerp waarvoor onze fractie eveneens gevoelig is. Omdat wij ons bewust zijn van het belang van deze maatregel, hebben wij hierover een tiental jaren geleden een resolutie laten goedkeuren, op initiatief van onze voormalige collega Damien Gérard. Die resolutie werd toen gesteund door de meerderheid en heeft ook daadwerkelijk gevolgen gehad, want tijdens de daaropvolgende legislatuur, tussen 2018 en 2024, werd het voorzitterschap van de raad waargenomen door een gemeenteraadslid dat geen deel uitmaakte van het college. Men kan dus overtuigd zijn van de meerwaarde van een formule die de uitvoerende en de wetgevende functies van elkaar scheidt. Maar het blijft een formule zonder verplichtend karakter: de Gemeentewet laat de gemeenteraad volledig vrij in deze keuze.

Wat voor ons essentieel is, is dat de sereniteit van het democratische debat gewaarborgd blijft, en dat iedereen zich vrij kan uitdrukken, met het respect dat hem of haar toekomt. In dat verband willen wij twee relevante elementen benadrukken.

Het eerste element gaat over de ervaring tijdens de vorige legislatuur. Wij waren niet overtuigd van de efficiëntie van die formule. Meerdere keren bevond de voorzitter in titel of in functie zich in een ongemakkelijke positie omdat hij duidelijk niet vertrouwd was met de inhoud van de dossiers die besproken werden. Een voorzitter waarvan de rol zich beperkt tot het doorgeven van het woord, heeft weinig zin. Dat is de belangrijkste reden waarom wij aan het begin van deze legislatuur de huidige formule hebben aanvaard.

Na één jaar in deze mandaatperiode stellen wij vandaag vast — en dat is het tweede relevante element — dat de functie van voorzitter van de raad door de burgemeester wordt uitgeoefend met respect voor de personen, met waakzaamheid voor het democratische debat, met volledige beheersing van de dossiers, en bovendien zonder dat de burgemeester zich het monopolie van de antwoorden van de meerderheid toe-eigent.

Wij zijn daarom van oordeel dat het doel om sereniteit, evenwicht en dynamiek in het democratische debat te verzekeren, evenals de vrijheid van meningsuiting van elk raadslid — wat voor ons fundamenteel blijft en waarop wij waakzaam blijven — volledig wordt bereikt in de huidige context.

Daarom, voorbij elke dogmatische houding, hernieuwt de fractie Les Engagés het vertrouwen dat zij stelt in de burgemeester om deze functie met tact te vervullen, in een algemene context vol nieuwe uitdagingen, en wij danken hem daarvoor.

De burgemeester:

Bedankt, mevrouw.

De heer Rigaux:

Ja, mijnheer de burgemeester, ik zal het vrij kort houden aangezien bijna alles al gezegd is, maar ik wil toch op twee à drie punten nadruk leggen.

Ten eerste: wat de principes betreft, begrijp ik heel goed dat deze formule aantrekkelijk kan lijken. Het idee om het uitvoerende en het in zekere zin “wetgevende” niveau te scheiden — ook al zijn wij geen wetgevende macht in de strikte zin — kan op zich relevant lijken.

Maar in de praktijk, en daar sluit ik mij aan bij wat mevrouw Bataille net zei, hebben we de formule getest. Ik vond dat Jean Laurent goed werk heeft geleverd, en ondanks dat goede werk heb ik geen echte meerwaarde gezien.

Er waren enkele kleine incidenten, die naar mijn mening niet zijn fout waren, maar we mogen niet vergeten dat hij niet werd ondersteund door een administratieve dienst. Hij had geen administratieve of persoonlijke ondersteuning. Daardoor blijft die functie uiteindelijk vooral symbolisch: het doorgeven van het woord.

In dit geval hebben we iemand — de burgemeester — die ervaren is, die het goed doet, en tot nu toe is er geen enkel probleem geweest. Ik denk ook niet dat die er zullen komen.

Ik zie dus echt geen meerwaarde om deze rol aan een derde persoon toe te vertrouwen, zeker niet op dit moment. Bovendien is er een duidelijke informatie-asymmetrie, zoals we tijdens de vorige raden met de heer Laurent hebben gezien. Dat kan hem niet verweten worden, maar doordat hij geen lid van het college is, beschikt hij niet over dezelfde informatie. Dat maakt de rol van de burgemeester des te relevanter.

Dat zou anders zijn als de voorzitter een dienst achter zich had, maar ik denk niet dat we de middelen hebben om dat soort voorstellen te ondersteunen.

Op dit moment is het, wat mij betreft, gewoon een gadget dat — zij het beperkt — toch een kost met zich meebrengt. En aangezien er geen meerwaarde is, zie ik niet in waarom we extra geld zouden uitgeven op een moment dat we inspanningen vragen, voor iets dat naar mijn mening, en volgens onze fractie, geen enkele toegevoegde waarde heeft.

De burgemeester:

Nog iemand die het woord wil? Nog een andere tussenkomst ?

Mevrouw Petit?

Mevrouw Petit:

Antwoordt u niet?

Nee maar het was helemaal niet tegen u gericht. U hebt uw fanclub, dat is zeker.

We erkennen uw professionaliteit en alles is zeer goed verlopen. Er was trouwens — en ik spreek hier in mijn eigen naam — een duidelijke verbetering tussen de allereerste gemeenteraden en de meest recente. We werken nu veel respectvoller, dat is duidelijk.

Het gaat er voor mij enkel om dit aspect van het beheer van het woord te benadrukken, in een streven naar gelijkheid, zoals andere gemeenten dat toepassen.

Ik hoor dat de meeste van mijn collega's vinden dat het zo prima werkt. Ik hoop dan ook dat we zullen blijven functioneren met respect voor iedereen, en dat de debatten productief zullen blijven.

De burgemeester:

Ik ben zeker dat u waakzaam zult zijn, mevrouw Petit.

Het incident is gesloten.

17.11.2025/A/0028

Motion d'Ecolo-Groen visant à soutenir la demande de journées supplémentaires sans voiture dans la Région de Bruxelles-Capitale et à organiser des journées sans voiture au niveau communal.

Le conseil communal,

Considérant que :

- le Dimanche sans voiture est devenu au fil des années un événement attendu et apprécié par les Bruxellois ;
- ces journées favorisent la vie de quartier à travers de nombreuses initiatives citoyennes telles que brocantes, fêtes de voisins, ateliers de découverte, activités sportives et visites guidées ;
- ces journées ont un impact fortement positif sur l'environnement et la santé. La réduction du trafic automobile a notamment un impact immédiat et mesurable sur la qualité de l'air et donc sur la santé des habitants, en diminuant l'émission de substances polluantes. La réduction du niveau sonore lié au trafic est également bénéfique pour le bien-être des habitants ;
- ces journées favorisent la vie de quartier à travers de nombreuses initiatives citoyennes telles que brocantes, fêtes de voisins, ateliers de découverte, activités sportives et visites guidées ;
- ces moments renforcent le lien social et permettent une réappropriation conviviale et partagée de l'espace public ;
- les enfants, les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite profitent particulièrement de ces journées, car ils peuvent se déplacer plus librement et en toute sécurité dans l'espace public ;
- ces journées constituent aussi une occasion privilégiée de promouvoir et de découvrir d'autres formes de mobilité active et durable (marche, vélo, trottinette, transports en commun, mobilité partagée) ;
- les enquêtes citoyennes démontrent systématiquement qu'il existe un large soutien pour l'organisation de plusieurs dimanches sans voiture par an ;

Demande :

- au Collège des Bourgmestre et Échevins de soutenir activement les initiatives régionales visant à augmenter le nombre de journées sans voiture organisées chaque année dans la Région de Bruxelles-Capitale ;
- d'examiner, en concertation avec le conseil consultatif de la mobilité et de la sécurité routière, les comités de quartier et les associations locales, la possibilité d'organiser au niveau communal des quartiers temporairement sans voiture, notamment pendant les vacances scolaires, afin d'offrir aux habitants un espace de respiration et de favoriser la convivialité ;
- dans ce cadre, d'encourager les initiatives citoyennes, associatives et commerciales qui contribuent à la vitalité et à la dynamique des quartiers durant ces périodes.

Le point est reporté.

Motie van Ecolo-Groen om de vraag naar bijkomende autovrije dagen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te ondersteunen en om autovrije dagen op gemeentelijk niveau te organiseren.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat:

- de autozone zondag in de loop der jaren een verwacht en gewaardeerd evenement is geworden voor de Brusselaars;
- deze dagen het buurtleven bevorderen via talrijke burgerinitiatieven zoals rommelmarkten, bureneesten, ontdekkingsateliers, sportactiviteiten en rondleidingen;
- deze dagen een sterk positieve impact hebben op vlak van milieu en gezondheid. De vermindering van het autoverkeer heft met name een onmiddellijke en meetbare positieve impact op de luchtkwaliteit en dus op de gezondheid van de inwoners,

door de uitstoot van luchtverontreinigende stoffen te verminderen. Ook de reductie van het geluidsniveau door verkeer is positief voor het welzijn van de inwoners;

- deze dagen het buurtleven bevorderen via talrijke burgerinitiatieven zoals rommelmarkten, bureneesten, ontdekkingsateliers, sportactiviteiten en rondleidingen;
- deze momenten de sociale band versterken en een gezellige, gedeelde herovering van de openbare ruimte mogelijk maken;
- kinderen, ouderen en personen met beperkte mobiliteit bijzonder profiteren van deze dagen, omdat ze zich vrijer en veiliger in de openbare ruimte kunnen verplaatsen;
- deze dagen ook een uitgelezen gelegenheid zijn om andere vormen van actieve en duurzame mobiliteit te promoten en te ontdekken (wandelen, fietsen, step, openbaar vervoer, gedeelde mobiliteit);
- Burgerbevragingen systematisch aantonen dat er een breed draagvlak is voor het houden van meerdere auto-loze zondagen per jaar;

Vraagt:

- aan het College van Burgemeester en Schepenen om regionale initiatieven die gericht zijn op het verhogen van het aantal jaarlijks georganiseerde autovrije dagen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest actief te ondersteunen;
- om in overleg met de adviesraad voor mobiliteit en verkeersveiligheid, bewonerscomités en lokale verenigingen de mogelijkheid te onderzoeken om op gemeentelijk niveau tijdelijk autovrije wijken te organiseren, met name tijdens schoolvakanties, om bewoners ademruimte te bieden en de gezelligheid te bevorderen;
- om in dit kader burger-, verenigings- en handelsinitiatieven aan te moedigen die bijdragen aan de levendigheid en dynamiek van de wijken tijdens deze periodes.

Het punt wordt verdaagd.

17.11.2025/A/0029

Question orale de Madame Caroline Joway relative au protocole d'accord avec Bruxelles Fiscalité.

Lors du conseil communal du 26 mai dernier, le Conseil communal a approuvé à l'unanimité le point numéro 26, à savoir le protocole d'accord ainsi que la convention de stage avec Bruxelles Fiscalité.

L'objectif de ce protocole de collaboration vise un but commun à l'Administration régionale et à la Commune d'Etterbeek : la recherche de biens historiquement exonérés partiellement ou totalement d'impôts mais que la situation actuelle inscrit dans une catégorie taxable.

A la suite de l'explication du point du mois de mai, un conseiller de notre groupe avait interrogé l'Echevin de Finances, Monsieur Madrane, afin d'avoir une première idée du nombre de bâtiments concernés. Monsieur l'Echevin nous avait alors répondu qu'il

reviendrait vers nous avec une réponse précise lors du Conseil du mois de novembre afin de laisser le temps au Receveur, ainsi qu'à la responsable du service aménagement du territoire et à Bruxelles Fiscalité d'examiner la question.

Le groupe Ecolo-Groen remercie déjà tous ceux et celles qui ont fait/feront en sorte qu'une réponse précise lui soit apportée.

Le Conseil entend l'interpellation.

Mondelinge vraag van Mevrouw Caroline Joway over het protocolakkoord met Brussel Fiscaliteit.

Tijdens de gemeenteraad van 26 mei laatstleden heeft de gemeenteraad unaniem punt 26 goedgekeurd, namelijk het protocolakkoord en de stageovereenkomst met Brussel Fiscaliteit.

Het doel van dit samenwerkingsprotocol is een gemeenschappelijk streven van de Gewestelijke Administratie en de Gemeente Etterbeek: het opsporen van goederen die historisch gedeeltelijk of volledig van belastingen waren vrijgesteld, maar die volgens de huidige situatie in een belastbare categorie vallen.

Naar aanleiding van de toelichting van dit punt in mei had een raadslid van onze fractie een vraag gesteld aan de schepen van Financiën, de heer Madrane, om een eerste idee te krijgen van het aantal betrokken gebouwen. De schepen had toen geantwoord dat hij ons tijdens de gemeenteraad van november een nauwkeurig antwoord zou geven zodat de Ontvanger, de verantwoordelijke van de dienst Ruimtelijke Ordening en Brussel Fiscaliteit de tijd zouden hebben om deze vraag te onderzoeken.

De fractie Ecolo-Groen dankt alvast iedereen die ervoor heeft gezorgd of zal zorgen dat zijn een nauwkeurig antwoord krijgt.

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur Madrane :

Merci Monsieur le bourgmestre, merci Madame Joway, merci Monsieur Deleixhe pour la question. Alors la question est brève, la réponse sera tout autant brève parce que je vais vous donner quelques éléments.

Donc ce que je peux vous dire, c'est comme vous l'avez rappelé, donc on a bien signé un protocole d'accord avec Bruxelles fiscalité.

Pour rappel, ça porte évidemment sur un échange d'informations sur les biens exonérés de précompte immobilier sur le territoire de la commune. Alors je peux vous dire qu'aujourd'hui, 266 parcelles cadastrales sont exonérées du PRI, donc voilà un peu le résultat déjà de cette collaboration avec Bruxelles fiscalité.

Pour le moment, on examine évidemment ces différentes parcelles. Ces parcelles exonérées, vous le savez, ce sont des ambassades, des écoles, et cetera, et pour le moment, il y a une analyse des services sur ces 266 parcelles pour voir si toutes ces parcelles sont légitimement exonérées ou s'il y a des possibilités de déroger à ces exonérations parce que certaines structures qui, peut-être, avaient le statut d'école, ont bifurqué vers autre chose que simplement de l'école libre, gratuite et subventionnée.

Donc je vous propose peut-être dans le, on va dire, le premier trimestre 2026, peut-être, que là, on aura déjà une analyse plus fine de ces 266 parcelles qui sont à l'examen pour le

moment.

Voilà Monsieur le Bourgmestre.

Madame Joway :

Merci pour votre réponse.

De heer Madrane:

Dank u, meneer de burgemeester, dank u, mevrouw Joway, en dank u, meneer Deleixhe, voor de vraag. De vraag is kort, en mijn antwoord zal dat ook zijn, want ik geef u gewoon enkele elementen mee.

Zoals u hebt herinnerd, hebben we inderdaad een protocolakkoord ondertekend met Brussel Fiscaliteit.

Ter herinnering: dat akkoord gaat over een uitwisseling van informatie over goederen die zijn vrijgesteld van onroerende voorheffing op het grondgebied van de gemeente. Vandaag kan ik u zeggen dat 266 kadastrale percelen zijn vrijgesteld van de onroerende voorheffing. Dat is dus al een eerste resultaat van de samenwerking met Brussel Fiscaliteit.

Op dit moment worden die verschillende percelen onderzocht. U weet dat die vrijstellingen onder meer betrekking hebben op ambassades, scholen, enzovoort. De diensten analyseren momenteel of al die 266 percelen terecht zijn vrijgesteld, of dat er mogelijkheden zijn om van die vrijstellingen af te wijken. Sommige instellingen die vroeger bijvoorbeeld het statuut van school hadden, zijn mogelijk geëvolueerd naar iets anders dan louter vrij, gratis en gesubsidieerd onderwijs.

Ik stel voor dat we u tegen, laten we zeggen, het eerste trimester van 2026, een meer gedetailleerde analyse kunnen bezorgen van die 266 percelen die momenteel onderzocht worden.

Zo, mijnheer de burgemeester.

Mevrouw Joway:

Bedankt voor uw antwoord.

17.11.2025/A/0030

Interpellation de Madame Helena Ruiz Fabra sur la conformité et la révision du Règlement d'Ordre Intérieur.

Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Le Règlement d'Ordre Intérieur (ROI) du Conseil communal d'Etterbeek doit être conforme à la Nouvelle Loi Communale 2024 et aux ordonnances régionales récentes.

Je souhaite interpellier le Conseil sur sa responsabilité de vérifier cette conformité et, le cas échéant, de procéder à une révision. À titre d'exemples non exhaustifs, cette révision pourrait concerner :

- Les interpellations et questions des conseillers (délais et limites),
- Les interpellations et initiatives citoyennes (seuils et procédures),
- La déontologie des membres du conseil.

Je souhaiterais également savoir, le cas échéant, quel calendrier le Conseil envisage pour cette mise à jour, afin de garantir la conformité légale et la transparence du fonctionnement du Conseil, ainsi que pour la révision du site internet dans les parties concernées.

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van mevrouw Helena Ruiz Fabra over de conformiteit en herziening van het huishoudelijk reglement

Mijnheer de burgemeester, dames en heren raadsleden,

Het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad van Etterbeek moet in overeenstemming zijn met de Nieuwe Gemeentewet 2024 en de recente gewestelijke ordonnanties.

Ik wens de raad te interpelleren over zijn verantwoordelijkheid om deze overeenstemming te controleren en, indien nodig, tot een herziening over te gaan. Als niet-limitatieve voorbeelden zou deze herziening betrekking kunnen hebben op:

- de interpellaties en vragen van de raadsleden (termijnen en beperkingen),
- de interpellaties en burgerinitiatieven (drempels en procedures),
- de deontologie van de leden van de raad.

Ik zou eveneens graag vernemen welk tijdschema de raad eventueel voorziet voor deze actualisering, om de wettelijke overeenstemming en de transparantie van de werking van de raad te waarborgen, evenals voor de herziening van de gemeentelijke website in de betrokken rubrieken.

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre :

Il est exact que le règlement d'ordre intérieur doit être adapté conformément à des changements de la nouvelle loi communale de 2024 et doit être conforme aux différentes dispositions prises comme la retransmission du conseil communal sur le site.

Afin de proposer un texte aux conseillers via les chefs de groupe, le secrétariat communal s'est chargé de faire un avant-projet reprenant l'ensemble des modifications évoquées, tout en profitant de l'occasion pour réécrire certains passages pour éviter des divergences d'interprétations.

Notre commune a fait partie du groupe de travail Intercommunal des secrétariats des assemblées, les agents communaux ont pu échanger à ce sujet.

Si l'article 84 bis permet à un conseiller de poser une question au Collège, des questions

écrites et orales, l'article 84 ter permet d'interpeller le collège sur la manière d'exercer compétences et le 371/2 permet d'introduire une demande d'interpellation auprès de la commune.

La nouvelle loi communale renvoie systématiquement vers le règlement d'ordre intérieur pour les modalités d'exercice de ces droits.

Dans différentes communes, la Tutelle a parfois estimé que les dispositions prises par le Conseil communal étaient contraires à l'exercice de ses droits, sans pour autant donner une véritable ligne de conduite.

En d'autres mots, certaines dispositions étaient acceptables dans certaines communes, mais inacceptables dans d'autres communes, ce qui est quand même assez particulier et difficile à comprendre.

Face à ces difficultés, une rencontre a eu lieu le mois dernier entre la tutelle et les différentes communes dont le règlement d'ordre intérieur avait été invalidé, mais cette réunion n'a pas permis de dégager plus de clarté dans les attentes de la tutelle.

Il a dès lors été décidé, entre secrétaires communaux, de confier au groupe de travail Intercommunal des secrétariats des assemblées, le soin de créer un sous-groupe spécifiquement dédié au règlement d'ordre intérieur pour mutualiser l'ensemble des enseignements et des mésaventures subies.

L'objectif n'est pas de créer un règlement d'ordre intérieur commun à 19 communes. Il va de soi qu'Etterbeek sera partie prenante dans ce sous-groupe, le calendrier n'a pas encore été fixé.

À titre illustratif, l'article 84 quater prévoit que le Conseil communal arrête, dans son règlement d'ordre intérieur, des règles de déontologie et d'éthique applicables aux conseillers communaux. L'ordonnance du 22 février 2024 précise que le gouvernement de la région de Bruxelles capitale propose un modèle commun à l'établissement d'un code de déontologie, ce qui a été fait.

Mais les communes ont reçu aussi une contre-proposition de la part de Brulocalis et en même temps les communes ont reçu le code de déontologie et d'éthique qui a été préparé par le Parlement bruxellois, et là aussi, le texte est différent.

Donc on peut quand même se dire que derrière votre question qui est légitime, se cache un imbroglio qui est à la mesure de la situation actuelle de la région bruxelloise puisque 3 codes de déontologie ont été établis par 3 instances différentes et les 3 codes sont différents.

C'est quand même assez particulier puisqu'il nous est difficile de compatibiliser tout cela en choisissant par exemple sur ce point-là, qui n'est pas le moins important, quelle est la voie de la sagesse.

Donc on va envoyer notre secrétaire communal dans ce groupe de travail interdisciplinaire des secrétariats d'assemblées en espérant qu'on pourra revenir devant vous avec un éclairage précis, quitte à ce qu'on n'ait pas exactement le même texte partout, mais qu'on sache alors au moins pourquoi et qu'on sache se justifier, ce qui honnêtement, aujourd'hui n'est pas possible.

Madame Ruiz Fabra :

Quel est le délai ?

Je comprends que c'est un travail de révision qui doit être fait pour ce qui n'est pas clair mais qu'en est-il pour ce qui est clair ? Une mise à jour pourrait être faite pour ce qui est clair et dans quel délai ?

Monsieur le Bourgmestre :

Donc l'idée n'est pas d'enterrer ce dossier, on ne l'a pas fait, mais d'essayer quand même d'être aussi cohérent et harmonieux que possible avec les autres communes.

Et aujourd'hui, il y a plus de divergence que de convergence, donc ce n'est pas le moment de venir devant vous avec un règlement d'ordre intérieur.

On va laisser faire le travail par les administrations concernées et on reviendra devant vous. On sait que vous serez vigilante et que vous ne laisserez pas passer trop de temps, donc vous nous servirez de rappel pour ça.

Madame Ruiz Fabra :

Certaines choses sont importantes comme l'interpellation des citoyens par exemple, si je comprends bien, le nombre de personnes qui doit signer n'est pas correct sur notre site internet, ni dans le ROI, ce qui a conduit à 2 reprises au report d'inscription d'interpellation citoyenne le mois dernier et ce mois-ci.

Alors je comprends qu'il y a des choses à clarifier mais là-dessus, il faut un effort plus clair.

Monsieur le Bourgmestre :

Là-dessus, vous avez raison, si le site internet induit les citoyens en erreur, c'est une horreur. Mais à supposer que ce soit le cas, la loi prime sur le règlement d'ordre intérieur.

Donc à supposer qu'on s'en soit rendu compte et qu'on ait pu essayer de corriger les choses, ce n'était pas possible, puisque la loi, évidemment, est une norme hiérarchique supérieure, largement au règlement intérieur, et supprime tout texte qui serait contraire.

Mais sur ce point, vous avez raison, on va corriger ça pour ne pas au moins induire les citoyens en erreur, ce qu'est la moindre des choses bien entendu.

De burgemeester:

Het klopt dat het huishoudelijk reglement moet worden aangepast in overeenstemming met de wijzigingen van de Nieuwe Gemeentewet van 2024 en dat het conform moet zijn met de verschillende bepalingen die zijn ingevoerd, zoals de uitzending van de gemeenteraad op de website.

Om een tekst aan de raadsleden voor te leggen via de fractieleiders, heeft het gemeentesecretariaat een voorontwerp opgesteld dat alle besproken wijzigingen bundelt, en meteen ook van de gelegenheid gebruikmaakt om bepaalde passages te herschrijven om interpretatieverschillen te vermijden.

Onze gemeente maakte deel uit van de intergemeentelijke werkgroep van de secretariaten

van de vergaderingen, waar de gemeentelijke medewerkers hierover konden uitwisselen.

Artikel 84bis geeft een raadslid de mogelijkheid om vragen te stellen aan het college, zowel schriftelijk als mondeling. Artikel 84ter laat toe het college te interpellieren over de manier waarop het zijn bevoegdheden uitoefent, en artikel 371/2 maakt het mogelijk om een verzoek tot interpellatie bij de gemeente in te dienen.

De Nieuwe Gemeentewet verwijst systematisch naar het huishoudelijk reglement voor de modaliteiten van de uitoefening van deze rechten.

In verschillende gemeenten heeft de toezichthoudende overheid soms geoordeeld dat de bepalingen die de gemeenteraad had aangenomen strijdig waren met de uitoefening van deze rechten, zonder echter een echte leidraad te geven.

Met andere woorden: bepaalde bepalingen waren in sommige gemeenten aanvaardbaar, maar in andere dan weer niet, wat toch bijzonder en moeilijk te begrijpen is.

Gezien deze moeilijkheden vond vorige maand een ontmoeting plaats tussen de toezichthoudende overheid en de gemeenten waarvan het huishoudelijk reglement ongeldig was verklaard, maar die vergadering bracht geen bijkomende duidelijkheid over de verwachtingen van de toezichthoudende overheid.

Daarom hebben de gemeentesecretarissen beslist om binnen de intergemeentelijke werkgroep van de vergaderingsecretariaten een subgroep op te richten die zich specifiek zal buigen over het huishoudelijk reglement, om alle lessen en tegenslagen te bundelen.

Het doel is niet om één gemeenschappelijk huishoudelijk reglement voor de 19 gemeenten te creëren. Uiteraard zal Etterbeek deelnemen aan deze subgroep, al is de kalender nog niet vastgelegd.

Ter illustratie: artikel 84quater bepaalt dat de gemeenteraad in zijn huishoudelijk reglement regels over deontologie en ethiek vastlegt die van toepassing zijn op gemeenteraadsleden. De ordonnantie van 22 februari 2024 stelt dat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een gemeenschappelijk model voor een deontologische code moet voorstellen, wat intussen is gebeurd.

Maar de gemeenten hebben ook een tegenvoorstel ontvangen van Brulocalis, én tegelijk de deontologische en ethische code die door het Brussels Parlement is opgesteld. En ook die tekst is anders.

Men kan dus stellen dat achter uw terechte vraag een kluwen schuilgaat dat perfect de huidige situatie in het Brussels Gewest weerspiegelt: drie instanties hebben drie verschillende deontologische codes opgesteld.

Dat is toch opmerkelijk, want het maakt het bijzonder moeilijk om dit alles op elkaar af te stemmen en te bepalen — zeker op zo'n belangrijk punt — wat nu de meest verstandige keuze is.

We zullen dus onze gemeentesecretaris afvaardigen naar deze interdisciplinaire werkgroep van vergaderingsecretariaten, in de hoop dat we u later een duidelijker beeld kunnen geven. Zelfs als we uiteindelijk niet exact dezelfde tekst zullen hebben als andere gemeenten, dan weten we tenminste waarom en kunnen we dat verantwoorden, iets wat vandaag eerlijk gezegd niet mogelijk is.

Mevrouw Ruiz Fabra:

Wat is de timing?

Ik begrijp dat er herzieningswerk moet gebeuren voor wat niet duidelijk is, maar hoe zit het met wat wél duidelijk is? Een update zou toch mogelijk moeten zijn voor de punten die al vaststaan en binnen welke termijn?

De burgemeester:

Het is absoluut niet de bedoeling om dit dossier te begraven, dat hebben we ook niet gedaan. Maar we willen wel zo coherent en zo geharmoniseerd mogelijk blijven met de andere gemeenten.

En op dit moment is er meer divergentie dan convergentie, dus het is niet het juiste moment om u een nieuw huishoudelijk reglement voor te leggen.

We laten de betrokken besturen hun werk doen en we komen bij u terug. We weten dat u waakzaam bent en dat u er niet te veel tijd zult laten overgaan, dus u zult ons daar zeker aan herinneren.

Mevrouw Ruiz Fabra:

Sommige zaken zijn belangrijk, zoals de interpellatie door burgers. Als ik het goed begrijp, klopt het aantal vereiste handtekeningen niet op onze website, noch in het huishoudelijk reglement. Dat heeft ertoe geleid dat de inschrijving van een burgerinterpellatie twee keer werd uitgesteld, vorige maand en deze maand.

Ik begrijp dat er zaken verduidelijkt moeten worden, maar hierover is een duidelijkere inspanning nodig.

De burgemeester:

Daar hebt u gelijk in. Als de website de burgers op het verkeerde been zet, is dat verschrikkelijk. Maar zelfs als dat zo is, gaat de wet boven het huishoudelijk reglement.

Dus zelfs als we het hadden vastgesteld en hadden willen corrigeren, was dat niet mogelijk, omdat de wet — als hogere norm — elke tegenstrijdige bepaling buiten werking stelt.

Maar op dit punt hebt u volledig gelijk: we zullen dit corrigeren, zodat burgers niet langer verkeerd worden geïnformeerd. Dat is wel het minste.

17.11.2025/A/0031

Question orale de Monsieur Thibault Deleixhe concernant la disponibilité des fonds de compensation des CPAS.

Monsieur le Bourgmestre,

Monsieur le Président du CPAS,

Le projet de loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale en ce qui concerne la compensation des CPAS suite à la limitation dans le temps des allocations de chômage a fait l'objet d'une première approbation en Commission des Affaires sociales ce 7 novembre 2025. Ce texte doit encore être soumis au vote en séance plénière mais l'agenda des travaux parlementaires de cette instance n'est pas connu au jour du dépôt de cette question.

Pour que ce texte puisse produire ses pleins effets, il est indispensable que lui soient dévolus les crédits budgétaires nécessaires à l'octroi des fonds de compensation au CPAS en perspective de l'exclusion des chômeurs de longue durée dont la première vague est fixée au 1^{er} janvier 2026.

Or, le blocage politique actuel entourant la confection de l'ajustement budgétaire 2025 et du budget initial 2026 contraindra le gouvernement à opérer pour une durée indéterminée sous le régime des douzièmes provisoires, consistant ainsi que l'on sait à une reproduction du budget du mois correspondant de l'année antérieure.

Nous allons donc au-devant d'une probable absence des fonds de compensations qui avaient été promis pour rendre cette réforme soutenable pour les CPAS, et singulièrement les CPAS des communes bruxelloises, appelés à gérer l'exclusion de 31.354 chômeurs de longue durée d'ici avril 2026.

Au surplus, les 25 M€ qui avaient été promis aux CPAS dès la fin de cette année afin de permettre le recrutement anticipée de collaborateurs en perspective de l'accueil de la masse des chômeurs exclus – et sur base duquel le CPAS d'Etterbeek avait procédé au recrutement de 3 collaborateurs complémentaires - devait être inscrit à l'ajustement budgétaire. L'octroi de ces montants est donc au mieux incertain.

Dans ces conditions, alors que la plus dure des réformes du chômage depuis la seconde guerre mondiale prend effet dans 6 semaines, pouvez-vous nous indiquer la part des 25 M€ ainsi que la part des fonds de compensation que le CPAS d'Etterbeek avait escompté percevoir ?

Concrètement quelles difficultés budgétaires cela engendre-t-il pour le CPAS d'Etterbeek ? Dispose-t-il d'une trésorerie suffisante pour assurer la rémunération de l'entièreté de son personnel en cas d'indisponibilité prolongée de ces montants ? Est-il en mesure de garantir une continuité de tous ses services ? Si ce manque devait être comblé par des réaffectations internes au budget communal, dans quelle enveloppe puiseriez-vous ?

Et, si les liquidités venaient à manquer, quelles démarches envisagez-vous d'entreprendre auprès de l'autorité fédérale pour faire connaître la difficulté dans laquelle cette incertitude place le CPAS ?

Enfin, certains montants de compensation devaient être attribués en fonction du nombre de dossiers traités, y a-t-il une visibilité juridique sur le caractère possiblement rétroactif de l'octroi de ces montants ? Ou les dossiers traités avant la disponibilité des fonds ne donneront-ils lieu à aucune compensation ?

En vous remerciant, Monsieur le Bourgmestre, Monsieur le Président de CPAS, ainsi que les membres de vos services qui seraient amenés à se pencher sur cette question, pour les éclairages que vous voudrez bien nous apporter à cet égard.

Le Conseil entend l'interpellation.

Mondelinge vraag van de heer Thibault Deleixhe over de beschikbaarheid van compensatiefondsen van de OCMW's.

Mijnheer de burgemeester,

Mijnheer de voorzitter van het OCMW,

Het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie over de compensatie van de OCMW's naar aanleiding van de beperking in de tijd van de werkloosheidsuitkeringen werd op 7 november 2025 voor het eerst goedgekeurd in de commissie Sociale Zaken. Deze tekst moet nog worden voorgelegd aan de plenaire vergadering, maar de agenda van de parlementaire werkzaamheden van deze instantie was op het moment van het indienen van deze vraag nog niet bekend.

Opdat deze tekst zijn volle uitwerking zou kunnen krijgen, is het noodzakelijk dat de begrotingskredieten die nodig zijn voor de toekenning van de compensatiefondsen aan de OCMW's worden vrijgemaakt, met de uitsluiting van langdurig werklozen in het vooruitzicht, waarvan de eerste golf is gepland op 1 januari 2026.

De huidige politieke blokkade rond de opmaak van de begrotingsaanpassing 2025 en de initiële begroting 2026 zal de regering er echter toe dwingen om voor onbepaalde tijd te werken onder het stelsel van de voorlopige twaalfden, wat zoals bekend neerkomt op een overname van het budget van de overeenkomstige maand van het voorgaande jaar.

Wij gaan dus richting een waarschijnlijke afwezigheid van de compensatiefondsen die waren beloofd om deze hervorming draaglijk te maken voor de OCMW's, en in het bijzonder voor de OCMW's van de Brusselse gemeenten, die de uitsluiting van 31.354 langdurig werklozen tegen april 2026 zullen moeten opvangen.

Bovendien moesten de 25 miljoen euro die aan de OCMW's was beloofd vanaf het einde van dit jaar, om vooraf medewerkers te kunnen aanwerven in het vooruitzicht van de opvang van de massa uitgesloten werklozen - en op basis waarvan het OCMW van Etterbeek drie bijkomende medewerkers had aangeworven – worden ingeschreven in de begrotingsaanpassing. De toekenning van deze bedragen is dus op zijn best onzeker.

In deze omstandigheden, terwijl de zwaarste werkloosheidshervorming sinds de Tweede Wereldoorlog binnen zes weken in werking treedt, kunt u ons aangeven welk deel van de 25 miljoen euro en welk deel van de compensatiefondsen het OCMW van Etterbeek had verwacht te ontvangen?

Concreet, welke budgettaire moeilijkheden brengt dit met zich mee voor het OCMW van Etterbeek? Beschikt het over voldoende liquide middelen om het volledige loon van zijn personeel te betalen in geval van langdurige onbeschikbaarheid van deze bedragen? Is het in staat om de continuïteit van al zijn diensten te garanderen? Als dit tekort zou moeten worden opgevangen door interne herschikkingen binnen de gemeentelijke begroting, uit welke enveloppe zou u dan putten?

En als de liquide middelen zouden ontbreken, welke stappen bent u van plan te ondernemen om aan de federale overheid duidelijk te maken welke moeilijkheden het OCMW ondervindt door deze onzekerheid?

Ten slotte, aangezien sommige compensatiebedragen moesten worden toegekend op basis van het aantal behandelde dossiers, bestaat er juridische duidelijkheid over het mogelijk retroactieve karakter van de toekenning van deze bedragen? Of zullen de dossiers die vóór de beschikbaarheid van de fondsen werden behandeld geen aanleiding geven tot enige compensatie?

Ik dank u, burgemeester, voorzitter van het OCMW en de medewerkers van uw diensten die zich over deze vraag zullen buigen, voor de informatie die u ons hierover wilt geven.

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur le Bourgmestre :

Je pense que Monsieur Van Praet a un intérêt vif pour participer à la réponse.

Monsieur Van Praet :

Merci Monsieur le bourgmestre, Monsieur le conseiller, chers collègues, pour cette question qui porte à la fois sur la disponibilité des compensations fédérales liées à la dernière réforme du chômage et sur la capacité du CPAS d'Etterbeek à accueillir les personnes concernées.

Alors avant de vous répondre, je voudrais quand même rappeler deux éléments institutionnels qui sont quand même un peu importants, monsieur Deleixhe.

Le Conseil communal est l'autorité de tutelle budgétaire du CPAS, et à ce titre, vous exercez, chers collègues, un contrôle externe sur les actes financiers du CPAS à des moments clés que vous connaissez.

Le contrôle politique de l'exécutif du CPAS, et donc de mon action, je vous rappelle, relève de la compétence du Conseil de l'action sociale, et c'est bien dans ce cadre, avec l'ensemble des groupes politiques qu'ils composent, que nous avons adopté les décisions préparatoires à la réforme fédérale.

Et je m'y réfère expressément parce que ces décisions ont été votées par tous, y compris par les représentants de votre formation, Monsieur Deleixhe.

Alors je voudrais répondre à votre question en trois volets.

Tout d'abord, le cadre fédéral et la compensation prévue qui, comme vous l'avez dit, a été adoptée par la chambre des représentants dans la nuit du 13 au 14 novembre dernier avec l'adoption du projet de loi de la ministre de l'Intégration sociale qui révisé la loi de 2002 sur le droit à l'intégration sociale et qui porte donc des dispositions spécifiques de compensation de la réforme à l'égard des CPAS.

Ce texte prévoit, pour les personnes qui perdront leur droit au chômage, en raison de la réforme et qui se tourneraient éventuellement vers les CPAS, un remboursement du revenu d'intégration sociale à 100% en 2016, à 90% en 2027, à 80% en 2028 et à 75% en 2029 versus les quelques 70% d'interventions que nous connaissions jusqu'à aujourd'hui.

Ce texte prévoit également un forfait complémentaire, un doublement, et donc c'est 518€ précisément par dossier en plus d'intervention pour les frais de personnel et de fonctionnement du CPAS.

Pour 2025, vous l'avez également indiqué, le gouvernement fédéral a prévu, sur demande des CPAS, il faut le rappeler, une enveloppe exceptionnelle de 26 millions d'euros nous permettant d'anticiper la réforme... engagement de personnel, location de bureaux dans d'autres CPAS, et cetera. Cette enveloppe est répartie, pour Etterbeek le montant est fixé à 180.000,00€ quelques euros de plus et a été acté ainsi.

Alors cette somme n'a pas encore été versée pour une raison strictement technique.

L'Arrêté Royal de transfert du budget depuis l'emploi vers l'intégration sociale et juridiquement liée au contrôle budgétaire fédéral et donc le gouvernement fédéral, vous l'avez évoqué, se déploie pour essayer d'opérer ce contrôle dans les meilleurs délais.

Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, ce contrôle est encore en discussion et donc aucun CPAS ni en région bruxelloise ni ailleurs dans le pays n'a reçu à ce jour le moindre euro. Mais il faut quand même rappeler que la répartition a été actée, les montants par CPAS ont été fixés, l'administration fédérale n'a pas manqué de confirmer que les montants étaient garantis, on est donc face à un décalage administratif et pas un désengagement de l'État fédéral à cet égard-là.

Sur ma proposition, quant au CPAS d'Etterbeek et sans attendre de percevoir les financements dédiés, notamment les 180.000,00€ que je viens d'évoquer, le Conseil de l'action sociale, le 25 août dernier, ça commence à dater, a adopté la création d'un contingent hors cadre, que nous avons gentiment appelé Arizona, de 5 équivalents temps plein travailleurs sociaux qui sont exclusivement financés par les mesures de compensation fédérale à la réforme.

Et nous avons instauré, d'ores et déjà, un mécanisme d'ajustement automatique qui autorisera l'engagement d'un équivalent supplémentaire par tranche d'à peu près 55 dossiers Arizona afin d'assurer la soutenabilité de l'afflux des nouvelles demandes par nos équipes, vous savez que j'y suis attaché, et de maintenir un accompagnement de qualité.

Et donc le contingent adopté se compose aujourd'hui de 3 assistants sociaux de première ligne et de 2 agents d'insertion socioprofessionnels.

Ces 5 équivalents temps plein ont été engagés, sont formés et sont opérationnels, ainsi, dès le 1^{er} décembre prochain, ils participeront aux séances d'information qui sont destinées aux personnes exclues du droit au chômage, pour les 3 premières vagues ; ceux qui seront exclus au 1^{er} janvier, au 1^{er} mars et au 1^{er} avril, et dès le 15 décembre déjà, ils recevront les premières personnes concernées dans le cadre du démarrage des enquêtes sociales.

Car en effet, depuis la mi-septembre, les personnes qui ont reçu un courrier de l'ONEM leur notifiant une fin de droit et qui se présentent spontanément au CPAS ont été invités à remplir un formulaire de contact afin d'être reçus, sur invitation que nous allons leur adresser sous peu, dès la mi-décembre.

À ce jour, 46 personnes se sont manifestées dont 30 personnes qui seront en fin de droit au 1^{er} janvier prochain.

Alors, Monsieur le conseiller et sans doute également Madame Petit, qui nous a rappelé l'importance du respect dans ce Conseil, c'est dans ce contexte particulier qui a été diffusé auprès de la population par votre formation politique, un tract qui évoquait expressis verbis un manque de perspective et une absence de solution à Etterbeek pour accueillir qualitativement les exclus du chômage.

Alors je dois me permettre de relever avec tout le respect dû au débat démocratique, on a appuyé sur ce point, que cette libre expression du groupe écolo à travers la population est avant toute chose insultante pour les travailleurs du CPAS, Monsieur Deleixhe, qui s'impliquent depuis plusieurs semaines à se préparer aux effets de la réforme fédérale.

Elle donne de leur travail un reflet profondément injuste et induit la population en erreur quant à l'engagement réel de nos équipes, de nos lignes hiérarchiques et de nos mandataires.

Et donc je m'inscris en faux contre cette propagande et je vous demande formellement d'en assurer la réparation dans l'espace d'expression dédié à votre formation politique au sein du journal communal. Je rappelle par ailleurs que les mesures que vous dites absentes ont été adoptées par vos propres représentants au Conseil de l'action sociale ainsi qu'au bureau permanent.

Alors, si vraiment il n'y avait aucune perspective dans les mesures mises en place par le CPAS, j'ose espérer que votre tract ne suggère pas que ceci aurait été adopté par vos mandataires à la légère ou avec des intérêts. Je préfère retenir l'hypothèse plus constructive qu'ils les ont adoptées précisément parce qu'elles sont claires, cohérentes et opérationnelles.

Alors, quant à la trésorerie, votre question est légitime. Nous nous la sommes posée, bien évidemment, les implications budgétaires fédérales vont être importantes à l'échelle locale, mais la situation de trésorerie du CPAS est aujourd'hui pleinement suffisante pour assumer la rémunération de l'ensemble du personnel qui a été engagé ces dernières semaines y compris les 5 équivalents temps plein du contingent Arizona.

Il n'y a donc aucun risque immédiat, ni de tension de caisse, ni d'interruption de nos services.

Alors, tous les CPAS bruxellois ne sont pas dans la même situation. Certains n'ont pas souhaité, d'autres n'ont pas été autorisés à engager du personnel tant que la part des 26 millions n'était pas perçue.

Et bien nous avons fait à Etterbeek un autre choix, nous avons agi immédiatement, vous le savez et nous avons pu compter à cet égard sur le soutien politique du collège des Bourgmestre et échevins.

Quant à la continuité des services, qui vous inquiète également, elle est pleinement garantie tant dans la continuité de l'accueil, l'analyse des demandes ainsi que l'accompagnement social de nos usagers.

Nous avons structuré nos équipes pour absorber l'arrivée progressive des personnes qui sont exclues du chômage sans dégrader l'accompagnement ni allonger les délais d'accès au droit et les délais légaux pour traiter les dossiers.

Il faudra bien évidemment évaluer au cours du premier semestre 26 si l'équilibre mis en place reste assuré, notamment dans les deuxièmes lignes de l'action sociale, nos services de médiation de dettes, ceux en charge des frais médicaux, de l'énergie, et cetera.

Sur le régime des 12èmes provisoires, alors je dois clarifier ce point et votre intervention de manière assez sereine. Faute de budget fédéral 2026 adopté dans les temps, le régime des 12èmes provisoire permet, vous l'avez rappelé, au gouvernement fédéral d'exécuter chaque mois 1/12ème du dernier budget adopté pour toute politique existante.

C'est un mécanisme donc qui limite uniquement les dépenses qui constitueraient une politique totalement nouvelle. Or la prise en charge du revenu d'intégration sociale par l'État fédéral et précisément par le SPF Intégration sociale ne constitue nullement une politique nouvelle. C'est une mission permanente de l'État fédéral. La loi récemment adoptée a modifié les taux d'intervention mais n'a pas créé un nouveau mécanisme qui serait inédit. Les remboursements du risque, les forfaits liés aux dossiers nouveaux ainsi que les moyens destinés au CPAS seront dès lors exécutés normalement sous le régime des crédits provisoires.

Ça signifie concrètement que même en l'absence du budget voté au 1^{er} janvier, même si le contrôle budgétaire se prolonge, les remboursements dus au CPAS ne sauraient être

bloqués.

Il n'y a donc à ce stade-ci aucune raison objective d'anticiper une difficulté qui serait liée à ces fameux 12èmes.

Enfin, quant à la réforme dans son ensemble, je dois souligner ici, chers collègues, que ce qui à mes yeux, constitue aujourd'hui la véritable difficulté, la plus manifeste dans les conséquences Arizona, relève de l'accompagnement que nous devons prodiguer aux nouveaux bénéficiaires de l'aide sociale dans le cas de leur recherche d'emploi.

Et si le gouvernement fédéral a pris ses responsabilités en matière de financement du revenu d'intégration, je viens d'en rappeler les mécanismes, la réforme n'a, je vous le rappelle, en rien modifié la répartition des compétences en matière d'activation des chercheurs d'emploi.

Cette activation, qu'il soit indemnisé par l'assurance chômage ou qu'il ne soit pas indemnisé parce qu'il bénéficie du revenu d'intégration sociale, relève pleinement de la compétence de la région bruxelloise et d'Actiris.

Autrement dit, le soutien du fédéral doit être acté pour ce qui concerne l'ouverture et le financement du revenu d'intégration sociale. Le fédéral ne refinance que partiellement les CPAS pour l'accompagnement vers l'emploi parce que cet accompagnement ressort de la politique régionale de l'emploi et à cet égard, le CPAS d'Etterbeek s'inscrit pleinement dans le plaidoyer de la Fédération des CPAS en faveur d'une mobilisation beaucoup plus ambitieuse des moyens régionaux au profit de l'accompagnement des publics Arizona.

Force est de constater qu'à 6 semaines de l'entrée en vigueur de la réforme, le dialogue instauré depuis le mois de juillet dernier, sous l'égide du ministre régional de l'emploi, entre les CPAS et le niveau régional a très peu porté ses fruits.

À ce stade, il n'est question que d'une mobilisation partielle limitée des missions locales pour l'emploi en soutien aux CPAS, dans des conditions qui, je dois bien l'avouer, reste flou et avec une ampleur dont nous ignorons encore tout de façon très large.

C'est là clairement le principal écueil auquel nous devons faire face, à la fois quant au point de vue des moyens humains que des moyens financiers.

Parce que si nous avons l'ambition d'accompagner les personnes exclues du chômage non seulement vers le droit au revenu d'intégration sociale, le CPAS d'Etterbeek et je parle, je pense, pour tous, les CPAS bruxellois ont également l'ambition d'accompagner ces personnes vers la formation et vers l'emploi, en d'autres termes, là où Actiris n'a pas pu ou n'a pas voulu les amener.

Les moyens humains nécessaires pour y parvenir ne sont aujourd'hui pas garantis, et pour ce que nous en percevons, reste nettement insuffisant au regard de l'ampleur de la réforme.

Alors je le dis sans polémique, avec franchise, si l'on veut que les CPAS réussissent les effets de la réforme Arizona et que cela ne se traduise pas par un simple transfert de charge vers le CPAS, il faut assurément que la région bruxelloise et son opérateur Actiris assument eux aussi la part qui leur revient dans l'accompagnement vers l'emploi des personnes qui vont perdre leur droit au chômage.

En conclusion, Monsieur le conseiller, le CPAS d'Etterbeek, que je représente ici, aborde cette réforme, j'en suis convaincu, avec sérieux, anticipation et sens des responsabilités. Le cadre fédéral nous est connu, les compensations nous sont connues, elles sont garanties, elles sont attendues dans les prochaines semaines.

Nos équipes sont renforcées, formées, opérationnelles, notre trésorerie est suffisante, la continuité de nos services nous paraît assurée et le régime des 12èmes provisoires, je l'ai dit, ne fait pas peser de menaces réelles sur notre financement.

Les difficultés ne se situent donc pas du côté du CPAS d'Etterbeek, qui a pris, nous le pensons, les mesures nécessaires, mais bien à ce jour, du côté du niveau régional, dont la mobilisation demeure en retrait alors que l'essentiel de l'accompagnement vers l'emploi relève de sa compétence.

Pour notre part, nous restons pleinement engagés pour que cette réforme ne se limite pas à gérer des pertes de droits, mais permette réellement à chacun de retrouver un chemin vers l'autonomie, vers l'emploi. Cette ambition, nous la portons et nous continuerons à le faire avec détermination, j'ai dit et je vous remercie.

Monsieur Deleixhe :

Monsieur le bourgmestre, monsieur le président du CPAS, je vous remercie beaucoup pour la complétude des informations que vous nous apportez.

Alors, je vous réponds dans l'ordre, concernant la perspective, je suis ravi d'apprendre, et c'était là le sens de ma question, que vous avez eu des garanties concernant le versement dans le cadre des 12èmes provisoires des 300.000.000€ qui sont garantis et cela indépendamment de tout accord politique qui pourrait se faire, c'est pour le mieux.

Vous relevez vous même la difficulté qui se fait jour dans l'articulation avec le niveau régional concernant notamment le statut ALE, pour lequel on sent qu'il va y avoir des articulations très compliquées et qu'une série de personnes vont avoir du mal à continuer d'exercer ce statut.

Je conçois tout à fait bien que la région bruxelloise dans l'immédiat ne s'illustre pas par sa réactivité vis-à-vis de cette difficulté-là, à ma connaissance la question n'est pas en cours de traitement en région wallonne mais n'est pas résolue pour autant.

Il faut reconnaître que c'est un motif d'inquiétude pour de nombreux pouvoirs locaux et les fédérations de CPAS se sont fait écho aussi.

Pour le reste, sur notre expression publique qui résolument suscite chez vous beaucoup d'intérêt et une volonté d'emprise répétée, je crois qu'on doit pouvoir se dire honnêtement que la réforme dans son ensemble suscite des difficultés d'encadrement des publics visés et que votre formation politique, qui est présente à différents niveaux de pouvoir, est à la manœuvre dans son, non seulement, impulsion politique, mais aussi dans sa mise en œuvre aux différents niveaux de pouvoir et donc il est légitime de signaler l'ampleur des difficultés que ça peut susciter.

Concernant les travailleurs et le caractère insultant que ça pourrait avoir à leur égard, je me permettrais de signaler que nous avons reçu des témoignages de nombreux travailleurs du CPAS qui nous remerciaient de cette expression en nous signalant que c'était effectivement une crainte avec laquelle ils vivaient et qu'ils étaient heureux de voir que certaines personnes la relayaient plus largement.

Je m'en tiendrais à cette considération-là.

Pour le reste, je me permets de souligner, parce qu'effectivement je ne voudrais pas simplement terminer là-dessus, je vous prierais de noter qu'à aucun moment je n'ai remis en cause votre professionnalisme dans les questions que j'ai adressées, je l'ai toujours fait

avec énormément de respect pour vos compétences et énormément de respect pour la précision des informations que vous nous apportez.

Je vous remercie.

De burgemeester:

Ik denk dat de heer Van Praet wel heel graag zou willen deelnemen aan het antwoord.

De heer Van Praet:

Dank u, mijnheer de burgemeester, mijnheer het raadslid, beste collega's, voor deze vraag die zowel gaat over de beschikbaarheid van de federale compensaties die verbonden zijn aan de recente hervorming van de werkloosheid, als over de capaciteit van het OCMW van Etterbeek om de betrokken personen op te vangen.

Voor ik op uw vraag antwoord, wil ik toch twee institutionele elementen in herinnering brengen die, mijnheer Deleixhe, wel degelijk van belang zijn.

De gemeenteraad is de toezichhoudende overheid voor de begroting van het OCMW en in die hoedanigheid oefent u, beste collega's, een extern toezicht uit op de financiële handelingen van het OCMW op welbepaalde sleutelmomenten die u kent.

Het politieke toezicht op het uitvoerend orgaan van het OCMW, en dus op mijn optreden, valt – ik herinner u eraan – onder de bevoegdheid van de raad voor maatschappelijk welzijn. Het is ook in dat kader, met alle politieke fracties die er deel van uitmaken, dat wij de voorbereidende beslissingen op de federale hervorming hebben aangenomen.

Ik verwijs daar uitdrukkelijk naar omdat deze beslissingen unaniem zijn goedgekeurd, inclusief door de vertegenwoordigers van uw fractie, mijnheer Deleixhe.

Ik wil uw vraag in drie delen beantwoorden.

Ten eerste het federale kader en de voorziene compensatie, die – zoals u zei – in de nacht van 13 op 14 november jongstleden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd aangenomen, samen met het wetsontwerp van de minister van Maatschappelijke Integratie dat de wet van 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie herziet en specifieke compensatiemaatregelen voor de OCMW's bevat.

De tekst voorziet dat voor personen die hun recht op werkloosheidsuitkeringen verliezen door de hervorming en zich eventueel tot de OCMW's wenden, het leefloon zal worden terugbetaald aan 100% in 2026, 90% in 2027, 80% in 2028 en 75% in 2029, tegenover de ongeveer 70% tussenkomst die we tot nu toe kenden.

Daarnaast voorziet de tekst in een aanvullende forfaitaire vergoeding (een verdubbeling), namelijk precies 518 euro extra per dossier voor de personeels- en werkingskosten van het OCMW.

Voor 2025, zoals u ook aangaf, heeft de federale regering, op vraag van de OCMW's, dat moet worden benadrukt, een uitzonderlijke enveloppe van 26 miljoen euro voorzien, zodat we kunnen anticiperen op de hervorming: aanwerving van personeel, huur van bijkomende kantoorruimte in andere OCMW's, enzovoort. Voor Etterbeek bedraagt het toegekende bedrag 180.000 euro, iets meer zelfs, en dat is formeel bevestigd.

Dit bedrag is echter nog niet uitbetaald om een louter technische reden. Het koninklijk besluit dat de overdracht van het budget van Werk naar Maatschappelijke Integratie

regelt, is juridisch gekoppeld aan de federale begrotingscontrole. De federale regering, zoals u aanhaalde, werkt eraan om deze controle zo snel mogelijk af te ronden.

Toch moeten we vaststellen dat deze controle vandaag nog loopt, en dat geen enkel OCMW, noch in het Brussels Gewest, noch elders in het land, tot op heden één euro heeft ontvangen. Maar het is belangrijk te benadrukken dat de verdeling is vastgelegd, de bedragen per OCMW zijn bepaald, en de federale administratie heeft bevestigd dat de bedragen gegarandeerd zijn. We hebben dus te maken met een administratieve vertraging, niet met een terugtrekking van de federale overheid.

Op mijn voorstel, wat betreft het OCMW van Etterbeek en zonder te wachten op de ontvangst van de voorziene financieringen, waaronder de 180.000 euro die ik zojuist vermeldde, heeft de raad voor maatschappelijk welzijn op 25 augustus laatstleden, dat begint al even geleden te zijn, de oprichting goedgekeurd van een contingent buiten kader, dat wij vriendelijk Arizona hebben genoemd, bestaande uit vijf voltijdse equivalenten maatschappelijk werkers die uitsluitend worden gefinancierd door de federale compensatiemaatregelen van de hervorming.

We hebben bovendien nu al een automatisch aanpassingsmechanisme ingevoerd dat toelaat om een bijkomend voltijds equivalent aan te werven per schijf van ongeveer 55 Arizona-dossiers, om zo de draagkracht van onze teams te waarborgen bij de instroom van nieuwe aanvragen, want u weet dat ik daar veel belang aan hecht, en om een kwalitatieve begeleiding te blijven garanderen.

Het aangenomen contingent bestaat vandaag uit drie eerstelijns maatschappelijk werkers en twee medewerkers voor socioprofessionele inschakeling.

Deze vijf voltijdse equivalenten zijn aangeworven, opgeleid en operationeel. Vanaf 1 december zullen zij deelnemen aan de informatiesessies voor de personen die hun recht op werkloosheidsuitkeringen verliezen in de eerste drie golven: zij die uitgesloten worden op 1 januari, 1 maart en 1 april. En vanaf 15 december zullen zij al de eerste betrokken personen ontvangen in het kader van de opstart van de sociale onderzoeken.

Sinds midden september worden personen die een brief van de RVA hebben ontvangen waarin hun einde van recht wordt meegedeeld en die zich spontaan bij het OCMW melden, uitgenodigd om een contactformulier in te vullen, zodat wij hen binnenkort een uitnodiging kunnen bezorgen en wij hen vanaf half december kunnen ontvangen.

Tot op heden hebben 46 personen zich gemeld, waarvan 30 personen die op 1 januari hun recht verliezen.

Mijnheer het raadslid, en ongetwijfeld ook mevrouw Petit, die ons herinnerde aan het belang van respect binnen deze raad: in deze specifieke context heeft uw politieke fractie een pamflet verspreid onder de bevolking waarin letterlijk sprake was van een gebrek aan perspectief en het ontbreken van oplossingen in Etterbeek om de uitgesloten werkzoekenden op een kwalitatieve manier op te vangen.

Ik moet, met alle respect voor het democratische debat, en dat werd hier benadrukt, toch vaststellen dat deze vrije meningsuiting van de Ecolo-fractie richting de bevolking in de eerste plaats beledigend is voor de medewerkers van het OCMW, mijnheer Deleixhe, die zich al wekenlang inzetten om zich voor te bereiden op de gevolgen van de federale hervorming.

Het geeft een diep onrechtvaardig beeld van hun werk en misleidt de bevolking over de daadwerkelijke inzet van onze teams, onze hiërarchische lijnen en onze mandatarissen.

Ik verzet mij dan ook uitdrukkelijk tegen deze propaganda en vraag u formeel om dit recht

te zetten in de ruimte die aan uw politieke fractie is toegewezen in het gemeenteblad. Ik herinner er bovendien aan dat de maatregelen waarvan u beweert dat ze ontbreken, zijn goedgekeurd door uw eigen vertegenwoordigers in de raad voor maatschappelijk welzijn en in het vast bureau.

Als er werkelijk geen enkel perspectief zou zitten in de maatregelen die door het OCMW zijn ingevoerd, dan hoop ik toch dat uw pamflet niet suggereert dat deze door uw mandatarissen lichtzinnig of uit eigenbelang zouden zijn goedgekeurd. Ik ga liever uit van de meer constructieve hypothese dat zij ze hebben goedgekeurd precies omdat ze duidelijk, coherent en operationeel zijn.

Wat de financiën betreft, is uw vraag terecht. Wij hebben ons die vraag uiteraard ook gesteld. De federale budgettaire gevolgen zullen lokaal aanzienlijk zijn, maar de kaspositie van het OCMW is vandaag volledig toereikend om de verloning te verzekeren van al het personeel dat de voorbije weken werd aangeworven, inclusief de vijf voltijdse equivalenten van het Arizona-contingent.

Er is dus geen enkel onmiddellijk risico, noch op liquiditeitsproblemen, noch op een onderbreking van onze dienstverlening.

Niet alle Brusselse OCMW's bevinden zich in dezelfde situatie. Sommige wilden niet, andere hebben geen toestemming gekregen om personeel aan te werven zolang hun deel van de 26 miljoen euro niet was ontvangen.

In Etterbeek hebben wij een andere keuze gemaakt. Wij hebben meteen gehandeld, zoals u weet, en konden daarbij rekenen op de politieke steun van het college van burgemeester en schepenen.

Wat de continuïteit van de dienstverlening betreft, waar u zich ook zorgen over maakt, die is volledig gegarandeerd: zowel wat betreft het onthaal, de analyse van de aanvragen als de sociale begeleiding van onze gebruikers.

Wij hebben onze teams zo georganiseerd dat zij de geleidelijke instroom van personen die uit de werkloosheid worden uitgesloten kunnen opvangen zonder de kwaliteit van de begeleiding te verminderen of de toegangstermijnen tot het recht en de wettelijke termijnen voor dossierbehandeling te verlengen.

Uiteraard zal tijdens het eerste semester van 2026 moeten worden geëvalueerd of het evenwicht dat we hebben ingevoerd behouden blijft, met name in de tweedelijnsdiensten van het sociaal werk: de diensten schuldbemiddeling, de diensten die instaan voor medische kosten, energie, enzovoort.

Wat het systeem van voorlopige twaalfden betreft, wil ik dit punt en uw tussenkomst graag op een rustige manier verduidelijken. Bij gebrek aan een tijdig goedgekeurde federale begroting 2026 laat het systeem van voorlopige twaalfden, zoals u terecht opmerkte, de federale regering toe om elke maand één twaalfde van de laatst goedgekeurde begroting uit te voeren voor alle bestaande beleidsdomeinen.

Het is dus een mechanisme dat enkel de uitgaven beperkt die een volledig nieuw beleid zouden vormen. Nu vormt de tussenkomst van de federale overheid, en meer bepaald van de FOD Maatschappelijke Integratie, in het leefloon helemaal geen nieuw beleid. Het is een permanente opdracht van de federale staat. De recent aangenomen wet heeft de tussenkomstpercentages aangepast, maar heeft geen nieuw of ongezien mechanisme gecreëerd. De terugbetalingen van het risico, de forfaits voor nieuwe dossiers en de middelen bestemd voor de OCMW's zullen dus normaal worden uitgevoerd onder het regime van de voorlopige kredieten.

Dat betekent concreet dat zelfs bij het ontbreken van een goedgekeurde begroting op 1 januari, en zelfs als de begrotingscontrole langer zou aanslepen, de terugbetalingen die aan het OCMW verschuldigd zijn niet kunnen worden geblokkeerd.

Er is op dit moment dus geen enkele objectieve reden om moeilijkheden te verwachten met deze fameuze voorlopige twaalfden.

Wat de hervorming in haar geheel betreft, moet ik hier, beste collega's, benadrukken dat wat volgens mij vandaag de echte moeilijkheid vormt, en het meest zichtbaar is in de Arizona-gevolgen, betrekking heeft op de begeleiding die wij zullen moeten bieden aan de nieuwe begunstigen van maatschappelijke hulp in het kader van hun zoektocht naar werk.

En hoewel de federale regering haar verantwoordelijkheid heeft genomen wat betreft de financiering van het leefloon, ik heb de mechanismen zojuist toegelicht, heeft de hervorming, ik herinner u eraan, op geen enkele manier de bevoegdheidsverdeling inzake de activering van werkzoekenden gewijzigd.

Die activering, of men nu een werkloosheidsuitkering ontvangt of niet omdat men een leefloon krijgt, valt volledig onder de bevoegdheid van het Brussels Gewest en van Actiris.

Met andere woorden: de federale steun moet worden erkend voor wat betreft de opening en de financiering van het leefloon. De federale overheid financiert de OCMW's slechts gedeeltelijk voor de begeleiding naar werk, omdat die begeleiding behoort tot het gewestelijke werkgelegenheidsbeleid. In dat opzicht sluit het OCMW van Etterbeek zich volledig aan bij het pleidooi van de Federatie van OCMW's voor een veel ambitieuzere mobilisering van gewestelijke middelen voor de begeleiding van de Arizona-doelgroep.

We moeten vaststellen dat, zes weken voor de inwerkingtreding van de hervorming, de dialoog die sinds juli jongstleden onder leiding van de gewestelijke minister van Werk tussen de OCMW's en het gewestelijk niveau is opgestart, zeer weinig resultaat heeft opgeleverd.

Op dit moment is er enkel sprake van een gedeeltelijke en beperkte inzet van de lokale werkwinkels ter ondersteuning van de OCMW's, onder voorwaarden die, ik moet het toegeven, nog steeds vaag zijn en waarvan de omvang ons nog grotendeels onbekend is.

Dat vormt duidelijk het belangrijkste struikelblok waarmee we zullen worden geconfronteerd, zowel voor personeel als voor financiële middelen.

Want hoewel wij de ambitie hebben om de personen die uit de werkloosheid worden uitgesloten niet alleen te begeleiden naar het recht op maatschappelijke integratie, heeft het OCMW van Etterbeek, en ik denk te mogen spreken voor alle Brusselse OCMW's, ook de ambitie om deze personen te begeleiden richting opleiding en werk. Met andere woorden: daar waar Actiris hen niet heeft kunnen of willen brengen.

Het nodige personeel om dat te realiseren is vandaag niet gegarandeerd en, voor zover wij dat kunnen inschatten, duidelijk onvoldoende gezien de omvang van de hervorming.

Ik zeg het zonder polemiek, maar met openheid: als men wil dat de OCMW's de gevolgen van de Arizona-hervorming succesvol opvangen, en dat dit niet neerkomt op een loutere verschuiving van lasten naar de OCMW's, dan moet het Brussels Gewest en zijn operator Actiris zeker ook hun deel opnemen in de begeleiding naar werk van de personen die hun recht op werkloosheidsuitkeringen verliezen.

Tot besluit, mijnheer het raadslid: het OCMW van Etterbeek, dat ik hier vertegenwoordig, gaat deze hervorming, daarvan ben ik overtuigd, met ernst, vooruitziendheid en verantwoordelijkheidszin tegemoet. Het federale kader is ons bekend, de compensaties zijn

ons bekend, ze zijn gegarandeerd en worden in de komende weken verwacht.

Onze teams zijn versterkt, opgeleid en operationeel. Onze kaspositie is voldoende. De continuïteit van onze diensten lijkt ons verzekerd. En het systeem van voorlopige twaalfden, zoals ik al zei, vormt geen reële bedreiging voor onze financiering.

De moeilijkheden situeren zich dus niet bij het OCMW van Etterbeek, dat naar onze overtuiging de nodige maatregelen heeft genomen, maar wel op gewestelijk niveau, waarvan de mobilisering tot op heden achterblijft, terwijl het grootste deel van de begeleiding naar werk onder zijn bevoegdheid valt.

Wat ons betreft blijven wij volledig geëngageerd om ervoor te zorgen dat deze hervorming zich niet beperkt tot het beheren van verlies van rechten, maar iedereen daadwerkelijk opnieuw perspectief biedt op autonomie en op werk. Die ambitie dragen wij, en wij zullen dat met vastberadenheid blijven doen. Ik heb gezegd en ik dank u.

De heer Deleixhe:

Mijnheer de burgemeester, mijnheer de voorzitter van het OCMW, hartelijk dank voor de volledigheid van de informatie die u ons hebt gegeven.

Ik antwoord u in volgorde. Wat de vooruitzichten betreft, ben ik blij te vernemen — en dat was precies de bedoeling van mijn vraag — dat u garanties hebt gekregen over de uitbetaling, in het kader van de voorlopige twaalfden, van de 300.000.000€ die zijn verzekerd, en dit onafhankelijk van eventuele politieke akkoorden die nog zouden kunnen worden gesloten. Dat is zonder twijfel het beste scenario.

U wijst zelf op de moeilijkheden die zich beginnen af te tekenen in de afstemming met het gewestelijke niveau, met name wat betreft het PWA-statuut. We voelen dat daar bijzonder complexe regelingen op ons afkomen en dat een aantal mensen moeite zal hebben om dit statuut te blijven uitoefenen.

Ik begrijp heel goed dat het Brussels Gewest op dit moment niet uitblinkt in reactiviteit tegenover deze problematiek. Voor zover ik weet, wordt de kwestie in Wallonië wel behandeld, maar is ze daar evenmin opgelost.

We moeten erkennen dat dit een bron van bezorgdheid is voor vele lokale besturen, en de OCMW-federaties hebben dat ook duidelijk gemaakt.

Wat onze publieke communicatie betreft — die bij u blijkbaar veel belangstelling en een herhaald verlangen tot controle oproept — denk ik dat we eerlijk moeten kunnen zeggen dat de hervorming als geheel moeilijkheden veroorzaakt in de begeleiding van de betrokken doelgroepen. Uw politieke fractie, die op verschillende bestuursniveaus aanwezig is, speelt daarbij een rol, niet alleen in de politieke impuls, maar ook in de uitvoering op die verschillende niveaus. Het is dus legitiem om de omvang van de problemen die dit veroorzaakt, te benoemen.

Wat de werknemers betreft, en het eventueel beledigende karakter dat dit voor hen zou kunnen hebben, wil ik erop wijzen dat wij getuigenissen hebben ontvangen van talrijke OCMW-medewerkers die ons bedankten voor deze uitlatingen. Zij gaven aan dat dit inderdaad een bezorgdheid was waarmee zij leefden, en dat zij blij waren dat sommige mensen die bezorgdheid breder kenbaar maakten.

Daar wil ik het bij laten.

Tot slot wil ik benadrukken — want ik wil niet op dat punt eindigen — dat ik op geen enkel moment uw professionaliteit in twijfel heb getrokken in de vragen die ik heb gesteld. Ik heb dat altijd gedaan met veel respect voor uw competenties en met veel respect voor de nauwkeurigheid van de informatie die u ons verstrekt.

Ik dank u.

17.11.2025/A/0032

**Question orale de Madame Ruiz Fabra relative au projet immobilier des anciennes
glacières royales (Chaussée de Wavre 1013-1017, Auderghem)**

Lors du conseil communal du 22 septembre, j'ai interpellé le collège sur le futur du site des anciennes glacières royales, qui prévoit commerces, équipements collectifs, logements et parking.

La commune d'Etterbeek a été consultée, en tant que commune limitrophe, au sujet de ce projet de rénovation et de reconversion.

La plupart des habitants ont été informés, via des articles de presse, qu'Etterbeek avait donné son feu vert au projet, contrairement à la position d'autres communes comme Ixelles et Auderghem, ainsi qu'à celle, par exemple, du comité de quartier de l'Amitié.

Pourriez-vous, comme indiqué dans mes questions du 22 septembre, expliquer pour quelles raisons vous avez donné votre feu vert à ce projet, comment la commune a pris en compte et défendu l'opinion des riverains, et quel est l'intérêt concret de ce projet pour Etterbeek, étant donné qu'il ne semble apporter aucun bénéfice direct à notre commune ?

Le Conseil entend l'interpellation.

**Mondelinge vraag van Mevrouw Ruiz Fabra betreffende het project van de Voormalige
Koninklijke IJskelders (Waversesteenweg 1017, 1160 Oudergem)**

Tijdens de gemeenteraad van 22 september heb ik het college geïnterpelleerd over de toekomst van de site van de Voormalige Koninklijke IJskelders, waar winkels, collectieve voorzieningen, woningen en een parking zijn gepland.

De gemeente Etterbeek werd als grensgemeente geraadpleegd over dit project voor renovatie en herbesteding.

De meeste inwoners hebben via de pers vernomen dat Etterbeek zijn goedkeuring aan het project had gegeven, in tegenstelling tot andere gemeenten zoals Elsene en Oudergem en bijvoorbeeld het wijkcomité "Amitié".

Kunt u, zoals aangegeven in mijn vragen van 22 september, toelichten waarom u uw goedkeuring aan dit project hebt gegeven, hoe de gemeente rekening heeft gehouden met en de mening van de buurtbewoners heeft verdedigd en wat het concrete belang van dit project is voor Etterbeek, aangezien het blijkbaar geen rechtstreeks voordeel oplevert voor onze gemeente?

De raad hoort de interpellatie.

Monsieur Van Bockstal :

Je vous remercie chers collègues pour la question et m'excuse d'avoir trop parlé en néerlandais et sans avoir la traduction puisqu'apparemment il y a encore des problèmes d'interprétation et de traduction. Donc je m'excuse.

Au niveau du projet qu'on appelle encore dans les médias « La tour », il ne faut quand même pas oublier que les images montrées sont anciennes et datent de la première demande qui avait été faite.

Pour votre bonne information, je crois qu'il faut quand même remercier, comme ça a été déjà fait aujourd'hui, le bourgmestre, puisque comme on vient de le dire, chaque fois qu'il y a des grands projets, c'est notre commune qui se mobilise pour avoir les informations.

Je crois que c'est notre commune, à l'époque, qui avait pris contact avec le comité des quartiers l'amitié.

Ils n'ont pas eu de contact avec la commune d'Auderghem, ils n'ont eu de contact avec personne d'autre, c'est effectivement avec nous qu'ils ont eu des réunions d'information, avec chacun et chacune.

C'est sur base du dossier précédent que monsieur le bourgmestre a pris contact, avec les riverains pour soutenir la première position de la commune, qui était de diminuer les gabarits, mais aussi avec la police fédérale car il y avait un danger imminent au niveau de la construction de cette grande tour.

Et donc qu'est-ce qu'on a déjà obtenu dans le permis ?

L'ancien dossier qui a été introduit par Bouygues, c'était vraiment une personne qui était très agréable lors des explications sur le dossier qui a été repris par Guilda Immo, nous avions à l'époque, donné notre accord conditionné, et dans cet accord conditionné, après consultation des riverains, après consultation de la région, on a obtenu, et il n'y avait pas eu qu'une seule réunion mais plusieurs pour le suivi, la limitation de la grande tour, en ce temps, au rez+7.

On a obtenu la diminution des éléments techniques à savoir, c'est donc un dossier mixte avec des équipements d'intérêts collectifs obligatoires par la PRAS, il y avait 171 appartements et 220 unités étudiantes qui étaient du côté du Boulevard du Triomphe je pense ; logement accessoire, un garage qui a été aussi négocié pour diminuer la pression de 280 voitures.

Le projet a été modifié et dans les modifications, on maintient les anciennes galeries royales et on obtient en plus l'accès, pas uniquement pour les habitants, mais aussi pour la population, à l'intérieur vert de ce grand bâtiment.

On diminue le projet à 128 appartements, on maintient les 220 étudiants logements étudiants, et on diminue le parking à 189.

Techniquement c'est la concertation 2707/2023.

Donc avec l'approbation du Collège, il y a déjà un an probablement, avec la consultation des riverains, l'avis favorable obtenus des partenaires, au niveau régional, au niveau fédéral, on reçoit le respect de toutes nos demandes dans le nouveau permis, plus une ouverture de l'espace vert, et une diminution de l'ouverture d'un coin.

Je crois que le collège dans sa grande sagesse a suivi la proposition de la région avec les

conditions que je viens de vous épeler et les riverains étaient d'accord il y a an et aujourd'hui ils y sont encore favorables et notamment sur l'accès de l'espace vert.

Oui la commune a donné un avis en tant que commune limitrophe, ce n'est pas la commune délivrante du permis même.

Madame Ruiz Fabra :

Merci pour la clarification.

Je connais le dossier et les explications que vous donnez sont relatives à la consultation antérieure, alors que maintenant il y a aucune condition qui a été émise, ... ? et les comités de quartier, ils sont contraires à ce projet qui comporte encore des exceptions et des choses qui devaient être révisées quant à l'avis d'Ixelles, mais aussi de la commune d'Auderghem.

Pourriez-vous encore répondre à la question de savoir ce que ce projet amène de positif à Etterbeek parce qu'on ne le voit pas.

Monsieur Van Bockstal :

Madame, toutes les conditions émises dans la 2^{ème} demande, améliorée, ont été respectées, je viens de vous le dire.

Donc si vous dites maintenant que ce n'est pas respecté, je ne comprends pas sur quoi vous vous basez. Les services ont confirmé à la signature du collègue que les conditions telles qu'émises, telles que demandées dans le collège précédent ont été respectées, au niveau du gabarit, au niveau de l'accès dans l'espace vert.

Madame Ruiz Fabra :

Le Gabarit ne respecte pas le boulevard, par exemple, selon les riverains et les autres communes, on ne comprend pas.

Monsieur Van Bockstal :

Moi je peux me fier que sur ce qui a été présenté, le rez + 7 est écrit.

Monsieur le Bourgmestre :

En tout cas, dans la première mouture, c'était rez +17. Si ça n'a pas été rez +17 c'est grâce à l'intervention de votre serviteur.

Et ce n'est pas la police fédérale que j'ai contactée mais le ministre de l'Intérieur parce qu'il y avait un problème de sécurité évident pour les services spéciaux qui étaient alors à la merci d'un tireur d'élite posté sur, un appartement ou le toit, de cette tour et qui pouvait évidemment faire des choses que la loi, la morale et l'humanité réprouvent.

Et c'est suite à cet avis négatif de l'État Fédéral que ce dossier n'a pas pu aboutir.

Et nous avons en permanence soutenu, et moi j'ai plaidé qu'en matière d'urbanisme et du Conseil d'État, si on autorisait sur le boulevard une dérogation de hauteur, tous les promoteurs par la suite allaient utiliser la jurisprudence du Conseil d'État disant qu'ils peuvent s'aligner sur le bâtiment le plus élevé le long du même axe et que donc ça avait des conséquences considérables et ça a été suivi.

Ayant habité 22 ans sur le Boulevard Louis Schmidt, je sais que les bâtiments Boulevard Louis Schmidt sont maximum rez +7, rez+8 éventuellement, en étage de recul, en toiture pas plus.

Et on a obtenu que ce soit respecté, en tout cas, sur le boulevard.

Que ce projet qu'on n'a pas conçu, qu'on n'a pas soutenu, qui ne nous intéresse pas, qu'il n'apporte pas grand-chose sur Etterbeek, c'est certain, mais nous sommes spectateurs, acteurs actifs là-dedans, on n'est pas à l'initiation du dossier, on ne préside pas la concertation, on ne lance pas la concertation.

On a joué un rôle très actif pour protéger les riverains et Auderghem n'a eu de cesse que de faire une rentabilité exacerbée dans ce dossier en voulant sur un tout petit bout de territoire, qui devrait être etterbeekois, parce que c'est un territoire qui n'est pas du tout auderghemois, essayer de faire un paquet d'habitants, un paquet de bâtiments, un paquet de PRI, un paquet d'IPP, c'est ça qu'ils ont voulu faire et nous on a réussi à empêcher ça.

Que maintenant ce projet ne soit pas comme on aurait voulu qu'il soit, on est d'accord là-dessus mais les conditions finalement qui ont été posées ont toutes été respectées.

Bien je pense que l'incident est clos.

Je vois que l'échevin est d'accord avec moi, ce n'est peut-être pas une surprise mais enfin ça fait quand même plaisir.

De heer Van Bockstal:

Ik dank u, beste collega's, voor de vraag, en ik wil mij excuseren dat ik te veel Nederlands heb gesproken zonder vertaling, aangezien er blijkbaar nog altijd problemen zijn met het tolken en vertalen. Dus mijn excuses daarvoor.

Wat het project betreft dat in de media nog steeds "de toren" wordt genoemd: we mogen niet vergeten dat de getoonde beelden oud zijn en dateren van de eerste aanvraag die destijds werd ingediend.

Voor uw goede informatie: ik denk dat we, zoals vandaag al werd gezegd, de burgemeester moeten bedanken, want telkens wanneer er grote projecten zijn, is het onze gemeente die zich mobiliseert om informatie te verkrijgen.

Ik denk dat het onze gemeente was die destijds contact heeft opgenomen met het wijkcomité L'Amitié.

Zij hebben geen contact gehad met de gemeente Oudergem, noch met iemand anders; het is inderdaad met ons dat zij infovergaderingen hebben gehad, met iedereen.

Op basis van het vorige dossier heeft de burgemeester contact opgenomen met de omwonenden om het eerste standpunt van de gemeente te ondersteunen, namelijk het verminderen van de bouwvolumes, maar ook met de federale politie, omdat er een onmiddellijk gevaar bestond bij de bouw van die grote toren.

Wat hebben we dan al verkregen in de vergunning?

Het oude dossier dat door Bouygues was ingediend — een persoon die overigens zeer aangenaam was tijdens de toelichtingen — werd later overgenomen door Guilda Immo. Destijds hadden wij een voorwaardelijk akkoord gegeven, en in dat akkoord, na overleg met de omwonenden en met het Gewest, hebben we bekomen — en er was niet één vergadering, maar meerdere — dat de grote toren werd beperkt tot gelijkvloers + 7 verdiepingen.

We hebben ook een vermindering van de technische elementen verkregen. Het gaat om een gemengd dossier met voorzieningen van collectief belang, verplicht volgens het GBP. Er waren 171 appartementen en 220 studentenkamers, aan de kant van de Triomflaan, denk ik; bijkomende woningen, en een garage waarvan de capaciteit werd heronderhandeld om de druk van 280 wagens te verminderen.

Het project werd aangepast en in die aanpassingen behouden we de voormalige Koninklijke IJskelders en krijgen we bovendien toegang — niet alleen voor de bewoners, maar ook voor het publiek — tot de groene binnenruimte van het grote gebouw.

Het project wordt verminderd tot 128 appartementen, de 220 studentenkamers blijven behouden, en de parking wordt teruggebracht tot 189 plaatsen.

Technisch gezien gaat het om de overlegcommissie 2707/2023.

Met de goedkeuring van het college, ongeveer een jaar geleden, na raadpleging van de omwonenden en met de gunstige adviezen van het Gewest en de federale overheid, krijgen we in de nieuwe vergunning de volledige naleving van onze eisen, plus de opening van de groene ruimte en een vermindering van een hoekvolume.

Ik denk dat het college in zijn grote wijsheid het voorstel van het Gewest heeft gevolgd, met de voorwaarden die ik net heb opgesomd. De omwonenden waren een jaar geleden akkoord en zijn dat vandaag nog steeds, vooral wat betreft de toegang tot de groene ruimte.

Ja, de gemeente heeft een advies gegeven als aangrenzende gemeente, maar zij is niet de gemeente die de vergunning uitreikt.

Mevrouw Ruiz Fabra:

Bedankt voor de verduidelijking.

Ik ken het dossier, en de uitleg die u geeft heeft gaat over de vorige raadpleging, terwijl er nu geen enkele voorwaarde meer is opgelegd ...? En de wijkcomités zijn tegen dit project, dat nog steeds afwijkingen bevat en elementen die volgens het advies van Elsene, maar ook van de gemeente Oudergem, herzien moesten worden.

Kunt u nog antwoorden op de vraag wat dit project positief bijdraagt aan Etterbeek, want dat zien we niet.

De heer Van Bockstal:

Mevrouw, alle voorwaarden die in de tweede, verbeterde aanvraag zijn opgelegd, zijn nageleefd. Dat heb ik u net gezegd.

Dus als u nu zegt dat dat niet het geval is, begrijp ik niet waarop u zich baseert. De diensten hebben bij de ondertekening door het college bevestigd dat de voorwaarden zoals gevraagd

in het vorige college, zijn nageleefd: wat betreft het bouwvolume, wat betreft de toegang tot de groene ruimte.

Mevrouw Ruiz Fabra:

Het bouwvolume respecteert het laanprofiel niet, bijvoorbeeld, volgens de omwonenden en de andere gemeenten. Dat begrijpen we niet.

De heer Van Bockstal:

Ik kan mij enkel baseren op wat is voorgelegd: gelijkvloers + 7 staat erin.

De burgemeester:

In elk geval: in de eerste versie was het gelijkvloers + 17. Als het geen gelijkvloers + 17 is geworden, is dat dankzij de tussenkomst van uw burgemeester.

En het was niet de federale politie die ik heb gecontacteerd, maar de minister van Binnenlandse Zaken, omdat er een duidelijk veiligheidsprobleem was voor de speciale diensten, die volledig blootgesteld zouden zijn aan een scherpschutter op een appartement of op het dak van die toren — iemand die uiteraard dingen zou kunnen doen die de wet, de moraal en de menselijkheid veroordelen.

En het is naar aanleiding van dat negatieve federale advies dat het dossier toen niet kon doorgaan.

Wij hebben voortdurend verdedigd — en ik heb gepleit — dat als men op de laan een afwijking op de hoogte zou toestaan, alle projectontwikkelaars nadien de rechtspraak van de Raad van State zouden gebruiken om te zeggen dat ze zich mogen aligneren op het hoogste gebouw langs dezelfde as. Dat zou enorme gevolgen hebben, en dat standpunt is gevolgd.

Ik heb 22 jaar op de Louis Schmidtdaan gewoond, en ik weet dat de gebouwen daar maximaal gelijkvloers + 7 zijn, eventueel +8 met een inspringende verdieping, maar niet meer.

En we hebben bekomen dat dat in elk geval op de laan wordt gerespecteerd.

Dat dit project — dat wij niet hebben ontworpen, niet hebben gesteund, dat ons niet interesseert en dat Etterbeek weinig oplevert — niet is wat we zouden willen, dat klopt. Maar wij zijn in dit dossier toeschouwers én actieve verdedigers van de omwonenden. Wij zijn niet de initiatiefnemers van het dossier, wij leiden de overlegprocedure niet, wij starten die niet op.

Wij hebben een zeer actieve rol gespeeld om de omwonenden te beschermen. Oudergem heeft er daarentegen alles aan gedaan om de rendabiliteit te maximaliseren op een heel klein stukje grond — dat eigenlijk Etterbeeks zou moeten zijn, want het is helemaal geen Oudergems gebied — door er zoveel mogelijk bewoners, gebouwen, onroerende voorheffing en personenbelasting uit te halen. Dat was hun doel, en wij hebben dat kunnen tegenhouden.

Dat het project nu niet is zoals wij het graag hadden gehad, daar zijn we het over eens.

Maar de voorwaarden die uiteindelijk zijn opgelegd, zijn allemaal gerespecteerd.

Ik denk dat het incident hiermee afgesloten is.

Ik zie dat de schepen het met mij eens is. Dat is misschien geen verrassing, maar het doet toch plezier.

Levée de la séance à 00:12
Opheffing van de zitting om 00:12

La Secrétaire communale,
De gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président

Le Bourgmestre-Président
De Burgemeester-Voorzitter

Annick Petit

Vincent De Wolf